



Département d'évaluation de la recherche

# DOCUMENT D'AUTOÉVALUATION DES UNITÉS DE RECHERCHE

**CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2023-2024**  
VAGUE D

Septembre 2022



# 1- INFORMATIONS GÉNÉRALES POUR LE CONTRAT EN COURS

## 1- Identification de l'unité

Nom de l'unité : **Centre Population et Développement**

Acronyme : **Ceped**

Label et numéro : UMR 196 – RNSR 200817718D

Domaine scientifique principal :

**SHS : Sciences Humaines et Sociales**

Panels scientifiques par ordre décroissant de pertinence :

### Panel 1

SHS3 : *Le Monde social et sa diversité*

### Panel 2

SHS5 : Cultures et productions culturelles

### Panel 3

SVE6 : Physiologie et physiopathologie humaine, vieillissement

## Équipe de direction

Le Ceped est dirigé par :

- son directeur, Rigas Arvanitis (DR IRD)
- sa directrice adjointe, Carola Mick (MCF UPC), plus particulièrement en charge de l'animation transversale au sein de l'Unité
- et son administratrice, Julie Rust (en CDD UPC) en charge de l'administration et du pôle de gestion.
- son Comité de direction (CODIR) et son Conseil d'unité (CU). [voir ci-après organigramme]

## Liste des tutelles de l'unité de recherche

L'UMR Ceped compte deux tutelles principales :

- l'Université Paris Cité (ex Paris Descartes)
- l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD)

L'Inserm est tutelle car l'Institut a labellisé l'Axe 1 du Ceped en Équipe « Santé, vulnérabilité et relations de genre (SageSud) », ERL Inserm 1244.

## Écoles doctorales de rattachement

Au 1er janvier 2020, les universités Paris Descartes et Paris Diderot ont cédé pleinement leurs droits et obligations à l'Université Paris Cité. Avec les changements dus à la fusion des Universités Paris Descartes, Paris Diderot et IPGP pour créer l'Université de Paris, de nouvelles écoles doctorales auxquelles le Ceped est rattaché se sont créées ou modifiées :

- l'ED 624 « Sciences des Sociétés » (anciennement ED 180 de Descartes et ED 382 de Diderot), dirigée par Laurence Simmat-Durand et Patrick Farge : la plupart des chercheurs et enseignants du Ceped sont rattachés à cette ED, ainsi que la plupart de nos étudiants ;
- l'ED 622 « Sciences du Langage », hébergée à Université Sorbonne Nouvelle, qui regroupe les anciennes ED 132 de Paris Diderot, l'ED 268 de la Sorbonne nouvelle et les linguistes de Paris Descartes, auparavant membres de l'ED 180 : Michelle Auzanneau est rattachée à cette ED ;

- l'ED 623 « Savoirs, Sciences, Éducation » anciennement ED 400 de Paris Diderot : Mina Kleiche et Mathieu Quet y sont rattachés ;
- l'ED 393 « Santé publique : épidémiologie et science de l'information biomédicale » qui regroupe nos spécialistes de santé publique, épidémiologistes et spécialistes des études sociales de la santé : Annabel Desgrées du Loû, Alexandre Dumont, Joseph Larmarange et Valéry Ridde y sont rattachés.

## 2- Présentation de l'unité

Le Centre Population et Développement (Ceped) est une Unité Mixte de Recherches (UMR) pluridisciplinaire, ayant pour tutelles principales l'Université Paris Cité et l'Institut de recherche pour le développement (IRD). L'Inserm est tutelle pour un des axes de notre Unité. Notre spécificité consiste à mener l'ensemble de nos recherches sur les populations des « Suds », dans leurs sociétés ou celles situées au « Nord », lorsqu'elles les rejoignent à l'occasion de circulations et migrations. L'ensemble de l'Unité travaille sur les transformations dues aux processus de mondialisation qui affectent les structures, les systèmes, les normes de ces sociétés du Sud, de même que les pratiques sociales et savoirs de leurs populations et groupes sociaux, en particulier dans les domaines de l'éducation, des migrations et de la santé.

Notre approche est interdisciplinaire, mobilisant la démographie, la sociologie, l'anthropologie, les sciences politiques, la géographie, l'étude STS, la santé publique, l'épidémiologie, la sociolinguistique, le droit, l'économie, en partenariat avec des équipes de recherches du Sud.

L'Unité pratique essentiellement des recherches pluridisciplinaires fondées sur des enquêtes de terrain multi-situées, avec des méthodologies multiscalaires. Les approches peuvent être aussi bien qualitatives que quantitatives, mais toujours dans une démarche résolument comparatiste.

### Historique, localisation de l'unité

Le Ceped est héritier du Centre Population et Développement, créé en 1988 à l'initiative du ministère de la Coopération, afin d'assurer une meilleure coordination des actions de la France dans ce domaine. Institué en tant que Groupement d'intérêt scientifique (GIS), il a été successivement dirigé par Francis Gendreau (IRD), Jacques Vallin (Ined), Alain Léry (INSEE) et André Quesnel (IRD). Mais c'est en 2008 que le GIS Ceped s'est transformé en une Unité Mixte de Recherche (UMR 196 Université Paris Descartes, Ined, IRD), associant l'université Paris Descartes, l'IRD et l'Ined. Depuis 2015, l'Institut National d'Études Démographiques (Ined) n'est plus tutelle du Ceped. Depuis le 1er janvier 2017, l'Axe 1 du Ceped a été labellisé Équipe de Recherche par l'Inserm (ERL Inserm 1244) avec l'intitulé « Santé, vulnérabilité et relations de genre (Sagesud) ».

L'UMR Ceped a été successivement dirigée par Yves Charbit (2008 à 2013), Étienne Gérard (2014 à 2018) et Rigas Arvanitis depuis le 1er janvier 2019.

Au début de ce quinquennat en 2019, l'UMR avait déjà déménagé et occupé, depuis juin 2016, les locaux actuels de l'Université, au 45 de la rue des Saints-Pères. Ces locaux, bien moins spacieux que ses anciens locaux du 19 rue Jacob (2010-2016) sont notoirement insuffisants. Comme nous l'expliquons dans la partie consacrée à la trajectoire, l'association avec l'Université Paris Nord nous offrira l'opportunité d'envisager de déménager une partie de l'Unité dans des locaux du campus Condorcet.

### Organisation de l'unité

Le Ceped est dirigé par :

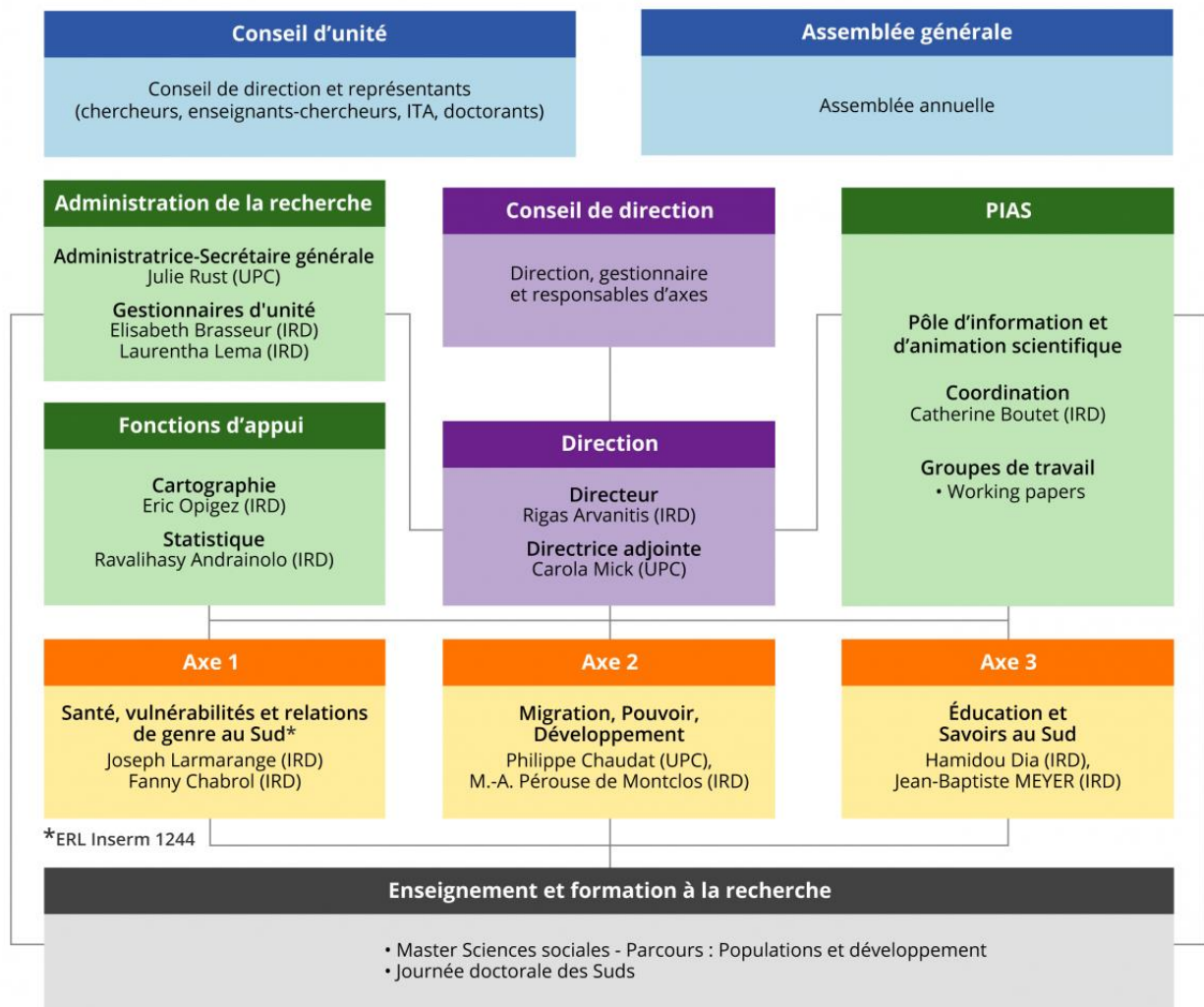
- son directeur, Rigas Arvanitis (DR IRD)
- sa directrice adjointe, Carola Mick (MCF UPC), plus particulièrement en charge de l'animation transversale au sein de l'Unité
- et son administratrice, Julie Rust (en CDD UPC) en charge de l'administration et du pôle de gestion.

L'unité compte sur une structure décisionnelle collégiale :

- Un **Comité de Direction** (CODIR), qui se réunit environ une fois par mois et qui est composé de l'équipe de direction (directeur, directrice adjointe et administratrice, voir ci-dessus), ainsi que des coordinateurs/trices des axes (deux par axes).

- Un **Conseil d'Unité** (CU), qui se réunit deux à trois fois par an, dans lequel se décident les répartitions budgétaires, les demandes de moyens aux tutelles, les intégrations de nouvelles et nouveaux chercheurs, ainsi que des questions de politique scientifique.
- Une **Assemblée Générale** (AG), qui se réunit une fois par an pour discuter des choix généraux et informer de changements importants au sein de l'Unité.

### Organigramme de l'unité



### Équipes, plateformes, services communs

L'administration, les finances et les ressources humaines de l'UMR sont pilotées par l'administratrice générale, Julie Rust, en CDD UPC. Elle est assistée de deux gestionnaires administratives, en CDD IRD, Élisabeth Brasseur et Laurenta Lema. Ce **Pôle de Gestion**, en lien direct avec le directeur d'Unité, met en œuvre les activités nécessaires au bon fonctionnement de la structure, notamment la gestion de la logistique interne, l'organisation des missions des personnels en France et à l'étranger, l'accueil des chercheurs et doctorants, ainsi que l'établissement et le suivi des conventions de partenariat. **Sécuriser ces trois postes dans un avenir proche est un enjeu crucial et essentiel pour garantir durablement la bonne conduite des recherches et la croissance de l'unité.**

Le **Pôle Appui à la recherche** est composé d'un cartographe, Éric Opigez (IRD), et d'un statisticien, Andrainolo Ravalihasy (IRD). Ces spécialistes apportent un soutien précieux aux chercheurs de l'unité dans le traitement et l'exploitation des données quantitatives générées par les enquêtes.

L'Unité compte également un **Pôle d'information et d'animation scientifique (PIAS)**, dirigé par Catherine Boutet (IRD), chargée de communication. Ce pôle a pour but de promouvoir l'animation scientifique et la communication de l'unité, en interne, mais aussi à destination de son public extérieur, à travers la promotion et l'appui à l'animation scientifique, la valorisation des productions scientifiques, le soutien aux différents événements du Ceped et le développement des relations avec les partenaires de l'UMR. Ses actions et outils de communication sont multiples :

- maintien et mises à jour du site internet de l'UMR (<https://www.cepced.org>), en français, en anglais et en espagnol ;
- organisation d'événements scientifiques collectifs et de réunions de l'unité : séminaires au Vert, séminaires du Ceped, colloque des doctorants de la F3S (CODOFE), ... ;
- le *CepedActu* : édition et diffusion d'un bulletin d'information interne sur les actualités scientifiques du Ceped ;
- le *Ceped Page à Page* : organisation de rencontres-débats autour d'ouvrages récemment publiés par les membres de l'UMR ;
- le *Ceped fait son cinéma* : projection de films documentaires en présence du réalisateur ou de la réalisatrice et/ ou d'un·e conseiller·e scientifique du film, suivi d'un débat introduit par un·e discutant·e ;
- conception de supports de communications sur les activités du Ceped, à destination du public extérieur : plaquettes de présentation, affiches, ... ;
- maintien des données sur l'unité et production de documents : « Les Repères sur le Ceped », le livret d'accueil pour les nouveaux arrivants, ... ;
- suivi de la production bibliographique de l'unité sous Zotero ;
- organisation d'une politique de formation continue à destination des personnels de l'unité pour améliorer leurs compétences techniques.

Le Ceped a contribué à la création d'Observatoires, tels que [MobElites](#), [l'Observatoire de la densification du peuplement en Asie du Sud et du Sud-Est](#) et [l'Observatoire régional de la santé maternelle et périnatale \(programme InfoDos\)](#). Deux observatoires sont encore en activité : [l'Observatoire universitaire international du Sahara Occidental \(OUIISO\)](#) et l'Observatoire de la violence [NigeriaWatch](#) basé à Ibadan (au Nigeria).

Il est aussi porteur de deux Instituts multidisciplinaires dans le cadre de l'Idex UPC :

- le **Global Research Institute of Paris (GRIP)**
- l'**Institut Covid-19 Ad Memoriam**

### Effectifs de l'unité au 31/12/2022

Le Ceped regroupe actuellement :

- 44 Chercheurs IRD et Enseignants-Chercheurs UPC (38 titulaires et 6 émérites)
- 16 Post-doctorants et Jeunes chercheurs
- 3 Administration de la recherche (2 gestionnaires et 1 administratrice)
- 3 Appuis à la recherche et PIAS
- 22 Chargés de projet & Contractuels
- 63 Doctorants du Ceped (dans 4 écoles doctorales)
- 15 Autres Doctorants (hors de ces écoles doctorales de rattachement)
- 3 Chercheurs et doctorants en accueil (situations particulières)
- 75 Chercheurs associés (anciens étudiants, chercheurs en France ou à l'étranger ayant des projets en commun avec le Ceped).

## Évolutions des effectifs du Ceped de 2017 à 2023

Tableau 1.1. Évolutions des effectifs du Ceped de 2017 à 2023

Emplois	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Temporaires	17	15	22	38	57	61	36
Appui à la recherche (1)	1	2	4	9	21	18	13
Recherche (2)	16	13	18	26	32	38	21
Gestion IRD (3)	0	0	0	1	2	2	2
Gestion UPC (3)	0	0	0	2	2	3	1
Chercheurs invités (4)	4	4	2	2	3	2	0
Titulaires	48	46	51	51	50	49	44
Appui à la recherche(5)	3	2	3	3	3	3	3
Chercheur·es IRD et UPC	43	42	45	46	46	45	41
Gestion IRD (6)	1	1	2	1	1	1	0
<b>Total</b>	<b>64</b>	<b>60</b>	<b>72</b>	<b>88</b>	<b>107</b>	<b>110</b>	<b>80</b>

Notes : (1) Personnel niveau Ingénieurs d'études (IE) dans les projets. (2) Personnel sur projets de recherche : masterants, IE et post-doctorants. (3) Gestionnaires financées par des projets IRD ou UPC. (4) Chercheurs étrangers invités en France financés par l'IRD. (5) Trois titulaires IRD (cartographe, statisticien et chargé de communication). (6) Gestionnaires titulaires de l'IRD.

On observe une augmentation continue et significative des effectifs du Ceped depuis 2017 (7 nouveaux membres titulaires ont rejoint le Ceped cette année-là), dans toutes les catégories de personnels, titulaires ou temporaires (post-doctorants, CDD et stagiaires). Depuis 2017 et à ce jour, avril 2023, c'est-à-dire avant les concours 2023 de l'IRD, l'UMR a intégré deux Chargées de recherche IRD (Clémence Schantz et Laura Ruiz de Elvira) et un Directeur de recherche (Valéry Ridde). En mars 2023, Isabel Georges, DR de l'IRD, spécialiste des politiques sociales au Brésil a intégré le Ceped.<sup>1</sup> À l'inverse, Lama Kabbanji, démographe, a quitté le Ceped pour rejoindre le LPED à Marseille à partir du 1er janvier 2023. Quatre départs à la retraite ont eu lieu dans les 4 dernières années : trois chercheurs (un démographe, une sociologue et une anthropologue) et un EC (anthropologue). Tous les quatre sont en éméritat.

Cependant, la recherche s'effectue pour l'essentiel dans des projets de recherche financés dans lesquels nous avons recruté 42 post-doctorants depuis 2017, auxquels s'ajoutent 6 post-doctorants ayant obtenu leur propre financement (5 sur financements IFRIS, 1 sur financement IRD et 1 sur financement INSERM).

Enfin, nous avons recruté 26 jeunes diplômés, généralement d'un Master, parfois en préparation d'une thèse, pour assurer des tâches d'appui à la recherche : coordination de projets, gestion de projets, enquête et travaux d'analyse. Ces personnels temporaires sont recrutés au niveau ingénieurs d'étude (IE), pour des périodes variant de six mois à deux ans. Pour certains d'entre eux, cela peut aboutir à une inscription en thèse de doctorat. Pour les jeunes en fonction de coordination et gestion de projet, leur activité est essentielle à la fois pour les projets mais aussi pour alléger le travail du pôle de gestion. Nous avons également pu recruter une jeune ingénieure d'études (titulaires de deux Masters en sciences politiques) pendant une période d'un an et demi, qui assurait la gestion de quatre projets et a appuyé la rédaction et le montage d'autres projets. La qualité de son travail a été appréciée et elle a été rapidement recrutée comme gestionnaire de projets au CNRS.

Les stagiaires sont très nombreux : nous avons décompté 79 stages, d'une durée moyenne de 5 mois, variant entre 3 et 8 mois. Quelques stagiaires obtiennent des financements propres. C'est le cas de médecins de santé publique qui effectuent leur stage d'internat au Ceped (une convention entre l'APHP et l'Université est en cours de signature).

### Organisation des axes de recherche

Le Ceped est organisé en axes de recherche qui sont thématiques. Cependant, au cours de ce quinquennal, leur rôle de relais et de coordination s'est amplifié. Actuellement, chaque axe est coordonné par deux personnes.

L'axe 1 « **Santé, Genre et Vulnérabilités au Sud** », coordonné jusqu'en janvier 2020, par Annabel Desgrées du Loû, puis à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 par le binôme Joseph Larmarange et Fanny Chabrol, regroupe 14

<sup>1</sup> L'intégration d'Isabel Georges ayant eu lieu en 2023, son nom ne figure pas dans le fichier des données du Ceped.

Chercheurs, Enseignants-Chercheurs, Ingénieurs statutaires (8 DR, 5 CRCN, 1 MCU), ainsi qu'une directrice de recherche émérite. Ces quatorze chercheurs appartiennent à des disciplines diverses : six démographes, trois anthropologues, un sociologue, un politiste, deux épidémiologistes et un spécialiste de santé publique. L'axe accueille également huit post-doctorants et jeunes chercheurs, dix-neuf chargés de projet/contractuels et vingt-cinq doctorants. Trois recrutements IRD ont eu lieu sur la période concernée par ce bilan : Valéry Ridde (DR santé publique), Fanny Chabrol (CR anthropologue) recrutés à partir d'octobre 2017 et Clémence Schantz (CR sociologue) recrutée en décembre 2020. L'équipe, ainsi renforcée, tient une place originale dans le champ des sciences sociales de la santé en France, avec une forte composante démographique en dialogue avec d'autres disciplines, tant quantitatives (épidémiologie) que qualitatives (anthropologie, sociologie, science politique), et une orientation forte vers les pays du Sud, en particulier en Afrique de l'Ouest et dans l'océan Indien. Depuis 2017 cet axe a le statut d'unité Inserm, puisque c'est une équipe de recherche labellisée.

L'axe 2 « **Migration, Pouvoir, Développement** », coordonné par Philippe Chaudat et Marc-Antoine Pérouse de Montclos, regroupe 15 Chercheurs, Enseignants-Chercheurs, Ingénieurs statutaires (3 PR, 5 MCU, 3 DR, 2 CR, 2 IE) et deux professeurs émérites. Les disciplines de recherche sont multiples : quatre anthropologues, deux démographes, deux sociolinguistes, deux politistes, deux géographes, une juriste et deux sociologues. L'axe 2 accueille également 4 post-doctorants et jeunes chercheurs, cinq chargés de projets et contractuels, ainsi que 29 doctorants. Durant cette période l'axe 2 a connu le départ d'une CR démographe, Lama Kabbanji, compensé par le recrutement de Laura Ruiz de Elvira (CR politiste). L'équipe concentre la grande majorité des enseignants-chercheurs de l'UMR ce qui explique sa forte implication dans des activités pédagogiques (master POPDEV, École d'été). L'axe 2 développe de nouvelles problématiques portant par exemple sur les mobilisations sociales ou la santé mentale des populations migrantes dans les pays de départs et d'arrivée. Ses chercheurs sont également sollicités sur des expertises relatives à la traite, à la situation de conflits dans le Sahel et aux mineurs en mobilité. Articulant des terrains au sud (Afrique, Moyen-Orient) et au nord (Europe, États-Unis), ses chercheurs conçoivent des recherches de terrain multi scalaires, ils complètent les approches propres à leur discipline par des méthodologies innovantes en lien avec l'IA par exemple.

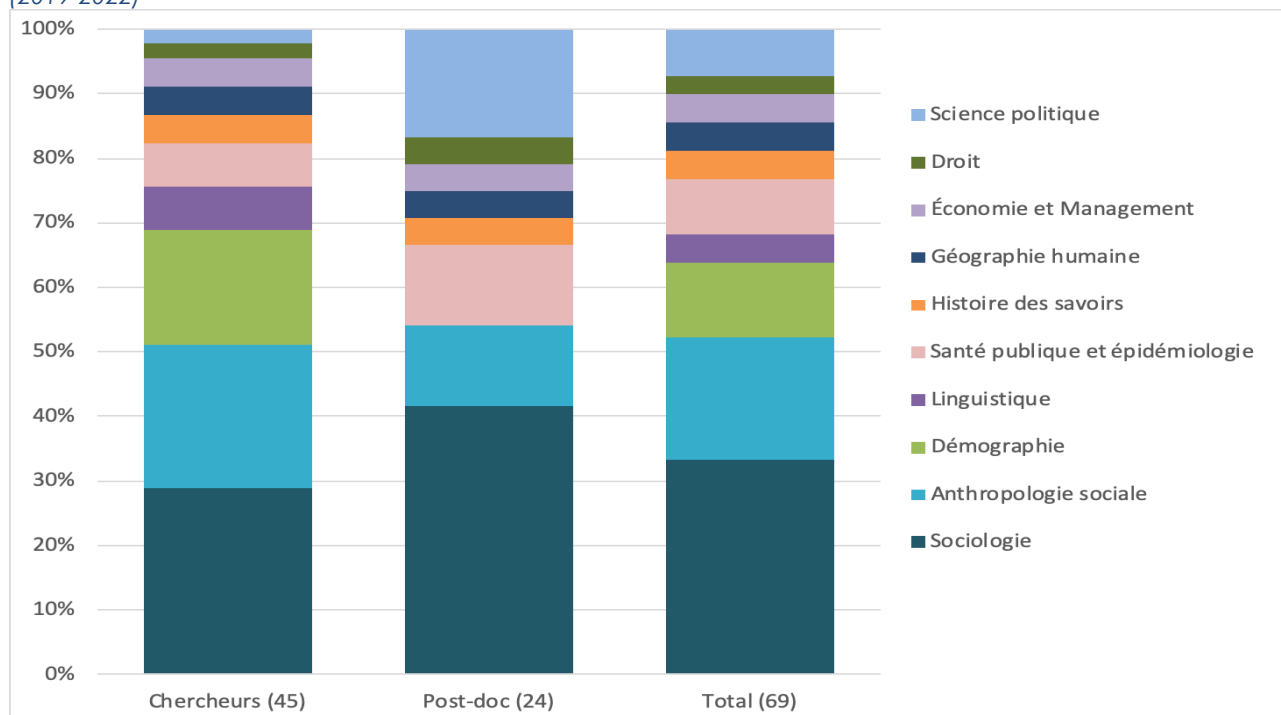
L'axe 3 « **Éducation et Savoirs au Sud** », coordonné par Hamidou Dia et Jean-Baptiste Meyer, regroupe 14 Chercheurs, Enseignants-Chercheurs, Ingénieurs statutaires (6 DR, 4 CR, 1 PR, 1 MCU), ainsi que deux directeurs de recherche émérite et un professeur émérite. Cet axe est composé majoritairement de sociologues (7 chercheurs), mais également de deux historiens, deux socio-économistes, d'un démographe, d'un anthropologue et d'une professeure en sciences de gestion. L'axe 3 accueille également trois post-doctorants et jeunes chercheurs, une chargée de projet et trente-deux doctorants. Cette équipe est restée attractive ces cinq dernières années, avec l'arrivée de deux nouvelles enseignantes-chercheuses, d'une chercheuse de l'IRD venue de l'UMR DEVSOC et d'un nombre croissant de doctorants. Elle a longtemps été la seule équipe de recherche sur l'éducation dans les pays du Sud en France et aussi la seule équipe européenne de sociologie des sciences spécialisée sur des enquêtes avec et dans les pays du Sud. Son attractivité peut également s'apprécier au regard des nombreuses demandes d'association adressées par des partenaires et collègues du Nord et du Sud.

La composition disciplinaire du Ceped reflète l'éventail thématique que nous exposons dans la section 3 (voir graphique 1.2, ci-dessous). La sociologie et l'anthropologie sont devenues des disciplines dominantes, ce qui reflète le recours systématique à des enquêtes de terrain et à des démarches qualitatives. La démographie n'est en recul qu'en terme relatif, car le nombre de démographes titulaires n'a pas diminué depuis 2017. L'histoire (sciences et éducation) et la gestion font partie des disciplines les plus récentes dans l'axe 3 ; de plus, l'économie, plus précisément de l'éducation, n'est représentée que dans cet axe. L'axe 2 regroupe l'essentiel de la sociologie politique et des sciences politiques. Nous comptons aussi sur la présence d'une juriste spécialiste du droit islamique et du droit de la famille dans les pays arabes.

Parmi les post-doctorants nous avons une forte présence en santé publique et épidémiologie (essentiellement dans le cadre de projets de l'axe Santé, vulnérabilités et relations de genre au Sud). Mais les post-doctorants sont dans leur majorité des sociologues.



Graphique 1.1 Distribution des disciplines des chercheurs, enseignants-chercheurs et post-doctorants de l'unité (2019-2022)



### Thématiques scientifiques (par équipe le cas échéant) :

Le Ceped s'est engagé durant l'actuel quinquennal (2019-2024) dans une trajectoire scientifique qui tient compte des transformations rapides induites par la mondialisation qui affectent les rapports entre pays du Nord et du Sud, mais aussi les changements dans les rapports économiques et sociaux au sein de nos sociétés. L'espace mondial est désormais soumis à des échanges marchands généralisés et les acteurs dominants ne sont plus seulement les États-nations mais un ensemble bien plus ouvert d'acteurs économiques. Ces changements, comme le constatait les travaux menés jusqu'en 2018 au sein du Ceped, accentuent les inégalités, les vulnérabilités des personnes et des groupes sociaux, notamment des populations immigrées ou des populations migrantes, favorisent une plus grande et plus rapide circulation des marchandises mais aussi des personnes, des biens culturels, des connaissances et des normes. L'UMR se devait donc d'aborder la multiplicité des formes de la circulation des connaissances. Simultanément, la multidisciplinarité croissante du Ceped offrait de nouveaux moyens pour aborder des développements économiques, politiques, scientifiques et sociaux.

C'est ainsi que la circulation des connaissances s'est imposée comme paradigme dominant de nos travaux de recherche. Cependant, cette orientation générale avait été largement amorcée avant 2019 mais elle s'est traduite de manière plus systématique dans l'ensemble des travaux de l'UMR en favorisant des travaux qui permettent d'étudier les articulations des changements au niveau mondial et leur traduction au niveau local.

La structure de l'UMR en trois axes reflète les principaux domaines dans lesquels se déroulent nos travaux.

Santé, vulnérabilités et relations de genre au Sud (Axe 1), URL Inserm 1244

Migration, pouvoir, développement (Axe 2)

Éducation, sciences et savoirs au Sud (Axe 3)

Le projet du Ceped en début de mandat affichait cinq priorités thématiques, transversales aux trois axes de l'UMR :

- (i) la vulnérabilité des personnes et la construction des nouvelles inégalités ;
- (ii) les espaces transnationaux et les migrations ;
- (iii) l'accès et l'usage des nouvelles technologies ;
- (iv) la production, la mise en œuvre et les effets sur les populations des politiques publiques ; et
- (v) les acteurs locaux et mondiaux du développement.

### 3- Les thématiques scientifiques et leurs enjeux

#### Axe 1 · Santé, genre et vulnérabilités au Sud

L'axe 1 « Santé, Genre et Vulnérabilités au Sud » interroge les enjeux sociaux, et en particulier les rapports sociaux entre les sexes, au sein des grandes questions de la santé mondiale qui touchent les pays du Sud mais aussi les migrants originaires de ces pays et vivant en France : lutte contre les maladies infectieuses, santé sexuelle et reproductive, politiques publiques de santé, systèmes de santé. Les travaux sur les cinq dernières années se sont déployés autour de deux principales thématiques, fortement marquées par l'évolution du contexte international, en particulier avec l'apparition du Covid-19 en janvier 2020.

##### Populations, vulnérabilités, empowerment

Les recherches portent sur la construction des vulnérabilités en santé, en lien avec le handicap, le vieillissement, la situation de migration et sur la circulation des normes et représentations en santé. Les travaux portent sur les populations vulnérables comme les mineur·e·s, migrant·e·s, travailleur·se·s du sexe, homosexuels, personnes trans, personnes en situation de handicap... Dans le domaine de la démographie, les questions relatives à l'autonomie, au vieillissement et l'enjeu de masculinisation des naissances continuent d'être approfondies. L'axe travaille sur les trajectoires de santé, les mobilités en quête de soin, notamment au sujet du cancer du sein, avec une réflexion qui met en tension la notion de vulnérabilité avec celle d'*empowerment* afin de s'intéresser à la manière dont les individus et les collectifs se mobilisent et revendiquent un accès aux soins. La question du récit et de la mémoire des épidémies, déjà présente avec le VIH/sida est questionnée désormais à l'aune de l'épidémie de Covid-19.

##### Systèmes de santé, politiques publiques et sciences de la mise en œuvre

L'axe a conduit des projets innovants sur les nouvelles approches de dépistage (VIH, hépatites virales, HPV, Covid-19) dans différents contextes, notamment en Afrique de l'Ouest et en région parisienne. Nous interrogeons les dynamiques de santé publiques et les pratiques de soin sur la prévention combinée, la santé sexuelle, la vaccination et les cancers féminins.

Les multiples enjeux et les inégalités de santé accrues nous ont conduit à poursuivre des travaux divers sur les approches mobiles en santé (par exemple pour le dépistage du VIH/sida et autres maladies infectieuses) et sur l'organisation de la prise en charge (santé de la mère, du père et de l'enfant, tuberculose, systèmes hospitaliers). De cette manière les projets portant sur la démocratie sanitaire et participation citoyenne, sur l'institutionnalisation des politiques de couverture universelle santé notamment dans les pays du Sahel ont été envisagées à la lumière de la question de la résilience des systèmes de santé et des territoires (Covid-19, changement climatique). La gouvernance de la santé publique et les politiques de santé mondiale sont désormais des enjeux de recherche structurant pour le Ceped.

Le Covid-19 a pris sa place dans de nombreuses thématiques existantes : sur la résilience des hôpitaux au Sud et au Nord, sur les connaissances, attitudes et pratiques des professionnels de santé face à l'épidémie de SARS-CoV-2 au Burkina Faso, sur le confinement (récits et expériences dans différents pays africains et en France), sur les outils de dépistage (au Brésil) et l'organisation des politiques de dépistage et de suivi des contacts, et sur la reconfiguration des soins et affects des acteurs du VIH/sida face au COVID-19 dans l'océan Indien.

#### Axe 2 · Rapports de pouvoir, interactions et pratiques des acteurs de la migration

L'axe 2, initialement centré sur les migrations, a élargi au cours du dernier quinquennal ses problématiques à des questions de circulation et de mobilisation et s'intitule aujourd'hui « rapports de pouvoir, interactions et pratiques des acteurs de la migration ». Ses recherches traitent des liens entre les migrations et le développement à partir d'une réflexion pluridisciplinaire menée sur les différents acteurs de la migration : le migrant, sa famille, ses groupes d'appartenances, les réseaux, les États et institutions en tant que responsables des politiques migratoires, les organisations de la société civile impliquées dans le processus de négociation des normes, les réseaux de trafic ou de traite. Les pratiques (sociales, culturelles, langagières, démographiques, économiques, politiques, juridiques, éducatives) de ces acteurs constituent l'objet d'étude privilégié de nos analyses. Nous accordons une attention particulière aux relations de pouvoirs et/ou d'inégalités entre les acteurs, à l'étude de la production des normes et valeurs impliquant différents domaines de la société (santé, éducation, religion, économie, gestion des ressources, politique, environnement juridique) et aux compétences et stratégies développées par les acteurs de la migration. Nous analysons comment les migrants mobilisent les ressources matérielles et symboliques de leur capital social, ainsi que de leurs territoires d'origine, de transit et d'accueil. Nous étudions la manière dont les migrations peuvent transcender les frontières, les discontinuités

physiques, socio-spatiales, juridiques et idéologiques, en construisant de nouveaux espaces réels, virtuels, culturels.

Les travaux menés au sein de l'axe 2 couvrent un large champ : contextes et déterminants des différents types de migrations (pour études, de travail, familiales, des élites, forcées...), impact des migrations sur la démographie et le développement, sur l'économie, sur les pratiques de consommation, sur les dynamiques familiales et sociales des migrants, sur l'accès aux droits des mineurs, sur les rapports de pouvoir (conflits, solidarité, dépendance, justice). Les projets développés s'articulent autour de quatre grandes thématiques :

#### Acteurs sociaux et réseaux migratoires

Si les décisions de partir ou de rester appartiennent au migrant, sa trajectoire individuelle et ses choix s'inscrivent largement dans son entourage familial et social. Ce dernier, constitué des réseaux de parenté et de connaissances, évolue tout au long du parcours migratoire et dépend de contraintes culturelles, sociales, économiques, religieuses, juridiques et politiques. Nos projets de recherche analysent la constitution particulière de ces réseaux sociaux pendant la migration des acteurs, et les relations sociales et familiales en situation de migration, dont l'émergence ou la persistance de liens sociaux et familiaux à distance.

#### Circulation des idées, des normes et des pratiques

La circulation des migrants est soumise à une série de contrôles sociaux, culturels, économiques, juridiques et politiques des sociétés de départ, d'arrivée et de transit et des organisations transnationales aux intérêts divergents. Notre approche vise à analyser la relation entre la structuration de ces rapports inégaux de pouvoir et la manière dont les normes émergent, se négocient, se propagent, se transforment et sont contestées. La production et la circulation des normes et du savoir sont ainsi abordées dans une perspective dynamique, à partir de quatre dimensions principales : une approche politique (opinions, association de migrants, militantisme), juridique (politiques publiques, textes normatifs, jurisprudence), socio-économique (pratiques de consommation) et une approche linguistique (contacts de langues et de discours).

#### Mobilisations et pouvoirs

Nos recherches portent également sur les problématiques de l'engagement et de l'action collective, en prêtant attention aux parcours militants, aux luttes et mobilisations politiques, et aux rôles des organisations de la société civile et de l'aide humanitaire, notamment lorsqu'elles sont en lien avec des mouvements de déplacement des populations. Elles étudient ces questions en conjoncture routinière mais aussi et surtout en situation de crise politique et de conflit, comme par exemple dans le cadre du conflit israélo-palestinien, de la guerre en Syrie ou de l'insurrection armée lancée par Boko Haram. Notre approche privilégie une analyse en termes de registres d'action et de pratiques, de récits de vie et de mise en sens de l'action, et enfin de formes de gouvernance, en explorant particulièrement les investissements concurrentiels et les tensions que l'action collective et les migrations génèrent.

#### Parcours migratoires, récits et discours

L'approche langagière par le biais de la narratologie, de l'analyse de discours ou de l'observation du langage comme pratique sociale constitue un champ renouvelé dans le domaine de l'étude des migrations en France. La mise en question des modes de production des discours sur les migrations et par les migrants eux-mêmes, conduit à repenser les contextes socioculturels et la place des chercheurs dans la production de ces discours. La description des ressources langagières de personnes migrantes et de leur exploitation dans des contextes divers rend compte des enjeux majeurs que représentent pour eux les questions linguistiques relativement à l'accès aux droits et à la justice.

### **Axe 3 · Éducatifs et savoirs au Sud**

L'axe 3 « Éducatifs et savoirs au Sud » s'intéresse aux inégalités dans l'accès, l'appropriation et la valorisation des savoirs scolaires et académiques. Les recherches s'articulent autour de trois thèmes :

#### Politiques, stratégies et inégalités éducatives

Le contexte dans lequel évoluent les pays du Sud s'est modifié de manière radicale au cours des dernières décennies. Les progrès de la scolarisation depuis le début des années 1990 ont entraîné un déplacement du questionnement sur les inégalités de l'accès à l'éducation à l'accès aux savoirs, la qualité de l'éducation émergeant comme un thème de recherche, même si les problèmes liés au développement quantitatif de l'éducation demeurent nombreux. Centrales dans une perspective d'éducation pour tous, les questions liées aux inégalités éducatives sont d'autant plus importantes que l'éducation s'est vue attribuer un rôle de premier plan dans les programmes de lutte contre la pauvreté. L'élargissement des possibilités offertes à ceux dont le

niveau d'éducation et de formation est élevé souligne a contrario le risque de marginalisation pour ceux qui quittent trop tôt le système éducatif. Les travaux sur ces questions dans les pays du Sud demeurent rares. Au-delà des interrogations sur les origines et la nature des inégalités éducatives, il s'agit d'analyser la capacité des individus et groupes sociaux à maintenir ou creuser les écarts à leur profit, et de la capacité des États à réduire ces écarts.

#### Circulation des savoirs et formation des élites

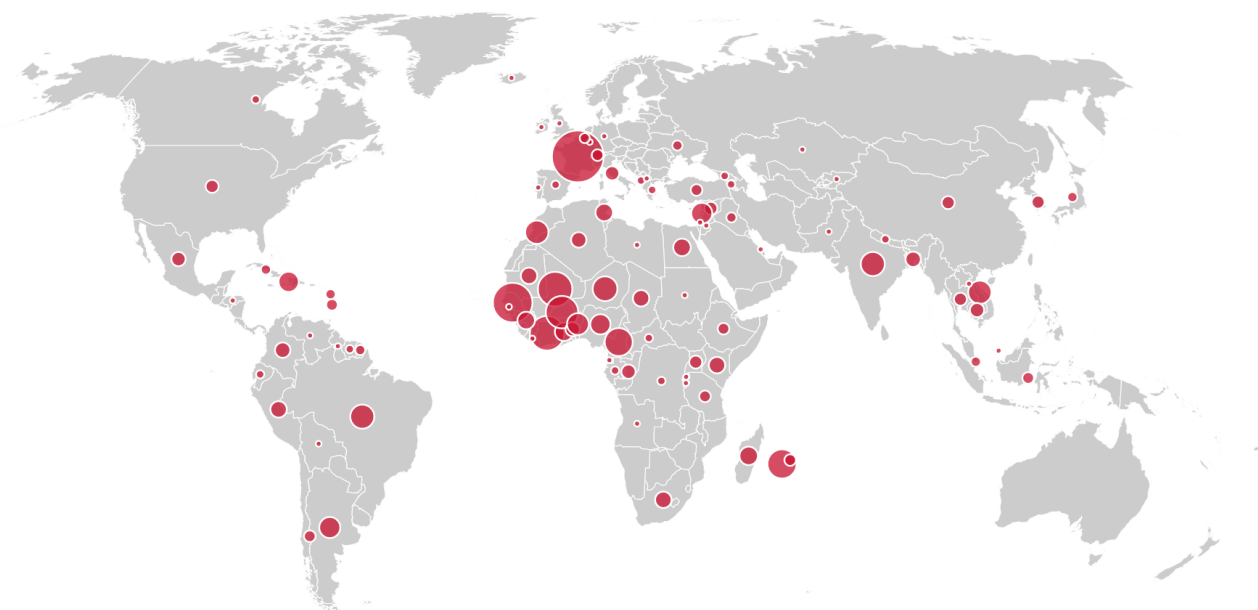
L'accès au statut d'élite sur la base de savoirs particuliers pose la question des inégalités en termes de possibilités d'appropriation, de maîtrise et de valorisation sociale, économique et politique des savoirs. Les élites détiennent des capitaux qui leur permettent de s'inscrire dans des espaces spécifiques d'appropriation et de valorisation. Ces capitaux permettent à des fractions d'élite d'accéder aux pôles nationaux et internationaux de production et de valorisation des savoirs, et de participer – voire de contrôler – les circulations des savoirs socialement valorisés. En cela, les élites académiques et scientifiques constituent un prisme particulièrement éclairant pour l'étude des usages sociopolitiques des savoirs.

#### Production et usage des savoirs scientifiques et techniques

Les savoirs scientifiques sont à la fois une source et un enjeu de l'action politique et, de ce fait, déterminent des choix sociétaux et des orientations du développement économique et social. Les relations entre savoirs issus des institutions scientifiques et usagers sont au centre des préoccupations politiques et du développement scientifique. Les conditions dans lesquelles sont véhiculés les savoirs, le rôle des institutions académiques et universitaires qui abritent les chercheurs deviennent des enjeux qui déterminent les conditions sociales d'appropriation et de socialisation des innovations. De plus, les politiques de recherche, la mise en œuvre des collaborations scientifiques, à la fois internationales et entre les acteurs nationaux, prennent un sens tout particulier dans le développement. Le déroulement des controverses scientifiques, la mise en œuvre des connaissances locales, les rapports entre sciences et sociétés, sciences et démocratie, sciences et savoirs traditionnels sont au cœur des travaux sur ce thème.

Au cours du quinquennal, l'axe s'est aussi ouvert à des travaux sur la mondialisation de la culture et à l'entrepreneuriat en lien avec la problématique de la marchandisation des savoirs et de l'innovation, notamment à la faveur de l'arrivée de nouveaux collègues. Cela a conduit à un nouveau projet d'axe pour le futur quinquennal, toujours centré sur les savoirs mais en développant cette approche autour de leur marchandisation, du fait de la mondialisation économique (cf trajectoire).

Graphique 2.2 Terrain des activités de recherche du Ceped (mars 2023)



## 4- Profil d'activités liées à la recherche

Dans ce tableau nous répercutons les réponses de la quasi-totalité des membres titulaires : 35 chercheurs et 10 enseignants-chercheurs (sans compter des émérites), après une enquête destinée à tous les titulaires. Nous avons exclu 4 personnes qui ont des réponses atypiques dues à leur fonction de direction ou de coordination de projets : il s'agit du DU, et 3 chercheurs·es qui sont porteurs·euses de projets importants sur financement externe, impliquant une forte charge de travail d'administration de la recherche (supérieure à 50% de leur temps).

Nous tenons à indiquer les réponses de manière séparée dans ce tableau car la charge d'enseignement est très différente pour ces deux catégories de personnel du fait de l'engagement dans l'enseignement supérieur à 50% pour la plupart d'entre eux. Quelques chercheur·e·s sont également très investis dans l'enseignement notamment lorsqu'ils ou elles se trouvent en affectation à l'étranger.

On remarque des différences importantes des EC par rapport aux chercheurs. Les chercheurs ont une plus grande implication dans les activités d'administration et d'animation de la recherche, ainsi que d'appui et d'expertise pour informer les politiques publiques. De manière générale, l'administration (plus que l'animation) de la recherche occupe du temps de manière démesurée. La recherche en pâtit.

Tableau 1.2. Profil d'activités des enseignants-chercheurs et chercheurs

Activités (Répartir 100 points sur ces 7 items)	Enseignants- Chercheurs (N=10)	Chercheurs (N=21)
<b>Administration et animation de la recherche</b> : pilotage de la recherche (VP, direction d'institut, DAS, par exemple), participation à des instances d'évaluation (CNU, CoNRS, CSS, Hcéres, par exemple), responsabilité de dispositifs Idex ou Isite, direction de projets (ANR, Horizon Europe, ERC, CPER, PIA, France 2030, par exemple), responsabilités éditoriales dans des revues ou collections nationales et internationales.	12	25
<b>Aide aux politiques publiques et expertise technique</b> : pouvoirs publics aux niveaux européen, national et régional, entreprises, instances internationales comme FAO, OMS, etc.	3	7
<b>Contribution à l'adossement d'enseignements innovants à la recherche</b> : EUR, SFRI, etc.	5	4
<b>Dissémination de la recherche</b> : partage de connaissances avec le grand public, médiation scientifique, interface sciences et société.	6	6
<b>Recherche et encadrement de la recherche.</b>	30	47
<b>Valorisation, transfert, innovation.</b>	7	12
<b>Autres activités.</b> (à préciser en une ligne maximum). La plupart des réponses concerne l'enseignement qui varie de 20 à 60 pour les E-C et de 0 à 40 pour les chercheurs	40	7

## 5- Environnement de recherche

Les chercheurs du Ceped développent une grande partie de leurs activités de recherche au Sud, avec une production scientifique résolument tournée à l'international, mais l'unité est également présente de manière active dans un certain nombre de réseaux de recherche à l'échelle locale et nationale.

Le Ceped est à l'origine de la création de deux instituts de recherche pluridisciplinaires financés dans le cadre de l'IDEX Université Paris 2019 :

- L'**Institut Covid-19 Ad Memoriam (ICAM)** : créé en 2020 à l'initiative de Laetitia Atlani-Duault, l'ICAM se trouve sous l'égide du World Health Organisation Collaborative Center for Research on Health and Humanitarian Policies and Practices, il associe un très grand nombre d'institutions de la recherche, de la santé, du droit et de la justice, des associations, des cultes, des arts et de la culture. L'ambition de l'Institut est d'ouvrir un débat et de partir à la rencontre de tous. L'objectif de l'Institut est de créer un lieu de mémoire numérique pour ouvrir le dialogue et préparer gouvernants et citoyens aux crises à venir. Il propose d'écouter et de collecter les expériences pour comprendre et se souvenir. Il est dirigé par Laetitia Atlani-Duault. (<https://www.institutcovid19admemoriam.com/>)
- Le **Global Research Institute of Paris (GRIP)** : créé en 2018 à l'initiative de Rigas Arvanitis, le GRIP intègre le périmètre scientifique des *Global Studies* et, plus largement, la Recherche Globale en sciences sociales et humanités, tout en menant une réflexion sur les rapports Nord-Sud. Il s'adresse à l'ensemble des partenaires stratégiques d'Université Paris Cité pour créer une communauté scientifique à forte visibilité autour des questions sociétales liées à la globalisation. Le GRIP fait suite au Programme Interdisciplinaire Sociétés Plurielles (2014-2018) étoffé pour la période 2019-2022 par différentes unités de recherche de l'Université Paris Cité et par l'IRD (Institut de Recherche pour le Développement), l'ensemble étant également en lien avec la Fédération Sciences Sociales au Sud. Pensé comme un méta-réseau, le GRIP a vocation à s'adresser à l'ensemble des partenaires stratégiques de l'Université Paris Cité, dont l'INALCO, la FMSH et le CNRS, pour créer une communauté scientifique à forte visibilité autour des questions sociétales liées à la globalisation. Il est dirigé par Rigas Arvanitis. (<https://u-paris.fr/global-research-institute-paris/>)
- Le Ceped participe aussi au comité de pilotage d'un autre institut transversal de UPC : **Paris Public Health**, dirigé par Philippe Ravaud.

Plusieurs autres projets de recherche ont bénéficié d'un financement dans le cadre du Programme d'investissements d'avenir (PIA) porté par l'Université Paris Cité :

- Bourse doctorale de [Mohammad Javed Alam](#), doctorant de Mathieu Quet.
- Projet [MEPAD](#) - Réflexion critique participative des méthodologies participatives, porté par Carola Mick.
- Projet [MAKASI](#) - une recherche participative et interventionnelle pour améliorer l'empowerment en santé sexuelle des immigrés d'Afrique subsaharienne en Île-de-France, porté par Annabel Desgrées du Loû (sous étude sur l'impact du COVID).
- Projet [DEMORELAF](#) - Démographie des religions en Afrique : un enjeu scientifique et politique, porté par Véronique Duchesne et Marc Pilon.

L'enseignement et l'encadrement d'étudiants tiennent également une place importante au sein de l'UMR, qui est notamment très impliquée dans le [Master Populations et développement](#) de l'Université Paris Cité, dirigé par Olivier Leservoisier (UPC). Ce master est intégré à l'École universitaire de recherche (EUR) HED (projet REDPOP) de démographie, portée par l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne et l'Ined et soutenue par 6 universités (Paris Nanterre, Université de Paris, Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, Picardie Jules Verne, Strasbourg et Bordeaux) qui rassemblent les acteurs français centraux de la recherche en démographie et en science de la population.

Dans le domaine des migrations, le Ceped participe activement à l'Institut Convergence Migrations, auquel plus d'une dizaine de ses chercheurs et de nombreux doctorants sont affiliés, et qu'une de ses chercheuses (A. Desgrées du Loû) a contribué à monter en 2017 puis en a été directrice adjointe de 2018 à 2021. Avec deux autres unités qui sont des centres de recherche reconnus dans le champ des migrations, l'Urmis et Migrinter, le Ceped a co-organisé une école d'été sur les migrations depuis 3 ans. Enfin les chercheurs du Ceped sont impliqués dans la communauté des savoirs (COSAV) Migration de l'IRD, dirigée en 2022 par Annabel Desgrées du Loû.

Le Ceped s'attache à se rapprocher de centres de recherche et d'acteurs proches de ses domaines d'activités. Il entretient notamment des liens étroits avec plusieurs UMR : le CERMES3 dans le domaine de la santé, le CESSMA et le CREDA dans le domaine de l'éducation et des savoirs. Ces collaborations ont permis le montage de plusieurs projets scientifiques et de formation : organisation de journées d'études et d'écoles doctorales, obtention de projets de recherche, création de la fédération de recherche F3S (fédération des Sciences Sociales au Sud) sur l'Île-de-France.

La labellisation INSERM de l'axe Santé et genre le 1<sup>er</sup> janvier 2017, devenu équipe SAGESUD (Santé, vulnérabilités et relations de Genre au Sud), a également permis un positionnement renforcé dans le champ des sciences sociales de la santé au niveau national, via la participation du Ceped à l'ITMO Santé publique de l'Inserm.

### Ancrage de l'UMR dans des GIS

- Le **GEMDEV** (Groupement pour l'étude de la mondialisation et du développement) mène des activités transversales à ses membres, sous forme de séminaires, colloques et publications (avec une collection chez Karthala), à travers six groupes de travail thématiques et pluridisciplinaires. Son rôle est de promouvoir les synergies entre les centres et équipes de recherche, les masters, les écoles doctorales travaillant sur l'analyse de la mondialisation, les pays du Sud et les conceptions, réalités, institutions et politiques du développement. Plusieurs membres du Ceped participent aux activités du GEMDEV. Marc Pilon (IRD) en a assuré la présidence entre 2017 et 2020. (<https://www.gemdev.org/>)
- Le **GIS Asie** regroupe 22 institutions d'enseignement supérieur et de recherche en France et en Belgique travaillant dans le domaine des sciences sociales et humaines. Il comprend 31 unités de recherche et met en relation 1700 personnes au sein du Réseau Asie. Plusieurs membres du Ceped ont participé à l'organisation du Congrès biennal et d'autres animations scientifiques du GIS. Myriam de Loenzien (IRD) en a été la directrice adjointe entre 2017 et 2021. (<https://www.gis-reseau-asie.org/>)
- Le **GIS Moyen-Orient et mondes musulmans** se propose d'être une plate-forme d'échanges et d'élaboration de projets novateurs entre les différentes institutions, universités et centres de recherches français travaillant sur les mondes arabes et musulmans. Nathalie Bernard-Maugiron (IRD) est membre du conseil scientifique du GIS. (<http://majlis-remomm.fr/>)
- Le **GIS Institut des Amériques (IdA)** s'est fixé pour objectif de faire valoir l'Américanisme ou les Américanisms comme composante de la recherche nationale. L'IdA valorise différentes approches scientifiques dans une optique comparatiste, transaméricaine et transdisciplinaire, dans le but de faire émerger de nouvelles problématiques dans les sciences humaines et sociales sur le continent américain. Le Ceped est membre fondateur de l'IdA et Mina Kleiche-Dray y représente l'IRD depuis 2017. (<https://www.institutdesameriques.fr/>)
- Le **GIS Genre** a pour vocation de rassembler les forces de la recherche dans le domaine des études sur les femmes, le genre et les sexualités, de faciliter la circulation des projets et de favoriser une articulation productive des travaux menés sur ces questions en France et dans l'espace francophone. Le Ceped fait partie des laboratoires partenaires et Pénélope Larzillière est la correspondante de l'unité auprès du GIS. (<https://institut-du-genre.fr/>)

Le Ceped est également associé aux activités des **Labex** Individus, populations, Sociétés (**iPOPs** - <https://www.ipops.fr/>) et Sciences, Innovations et Techniques en Société (**SITES/IFRIS** - <https://ifris.org/labex/>). La présence de l'unité au sein de ces deux Laboratoires d'excellence permet de renforcer ses recherches au moyen de bourses postdoctorales, de projets de recherche exploratoires, d'organisation de séminaires ou de journées d'étude, d'accueils de stagiaires et de doctorants, d'actions de formation et de circulation des étudiants (école d'été, séjours à l'étranger), ou encore de formation qui associent systématiquement plusieurs équipes de recherche.

### Autres activités en réseaux

Le Ceped a été créateur, aux côtés du CESSMA, du CREDA et de l'URMIS, de la **Fédération des Sciences sociales au Sud (F3S)** qui est aujourd'hui pilotée par le SEDyL (INALCO, CNRS & IRD). Le financement de la FS provient de l'IRD via les demandes budgétaires des unités de recherche à tutelle IRD qui en font partie. Depuis la création du GRIP, la F3S regroupe des UMR sous tutelle IRD en dehors du seul périmètre de l'Université de Paris. La F3S finance des activités d'animation de la recherche sous une forme souple d'appuis accordés au fil de

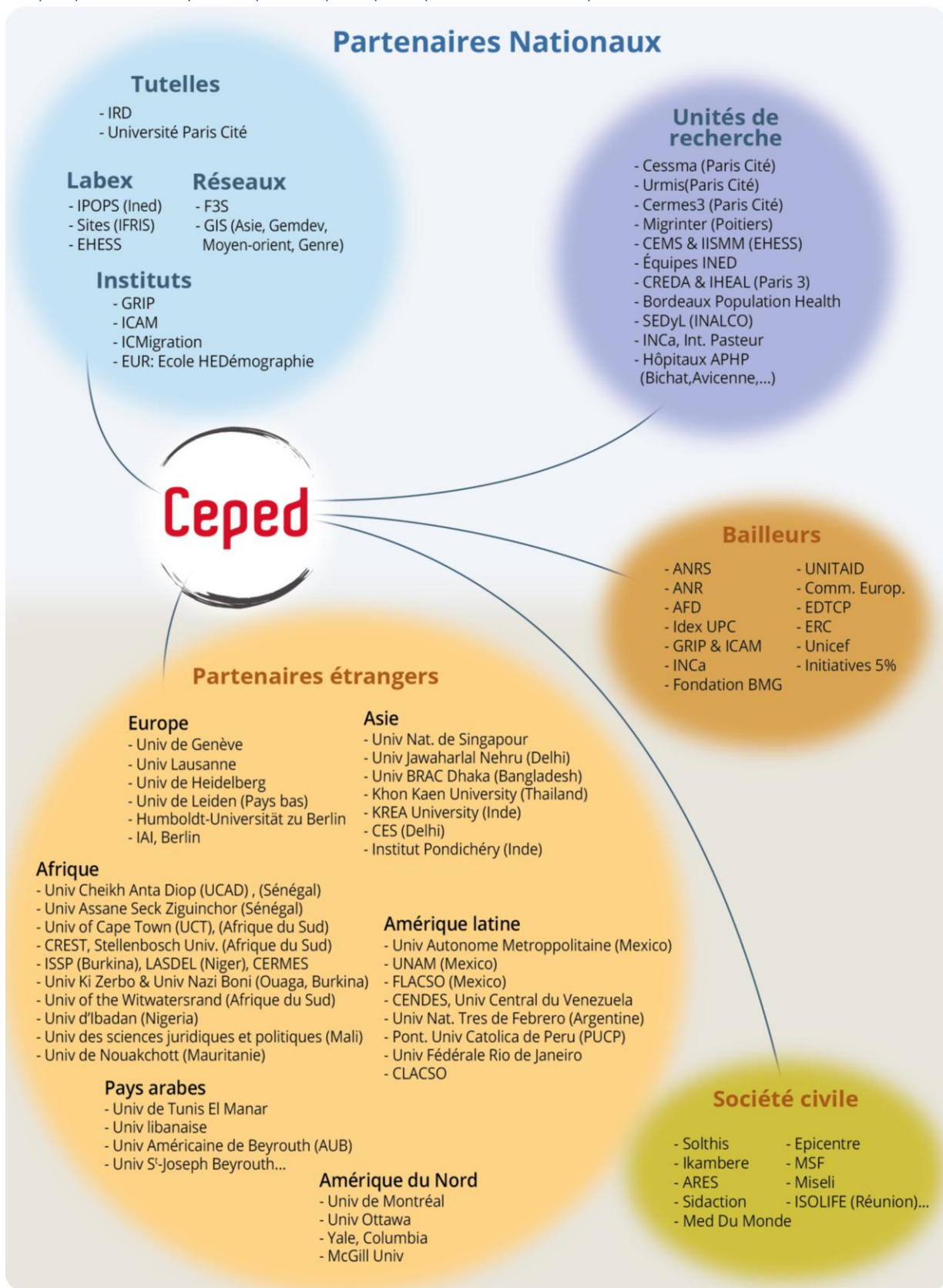
l'eau, ainsi que les journées doctorales au Sud (doctorants des unités membres de la F3S) et le Colloque bisannuel des doctorant·es de la F3S (CODOFE). <https://federation3s.com/>

À l'initiative du Ceped, l'IRD s'est associé au **Consejo Latino-americano en Ciencias Sociales (Clacso)** afin de construire un partenariat opportun pour les sociétés du Sud. Le Claso et l'IRD partagent ainsi l'objectif de production et de diffusion du savoir en matière éducative, académique, scientifique et culturelle. Cet accord vise à promouvoir les relations à caractère académique et professionnel entre l'IRD et le CLACSO et développer des activités de formation, de recherche et de diffusion des connaissances dans les domaines d'intérêt commun aux deux Parties. (<https://www.clacso.org/>)

Enfin les chercheurs du Ceped sont présents dans de nombreuses instances de pilotage de la recherche : conseil scientifique de l'IRD, Commissions scientifiques sectorielles de l'IRD, de l'Inserm et de l'ANRS, conseils d'UFR et conseil académique à UPC (cf trajectoires) et participent activement à la vie de leurs institutions ; ils sont aussi très présents dans les comités de rédaction des revues scientifiques (50 participations à des comités de rédaction ou conseils scientifiques de revues).



Graphique 3.3 Vue synthétique des principaux partenaires du Ceped



## 6- Prise en compte des recommandations du précédent rapport

Pour l'ensemble de l'unité, la précédente évaluation avait formulé des recommandations ou soulevé des points d'attention sur six aspects.

**Un risque de recherche « en silos » par axe. La recommandation était ainsi de « continuer à encourager des perspectives de collaboration transversale entre les équipes de trois axes de recherche et de favoriser cette transversalité autant que possible ».**

L'unité est très consciente de cet enjeu et de nombreuses initiatives ont été développées depuis 2018 pour mettre en œuvre cette transversalité : dès le début du quinquennal, tous les chercheurs du Ceped ont travaillé ensemble à la production d'un ouvrage sur les inégalités (sous la direction de Gérard Étienne et Henaff Nolwen, 2019, *Inégalités en perspectives*, Éditions des Archives Contemporaines). Des séminaires transversaux à l'échelle du laboratoire ou spécifiques aux doctorants ont permis aux chercheurs et doctorants des trois axes d'échanger régulièrement sur leurs travaux, au-delà des axes. Enfin le séminaire annuel « au vert » du Ceped, moment majeur d'échanges, a permis de réunir l'ensemble de l'unité chaque année pendant 2 ou 3 jours. De nombreux croisements existent aujourd'hui dans les approches thématiques des chercheurs de différents axes : les migrations sont abordées dans l'axe 2 mais aussi dans l'axe 1 via la santé des immigrés, et d'ailleurs de nombreux chercheurs et doctorants de ces deux axes participent à l'Institut Convergence Migrations. Réciproquement, la santé mentale, objet de recherche en développement dans l'axe Santé, est au cœur des recherches menées auprès des migrants dans plusieurs programmes développés dans l'axe 2. Un projet sur la démographie des religions a impliqué des chercheurs des trois axes. Un autre sur une approche réflexive sur les méthodes participatives a été porté par des chercheuses des axes 2 et 3. Enfin, soulignons que pendant l'épidémie de Covid-19 un séminaire en ligne « Cafés Covid » a été mis en place pour échanger autour de nos recherches portant sur le Covid-19, qui a eu beaucoup de succès au sein du Ceped et en dehors, et était suivi par des membres des trois axes.

Enfin des groupes de travail sur des questions transversales ont été mis en place, en particulier sur la notion de durabilité et de respect de l'environnement dans nos pratiques, ainsi que sur le lien science-société, et ces groupes sont appelés à se développer et à porter des questionnements spécifiques dans le prochain quinquennal (cf trajectoire).

**Au vu des sujets sensibles sur lesquels nous travaillons (infection VIH, mobilités, conflits), le comité a recommandé que soit clarifiée la position et de la politique de l'unité concernant l'éthique dans les recherches pour donner des règles et des directives claires et partagées par tous les chercheurs du Ceped.**

Nous avons porté une grande attention à ces règles éthiques, et il nous a semblé que cette réflexion devait s'adosser au cadre général de la réflexion éthique dans nos instituts de recherche et nos universités. Toutes nos recherches au Sud portant sur des sujets ou des données sensibles sont soumises au Comité consultatif éthique pour la recherche en partenariat (CCERP) de l'IRD et au comité d'éthique du pays où est menée la recherche. Toutes nos recherches en santé en France sont soumises au Comité de protection des personnes (CPP) et déclarées à la CNIL. Nous travaillons étroitement avec les correspondants Informatique et Libertés de l'IRD et de UPC. En 2021, A. Desgrées du Lou, future DU de l'unité, a été nommée membre du Comité Consultatif National d'Éthique, ce qui lui permet et lui permettra au cours des années à venir de faire le lien direct entre les réflexions en cours sur les différentes problématiques éthiques et les recherches du laboratoire.

**Le comité a pointé un risque de dispersion géographique et thématique et a recommandé que soit formulée une politique claire sur le développement géographique et thématique des partenariats**

La réflexion sur le nouveau quinquennal nous a permis de confirmer nos axes thématiques : ceux-ci sont stabilisés, correspondent à des recherches qui se nourrissent les unes et les autres et qui ont été productives. Nous poursuivons ces axes en les renforçant (cf. trajectoire) et notre déploiement géographique est aussi stabilisé (pas de nouveaux terrains ouverts lors de ce quinquennal, hormis le Bénin) et cohérent avec la politique de projection au Sud de l'IRD.

**Le comité a recommandé que le Ceped se positionne davantage dans le débat en cours et les initiatives actuelles science/société et sciences participatives.**

Sur ce point, l'unité a développé de multiples actions : tout d'abord, de plus en plus de recherches sont menées sur un mode participatif ou communautaire (MAKASI, IGICALI, ATLAS, PLUM-A-MNA- 2023, cf partie 3.4) et participent activement à la réflexion sur cette façon de faire de la recherche. Plusieurs chercheuses de l'unité ont d'ailleurs porté et participé au projet « Réflexion critique participative des méthodologies participatives » financé par l'IDEX Université de Paris, et nous démarrons un projet accepté à l'appel d'offres ANR Sciences participatives (TRAVAILPOP, recherche sur la santé au travail menée avec l'INED et l'association VoisinMalin). Nous avons des doctorants en bourse CIFRE suivis dans l'unité et accueillis dans des structures associatives. D'autre part, les chercheurs et doctorants de l'unité se sont beaucoup investis dans des modes de restitution des travaux à destination de la société : blog, capsules vidéos, films, livres illustrés, cf partie 3.4.

**Sur l'organisation de la vie dans l'unité, le comité a mis en garde contre un rythme potentiellement trop important de réunions pouvant diluer la participation et la mobilisation collective (séminaires d'axe, d'UMR, conférence du Ceped, journées des doctorants).**

Ce quinquennal a été marqué par trois ans de Covid et de travail largement à distance. Nous pensons que c'est grâce au rythme de réunions, qui étaient du coup proposées en visioconférence pendant les moments confinés puis de façon mixte, en visioconférence et en présentiel ensuite, que nous avons pu maintenir un tissu collectif. Les réunions d'axe, les journées des doctorants et le séminaire annuel du Ceped sont les temps forts de notre activité collective et sont maintenues dans le projet (cf trajectoire).

**Le comité s'inquiétait d'un sous dimensionnement possible du pôle gestion. Il notait, en 2018 : « Le Ceped connaît un effet de réduction du personnel d'appui à la recherche (du fait des départs à la retraite) alors que les effectifs de l'unité s'accroissent. Un renforcement du pôle administratif est souhaitable. »**

Nous partageons tout à fait, et plus encore en 2023 qu'en 2018, cette inquiétude. Nous avons connu de grosses difficultés au niveau du pôle administratif lors du quinquennal précédent, avec deux départs à la retraite et la perte de deux postes titulaires d'assistante de gestion, et un pôle de gestion qui repose uniquement aujourd'hui sur des contrats précaires (une administratrice et deux gestionnaires en CDD). Ce point reste crucial pour la bonne marche de l'unité et pour l'instant cela reste un point de fragilité tant que les postes ne sont pas pérennisés par nos tutelles. Nous y revenons largement dans l'autoévaluation (partie 3.1). Nous décrivons dans la partie 4 trajectoires nos besoins et ce que nous demandons aux tutelles pour le quinquennal futur.

Au niveau des axes, les commentaires étaient les suivants :

**« Axe 1 : L'effectif de cette équipe, d'une grande compétence sur les thématiques qu'elle traite, bénéficie d'une reconnaissance internationale, est cependant réduit et bénéficierait grandement d'un recrutement niveau CR. La multiplicité des chantiers, leur dispersion géographique et la spécificité des situations locales sur des objets de recherche connexes pourraient à terme faire perdre de la cohérence à cette équipe. »**

L'axe 1 a bénéficié d'un recrutement CR en 2021 (Clémence Schantz). Dans le futur projet (cf trajectoire), trois enseignants chercheurs de l'Université Sorbonne Paris Nord vont renforcer cet axe, et il est prévu qu'il se divise en deux axes, un sur les aspects « macro » autour de la notion de santé mondiale, et un autre sur les aspects « micros » autour de la notion d'inégalités de santé, pour justement renforcer la cohérence intra axe.

**« Axe 2 : Le nombre de projets différents pour un nombre relativement restreint de chercheurs indique un risque possible de dispersion des recherches, avec des chercheurs poursuivant des projets un peu isolés par rapport aux autres. Les thèmes choisis par cet axe peuvent sembler ne pas correspondre aux problématiques les plus au cœur des recherches sur les migrations dans les sciences humaines et sociales plus généralement, donc il y a peut-être un risque de marginalisation par rapport aux autres centres de recherche qui travaillent sur les migrations ».**

Les chercheurs de l'axe 2 ont renforcé les collaborations entre eux, comme le montre la collaboration de deux chercheuses de l'axe, Véronique Petit et Nelly Robin, au sein d'un nouveau projet commun, le projet HYCI sur les parcours migratoires en contexte de crise incluant une dimension santé mentale des migrants. Un des

moteurs de cette mise en synergie a été, comme dit plus haut, la participation de plusieurs chercheurs de l'axe à l'Institut Convergence Migrations puis à la Communauté de Savoirs Migrations à l'IRD. Par ailleurs, les chercheurs de l'axe ont retravaillé leur projet scientifique d'axe qui est aujourd'hui plus centré pas uniquement sur les migrations mais sur les mobilisations collectives dans les Suds ou à partir des Suds, développant ainsi une approche originale et spécifique, et reconnue dans le champ des recherches auprès des immigrés. Enfin, le co-portage d'une université d'été sur les migrations entre le Ceped, l'Urmis et Migrinter (cf Portfolio) atteste bien des liens étroits avec les autres centres de recherche sur les migrations.

**« Axe 3 : Lors de notre visite au Ceped, l'équipe travaillant sur ce thème a présenté un nouveau projet de structuration. La nouvelle configuration orientée autour des acteurs et des savoirs ; des dynamiques de privatisation et d'internationalisation ; et des outils d'évaluation semble intéressante car elle articule de façon pertinente les différents champs de recherche. Nous encourageons l'équipe à adopter cette nouvelle structure ou à partir de ce projet pour restructurer ce thème. »**

Cette structuration et les thématiques qu'elle annonçait sont exactement celles qui ont guidé les recherches de l'axe lors du quinquennal, qui s'est résolument orienté sur la question des savoirs, sur lequel de nombreux nouveaux projets très porteurs ont émergé dans le quinquennal. L'axe propose pour le prochain quinquennal un projet qui est exactement dans cette ligne (cf. trajectoire).

## 2- INTRODUCTION DU PORTFOLIO

Pour représenter le **positionnement scientifique** de l'unité, nous avons choisi **quatre publications et un projet ERC starting grant** qui témoignent d'une part des différents champs scientifiques abordés dans les trois axes et d'autre part de la diversité de nos méthodologies et de nos modes de production scientifique.

Les quatre publications sont un article paru dans une revue anglophone sur les inégalités sociales dans la prise en charge du Covid dans un hôpital en France (Richard et al., 2022 - [élément 2 du portfolio](#)), un chapitre d'ouvrage en anglais sur les approches multiscalaires en démographie à partir d'une recherche à La Réunion (Temporal et al., 2018 - [élément 3](#)), un ouvrage collectif en français sur la fabrique des inégalités dans les universités privées en Afrique, Amérique latine et Asie (Gérard, 2023 - [élément 5](#)), un ouvrage collectif en anglais sur les médicaments illégaux, issu d'un projet multisitué en Europe, en Afrique et en Inde (Quet, 2022 - [élément 6](#)).

Ces quatre publications sont issues de projets collectifs, ayant obtenu des financements très sélectifs sur appels d'offres et impliquant à la fois des chercheurs seniors et de jeunes chercheurs.

À ces publications nous avons ajouté le programme ERC Starting Grant en sciences sociales obtenu en septembre 2022 par Laura Ruiz de Elvira sur les trajectoires des révolutionnaires après les printemps arabes dans quatre pays (Maroc, Tunisie, Égypte et Syrie). L'obtention de cette ERC témoigne de la qualité des jeunes chercheurs recrutés au Ceped ([élément 10](#)).

Pour illustrer **l'implication du Ceped dans les activités d'encadrement et de formation**, nous avons choisi deux activités : **le Master Populations et Développement** de l'université Paris Cité ([élément 7](#)) et **l'École d'été Migrations et Mondialisations** ([élément 8](#)).

La maquette, les enseignements du Master Populations et Développement et le suivi des étudiants sont réalisés par des membres du Ceped. Ce master est intégré à l'École universitaire de recherche (EUR) de démographie qui rassemble les acteurs français centraux de la recherche en démographie et en science de la population.

L'École d'été Migrations-Mondialisations, co-organisée par le Ceped, l'Urmis et Migrinter, est devenue en trois ans un rendez-vous incontournable pour les étudiants intéressés par le champ des migrations.

Pour illustrer comment **nos recherches s'appuient sur les nouvelles technologies** disponibles, en particulier l'intelligence artificielle, tout en gardant la richesse de l'interdisciplinarité, nous proposons une **communication présentée à une Conférence internationale de rang A de l'Intelligence Artificielle** ([élément 4](#)). La recherche présentée (Sais et al., 2022) est une innovation méthodologique qui concilie l'IA et les SHS pour reconstituer à partir des bases de données pénales la structure des réseaux de traite des êtres humains afin de permettre la protection des victimes.

La dynamique de recherche au Ceped a été marquée lors de ce quinquennal par une inscription grandissante dans **des recherches co-construites avec des acteurs non académiques** et avec les publics concernés. Pour l'illustrer nous proposons deux éléments : **un article** en anglais (Gosselin et al., 2019 – [élément 1](#)), qui présente une recherche interventionnelle communautaire sur l'empowerment en santé des immigrés d'Afrique subsaharienne en France, ainsi qu'une **playlist de quatre courtes vidéos** en français disponibles sur Youtube **et ses notes de politiques associées**, qui expliquent les résultats d'une autre recherche interventionnelle menée en Afrique de l'Ouest autour de la distribution des auto-tests de dépistage du VIH (projet ATLAS – [élément 11](#)).

Cette attention à **diversifier nos modes de transmission des résultats de la recherche** pour les rendre accessibles à tous est un axe fort de notre politique de valorisation. C'est pourquoi nous avons choisi, comme dernier élément de ce portfolio, un **MOOC sur le transfert de connaissance**, co-financé par le Ceped et co-porté par des chercheurs du Ceped et l'université de Montréal ([élément 9](#)). Ce MOOC en trois cours est une référence dans le domaine, et il est aussi largement suivi par nos doctorants et nos chercheurs.

## 3- AUTOÉVALUATION DU BILAN

### 3-1 Autoévaluation de l'unité

#### Domaine 1. Profil, ressources et organisation de l'unité

Référence 1. L'unité s'est assigné des objectifs scientifiques pertinents.

##### Des orientations stratégiques issues de nos expériences de terrain

Le projet du Ceped présenté lors du dernier rapport d'évaluation HCERES signalait des priorités thématiques, transversales (voir liste en Partie 1, section 2). Leur prise en compte a permis d'infléchir notre stratégie d'ensemble pour placer nos travaux sous le paradigme de **la circulation : circulations des personnes, des normes, des idées, des technologies et des savoirs**. Cette idée de la circulation s'est imposée après quelques réunions de l'UMR (« séminaires au Vert ») rassemblant les membres des trois axes en un même lieu. Un grand colloque international « GlobalisationS et Circulations des normes » (septembre 2019) a aussi permis de présenter de nombreux travaux sur la circulation des connaissances avec des invités de tous les continents. Enfin, la circulation était aussi une manière d'affirmer la multidisciplinarité de l'UMR et son ouverture thématique.

Ainsi, les recherches du Ceped signalent **la multiplication et la diversité des acteurs du « développement »**, qui aujourd'hui vont bien au-delà des seuls représentants des États dans la mondialisation et de quelques associations (ou ONG) spécialisées dans l'humanitaire. Dans un monde multipolaire, les interventions en matière de développement ne peuvent plus s'effectuer de la même manière que lorsque le Sud et le Nord étaient représentés par les États, dans un monde bipolaire. De plus, aujourd'hui, les recherches dans les pays du Sud sont très largement co-financées par des fondations privées, en particulier dans les domaines de la Santé et l'Environnement. Dans ce contexte nouveau, notre regard critique sur le développement se fonde sur des observations empiriques tirées du travail de terrain. Ainsi, l'observation des migrations en Afrique permet de démentir les discours alarmistes sur ces sujets (voir élément 4 du Portfolio). De la même façon, l'observatoire de la violence au Nigeria (projet NigeriaWatch à Ibadan) permet de cerner les véritables raisons qui président à cette violence, bien loin des discours sur la menace djihadiste en Afrique de l'Ouest ou au Nigeria (M.A. Pérouse de Montclos). Nos travaux nous ont amenés à nous interroger sur l'adéquation des politiques de développement dans les domaines comme la santé (travaux de l'Axe 1 du Ceped) ou l'éducation (M. Pilon, E. Gérard, N. Henaff, M.F. Lange). Nous avons exploré ainsi les politiques de santé publique (V. Ridde, A. Desgrées du Loû, F. Chabrol), la privatisation des universités (É. Gérard, élément 5 du Portfolio), les politiques de recherche dans les pays arabes et africains (R. Arvanitis, J. Gaillard, M. Kleiche-Dray), l'entrepreneuriat dans les pays du Sud (L. Alexandre), autant de sujets travaillés de manière comparative. Le paradigme de la circulation nous a aussi permis d'examiner des circulations culturelles globales (V. Cicchelli) au-delà des seuls pays du Sud mais qui influencent très fortement à la fois les pays du Sud et du Nord.

Un deuxième grand élément de stratégie de nos travaux a été la **vulnérabilité** avec une attention particulière aux populations marginalisées. En fin de quinquennal précédent, un ouvrage collectif avait permis d'explorer les facettes des inégalités dans l'éducation, la santé et les migrations. Avec ce quinquennal il s'est plutôt agi de se concentrer sur la vulnérabilité qui est apparue comme un concept central dans les travaux avec les populations immigrées en France (Enquête PARCOURS, projet MAKASI, dirigés par A. Desgrées du Loû). Mais ce concept, très présent dans les travaux sur la prise en charge des personnes en situation de marginalité contrainte (voir élément 1 du Portfolio), a aussi été exploré dans l'analyse des circulations des technologies (« circulations par le bas ») (travaux de M. Quet, voir élément 6 du Portfolio ; recherche financée également dans le cadre du GRIP). De même, les travaux sur les systèmes politiques au Proche-Orient et dans les pays arabes ont conduit à réfléchir aux effets de la marchandisation croissante sur les structures politiques et sociales (L. Ruiz, P. Larzillière). Cette notion nous a conduits à ouvrir des terrains nouveaux comme : la santé mentale au Sénégal (V. Petit), le handicap en Côte d'Ivoire (P. de Beaudrap), le cancer du sein en Afrique et au Cambodge (C. Schantz), la « digitalisation » de la société en Inde (M. Quet).

Un troisième aspect central de notre stratégie a été de **travailler avec les populations concernées** mais aussi la nécessité de **définir des politiques publiques informées par les travaux de recherche** et travailler ainsi sur la question du **transfert des connaissances** (voir élément 9 du Portfolio). Plusieurs chercheurs de notre Unité estiment même que la recherche interventionnelle est une spécificité de nos travaux (A. Dumont, P. de Beaudrap, J. Larmarange). Dans les travaux en socio-linguistique en Amérique latine, des démarches participatives ont été mises en place avec des jeunes qui mélangent langues vernaculaires et l'Espagnol (C. Mick, M. Auzanneau). Les différences de vocabulaire (par exemple entre savoirs profanes, savoirs expérimentiels

et savoirs scientifiques, recherche participative et recherche interventionnelle) recouvrent aussi des différences de lieux et de disciplines. Ces réflexions en cours seront une des lignes de force du prochain quinquennal (voir Partie 4 de ce rapport, Trajectoire de l'Unité).

Ces brefs rappels ci-dessus n'épuisent pas l'ensemble des thématiques et des recherches de notre UMR.

La grande diversité de nos terrains est accompagnée d'une grande **diversité de méthodes** avec toujours la volonté de privilégier **l'enquête sur le terrain**. Nous utilisons des méthodes et effectuons des analyses des données de terrain aussi bien quantitatives que qualitatives, parfois même en inventant des formes originales d'analyse : analyses quantitatives de données biographiques, rapprochement des méthodes de l'IA avec le traitement SHS de données de terrain (voir élément 4 du portfolio), l'exploration des enquêtes démographiques sur des territoires morcelés (F. Temporal dans l'Océan indien), l'utilisation d'analyses sémantiques (travaux de R. Arvanitis sur la mondialisation pour le GRIP), la systématisation des revues de littérature et *scoping reviews*, l'observation ethnographique des praticiens en santé, le développement de méthodes d'analyse pour pouvoir étudier la mise à l'échelle des innovations (projet ATLAS sur l'autodépistage du VIH, J. Larmarange, voir élément 11 du Portfolio, ou encore le dépistage de la fragilité des personnes âgées à la Réunion, F. Sandron). La maîtrise des techniques et notre expérience dans les suivis de populations vulnérables permettent aussi d'envisager le transport de ces techniques d'un contexte à un autre.

### Des modalités collégiales de décision et d'échanges avec nos tutelles

Si la liberté de choix des chercheurs et enseignants-chercheurs est absolue, le mode de fonctionnement de notre Unité encourage le partage des informations avec les collègues. En effet, les axes servent de lieu d'échange et les chercheurs porteurs de projets sont appelés à présenter l'état d'avancement des projets. Nous échangeons également dans des séminaires résidentiels que nous appelons séminaires au vert car ils se réalisent si possible à la campagne (voir encadré). Ces débats internes servent plus à affiner des projets qu'à formuler des projets, mais demeurent essentiels pour convaincre et enrichir les idées qui nourrissent des travaux futurs. Les coordinateurs d'axe sont membres du comité de direction et relaient les questionnements et les demandes des membres des axes.

#### « Séminaires au Vert » de l'Unité

2015 Novembre, Ferme de Courcimont, Sologne : **Penser les inégalités**

2016 Décembre, Chatenay-en-Bray : **La mondialisation en questions**

2017 Novembre, Ferme de Courcimont : **Les circulations**

2019 Octobre, Bordeaux : **Le savant et les politiques : Normes globales et dynamiques locales**

2020 Novembre, Moulin de la Forge : **Réinventer le Ceped**

2022 Septembre Séminaire des titulaires, Paris : **Le futur du Ceped**

2023 Mars Séminaire résidentiel – Assemblée générale, Paris : **Bilan et projet du Ceped**

La politique de recherche imposée par l'IRD est inscrite dans le Contrat d'objectifs de l'organisme. Pour l'essentiel, elle consiste à consolider les moyens et à structurer les formes d'engagement dans la recherche en favorisant des partenariats à l'étranger. Concrètement, nous discutons avec le département *Société et mondialisation*, ainsi que le département *Santé et société* de l'IRD. Dans une très large mesure, nous constatons un accord de nos travaux avec plusieurs orientations générales de l'Institut.

En ce qui concerne l'Université, notre UMR a été très fortement engagée dans la création d'Instituts interdisciplinaires financés par l'Idex UPC (et autrefois de la COMUE qui était sur un périmètre plus large d'institutions). Le Global Research Institute of Paris (GRIP), puis l'Institut Covid19 Ad Memoriam (ICAM) ont été créés après des concertations importantes avec nos tutelles IRD et UPC, ainsi que des échanges nourris entre enseignants-chercheurs des deux universités (P5 et P7) avant la fusion et des chercheurs de l'IRD du CNRS et de l'INALCO.

Une orientation qui concerne nos deux tutelles principales (IRD et UPC) est de rapprocher activement la recherche et l'enseignement. Les étudiants du Master POPDEV adossé au Ceped effectuent leurs stages parfois (mais sans doute insuffisamment) en lien avec les terrains de recherche des chercheurs du Ceped. Les projets financés permettent d'inclure des jeunes étudiants de niveau master, y compris ceux issus d'autres masters d'UPC ainsi que d'autres universités, et des stagiaires qui s'imprègnent des méthodes de travail de la recherche.

Enfin, nous tentons d'investir les questions de recherche sous l'angle du développement durable qui est l'axe principal de l'IRD. Par ailleurs, nous observons qu'au sein de l'Université il existe de nombreuses formations sur les

enjeux du développement durable en France et ailleurs. Les prochains mois devraient permettre de faire les rapprochements nécessaires en ce sens.

### **Une capacité avérée à obtenir des ressources financières nécessaires**

Il n'est pas exagéré de dire que le Ceped fait entièrement confiance dans la capacité de ses chercheurs et enseignants-chercheurs à proposer des sujets d'enquête, à définir les contours d'un projet de recherche, depuis la conception jusqu'au dépôt d'une proposition formelle lors d'un appel à projets. Deux constantes guident leurs choix : disposer de suffisamment de ressources pour mener l'enquête de terrain et de travailler avec des partenaires locaux dans les pays où se situent ces terrains.

L'augmentation des moyens financiers dont dispose le Ceped aujourd'hui provient de cette capacité. Les financements externes sont dix fois supérieurs aux dotations combinées de l'IRD, de l'UPC et de l'INSERM. Peu de projets rédigés par nos chercheurs n'ont pas été sélectionnés et les échecs sont presque toujours suivis de réussite à un autre appel à projets. Au-delà de l'excellence des chercheurs et des équipes du Ceped, ces réussites dans un milieu devenu de plus en plus compétitif signalent la pertinence des sujets de recherche et les compétences avérées de nos chercheurs.

La pertinence provient de notre relation avec nos partenaires. Nous sommes en lien étroit avec des chercheurs dans les pays où nous travaillons et c'est par les échanges que nous entretenons avec eux que nous pouvons nous assurer de l'adéquation de notre questionnement et de leurs propres interrogations. De nos échanges découlent des réponses locales à des questions globales. Que ce soit l'éducation, les nouvelles conflictualités, les pandémies, les maladies, ou les pratiques médicales qui se répandent à l'échelle mondiale (exemple: « l'épidémie de césariennes »), la prise en charge des besoins sociaux des populations, les modèles politiques et idéologiques liés à la privatisation des services publics en éducation et en santé, les politiques publiques sur l'enseignement supérieur et la recherche, voilà autant de questions qui se posent à l'échelle globale. Mais la seule façon de les examiner consiste à mener les travaux de terrain avec nos partenaires.



## Référence 2. L'unité dispose de ressources adaptées à son profil d'activités et à son environnement de recherche et les mobilise.

Nos ressources financières proviennent soit de la dotation récurrente de nos trois tutelles, soit des projets sur financement externe. Les financements externes sont presque dix fois supérieurs aux dotations qui nous sont notifiées en début d'année par nos tutelles IRD, UPC et INSERM, sur lesquelles nous pouvons compter pour nos frais de fonctionnement en recherche. Ainsi, le budget total de l'UMR varie annuellement entre 2 et un peu plus de 3 millions d'euros depuis 2019. L'essentiel provient des contrats de recherche de l'UMR. Cependant, les dotations récurrentes sont essentielles pour assurer la continuité du travail et l'engagement à moyen-terme de la recherche sur nos thématiques.

Tableau 3.1.1 Ressources financières annuelles du Ceped, 2017-2022

Source	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Dotations récurrentes (en k€)	351	424	617	757	607	431
Ressources propres (en k€)	2 500	676	2 160	2 468	3 055	2 868
TOTAL	2 851	1 100	2 777	3 225	3 662	3 299

La **dotation récurrente initiale** (IRD, UPC et INSERM) est répartie par la direction de l'UMR en fonction de plusieurs impératifs et des décisions collégiales.

Pour moitié, cette dotation est distribuée aux chercheurs chaque année en « enveloppes individuelles » après examen par le Conseil d'Unité et sur proposition du directeur et de l'administratrice. Chaque chercheur et EC reçoit ainsi en début d'année cette enveloppe individuelle et peut la dépenser en fonction de ses besoins sans autre approbation. Elle a été en moyenne supérieure à 3000 € par chercheur et enseignant-chercheur ces 4 dernières années. Les années fastes, ce montant s'est élevé à 3500 €, voire à 3800 €.

Lors d'une enquête menée en avril 2023 auprès de la quasi-totalité des titulaires (32 réponses), lors de la rédaction du présent rapport, un peu moins de la moitié des titulaires nous ont signalé que ce montant de la dotation individuelle était insuffisant pour leurs besoins, tout en précisant que cela est souvent dû à des circonstances particulières qui entraînent des besoins plus importants (enquête à l'étranger impossible à terminer ou missions exceptionnelles, traduction d'ouvrage, corrections de textes, partenaires difficiles à mobiliser...). En 2020 et 2021, le montant de l'enveloppe individuelle a été de 3800 €, montant jugé plus confortable bien évidemment.

Simultanément, les mêmes personnes signalent avoir obtenu d'autres financements soit auprès de l'IRD, soit à l'extérieur. Car il faut rappeler, comme nous le signalons ci-dessus, que les chercheurs ont accès à de nombreuses autres ressources de l'IRD, distribuées sur demandes des membres titulaires (IRD aussi bien qu'UPC).

La moitié restante de la dotation récurrente initiale (IRD, UPC et Inserm) est distribuée en fonction des besoins ponctuels. La priorité a été donnée :

- au financement des travaux de terrains et des missions des doctorants (actuellement cela représente 1500 euros d'aide pour ceux et celles qui le demandent) ;
- au financement de publications dans les revues ;
- au financement de frais de participation à l'édition d'ouvrages collectifs, et à la traduction et la révision de textes pour publication : cette charge devient de plus en plus importante notamment pour pouvoir publier en langue anglaise ;
- au financement d'équipement informatique pour de nouveaux doctorants ;
- à toute autre demande de financement sur approbation du Comité de Direction : parmi les « nouvelles » demandes, signalons des besoins d'équipement et de formation pour la réalisation de documentaires et l'usage de l'audio-visuel dans la recherche.

L'ensemble de ces décisions se font par le directeur d'unité après approbation du Comité de Direction. De plus, le DU peut engager des dépenses sans approbation dans une limite actuellement fixée à 10 000 euros.

### Comptabilité des dotations budgétaires

La somme globale de dotation récurrente finalement comptabilisée en fin d'année est supérieure à la dotation initiale. Ainsi, en 2022 la dotation initiale était de 232 k€ pour l'IRD, de 41k€ pour UPC et de 27 k€ pour l'INSERM, soit un rapport 9,6 entre dotation récurrente et fonds propres. Cela s'explique pour l'IRD qui dispose de plusieurs types de financements en dehors de la dotation initiale : crédits spécifiques, appuis à des programmes de formation, soutien à des dispositifs structurants tels que les Jeunes équipes associées (JEA) ou les réseaux de recherche internationaux, missions de longue durée (MLD de 2 à 12 mois), financements de séjours d'étrangers en France ou de mobilités entre pays Sud. Ces diverses demandes sont ouvertes à tous les membres du Ceped, qu'ils soient de l'IRD ou de l'UPC.

De plus, l'IRD comptabilise les frais de déplacement des agents affectés à l'étranger, budgets sur lesquels nous n'avons pas « la main ». Ainsi en arrive-t-on à une dotation totale en fin d'année de 431 k€ pour 2022. À l'inverse, une partie du budget en ressources propres affiché dans le tableau ci-dessus est directement reversée à nos partenaires à l'étranger. Cela concerne des projets importants et avec de multiples partenaires (UNISSAHEL, ARIACOV, QUALI-DEC...) dans lesquels le Ceped est porteur du projet et pour lesquels le budget accordé aux partenaires transite par le Ceped.

Il faut également noter qu'une partie des projets portés par des membres du Ceped sont gérés directement par nos partenaires Sud. Par exemple, le financement total du projet ANRS PRINCESSE, dont l'investigateur principal est chercheur au Ceped, s'élève à 2,4 millions d'Euros, mais seuls 50k€ sont gérés directement par le Ceped et comptabilisés dans le tableau précédent puisque les fonds ont été versés directement par le bailleur aux partenaires.

### Le partenariat et le dialogue avec nos bailleurs de fonds favorisent des thématiques novatrices

Des thématiques novatrices sont issues de propositions de nos chercheurs en lien avec leurs partenaires à l'étranger. Il faut aussi signaler qu'en dehors de l'UE ou de l'ANR, les bailleurs de fonds sont très souvent en dialogue avec les chercheurs pour définir les contours des recherches. C'est particulièrement vrai de certains bailleurs comme l'AFD ou dans une moindre mesure l'ANRS qui se nourrissent des relations avec les chercheurs pour définir leur propre agenda de recherche.<sup>2</sup> De plus, à la différence d'une unité de recherche qui travaillerait uniquement sur des terrains français, nous avons engrangé des financements en lien avec des agences locales de financement de la recherche grâce à nos relations partenariales. Nous maintenons également un dialogue avec plusieurs agences internationales, telles que l'OMS et d'autres bailleurs de fonds (voir Domaine 4).

La politique et le fonctionnement de notre UMR ont été fortement impactés par la pandémie de Covid-19. En dehors des effets sur le mode de fonctionnement (confinement, télétravail, visio-conférences, recours massif aux outils collaboratifs<sup>3</sup>), la pandémie a été un moment intense de réflexion sur nos propres travaux (notamment en santé) et sur notre façon de travailler, en particulier au sujet de la précarisation de la recherche, liée au mode de financement par projet qui est devenu, par nécessité, le mode dominant de recherche. Nous avons aussi vécu simultanément une crise au sein du pôle de gestion qui nous a montré la fragilité de la structure de gestion dans la mesure où nous ne pouvons plus désormais compter sur des emplois pérennes.

Pendant la durée de la pandémie l'Unité a organisé un « Café COVID » hebdomadaire puis mensuel puis trimestriel, séances de présentation de réflexions autour de la santé et de COVID-19, diffusées en visio-conférence avec une participation variable de 20 à 50 participants par séance. Ces séances ont été rendues publiques sur YouTube (<https://youtube.com/playlist?list=PLFETrGic8SikV3SpZ9VfeEHsW9Dvby7k>). Mais loin de nous contenter d'attendre devant nos écrans, nous avons aussi répondu aux appels Flash COVID (ANRS et ANR) et augmenté de manière brusque notre portefeuille de projets au début de la pandémie. De plus, notre collègue Laëtitia Atlani-Duault a été nommée membre du Conseil scientifique sur la Covid-19. Ce contexte particulier s'est distillé dans nos réflexions et par voie de conséquences, nos projets.

<sup>2</sup> Cette question a fait l'objet d'une thèse au Ceped en 2018 et la candidate est elle-même responsable d'un fonds de financement de recherches universitaires

<sup>3</sup> L'UMR s'est doté à cette occasion de son propre serveur NextCloud, hébergé en France et disposant d'un niveau de sécurité adapté aux données de santé. Cet outil s'est avéré essentiel pour le partenariat, nous permettant de créer des espaces dédiés aux projets et accessibles à nos partenaires Sud. Près de la moitié des comptes individuels concernent des personnes extérieures au Ceped, impliquées dans nos projets.

## Des locaux inappropriés pour nos ambitions

Le déménagement du Ceped en 2016 a permis de mieux intégrer l'UMR au sein de l'Université. Cependant l'étroitesse des locaux ne permet pas de satisfaire les besoins quotidiens. Les locaux, outre leur étroitesse sont aussi inadéquats : pas de fenêtres, circulation malaisée, insuffisante ventilation en particulier en été, un espace commun très réduit... sans parler de l'ascenseur en panne depuis 2017. L'UPC n'a offert aucune autre solution dans les locaux du campus Saint-Germain. Cette question des locaux génère des tensions aussi bien entre nous qu'avec nos tutelles.

À ce sujet, soulignons que notre volonté de nous associer avec des équipes de l'Université Paris Nord (exposée dans la partie Projet de ce rapport) outre un véritable intérêt scientifique devrait nous permettre d'obtenir des locaux sur le Campus Condorcet.

Enfin, il faut préciser que bien qu'à l'étroit, nous faisons en sorte que tous les doctorants puissent être accueillis dans un espace de travail, que les post-doctorants qui en ont besoin trouvent également un bureau, en mutualisant les bureaux, et que les personnels qui sont permanents sur le site ont des bureaux fixes : c'est le cas de la direction, des personnels du pôle de gestion, de la responsable du pôle communication.

Nous offrons aussi l'accès aux ressources documentaires au travers de l'IRD, de l'UPC, de l'Inserm et des bibliothèques de l'Université.

## Une attention croissante aux enjeux de la science ouverte

Les questions liées à l'accès et au partage des connaissances produites ainsi qu'à la reproductibilité des analyses ont pris une place croissante dans les réflexions et les pratiques des membres de l'Unité.

Concernant le transfert et le courtage de connaissances, ces thématiques ont été fortement développées grâce à l'arrivée de V. Ridde et son expérience passée au sein de l'équipe Renard au Canada. Cela a notamment permis le développement de 3 MOOC en accès libre sur le transfert de connaissance (voir élément 9 du Portfolio), MOOC suivi par de nombreux membres de l'Unité. Les grands projets portés dans l'unité développent de plus en plus souvent un plan de transfert de connaissances. De même, les supports de partage des savoirs se sont diversifiés : notes de politiques, vidéos (voir par exemple l'élément 11 du Portfolio), articles grand public dans *The Conversation*, webinaires avec décideurs et implémenteurs (par exemple en partenariat avec l'OMS), formations d'acteurs... Pour mieux mettre en avant ces activités, le site web de l'unité accueille depuis juin 2022 un blog « Sciences avec et pour la société » : <https://www.cepced.org/fr/blog/>.

La science ouverte passe également par les pratiques de publications, avec une part croissante des publications de l'unité en *open access*. Cela n'est pas sans poser question sur les pratiques commerciales des éditeurs scientifiques et le coût élevé des frais de publication (APC) qui sont couverts principalement mais insuffisamment par le budget des projets. L'Unité dédie chaque année une partie de sa dotation en appui aux frais de publications et aux frais de traduction. En 2023, un début de réflexion a été entamé sur le fait de favoriser, quand cela est possible, la voie diamant de l'*open access*. Cela constituera un chantier transversal pour le prochain quinquennal.

Dès 2009, le Ceped a mis en place une série de *working papers* (<https://www.cepced.org/wp>) permettant une diffusion rapide de premiers résultats, ou encore de proposer des versions traduites en français d'articles publiés en anglais. Nous constatons également depuis 2019 une part croissante de dépôts d'articles sur des serveurs de *preprint*.

Historiquement, l'Unité a développé une base de données hébergée sur Zotero de l'ensemble des publications et communications des membres du Ceped : <https://www.cepced.org/spip.php?page=biblio>. Il s'agissait de palier au fait que les outils alors disponibles de nos tutelles ne couvraient pas l'ensemble du périmètre du Ceped. Avec les évolutions de la plateforme HAL, l'unité a décidé fin 2022 de transitionner vers cette plateforme nationale et une collection dédiée a été mise en place : <https://hal.science/Ceped>. À ce jour, pour la période 2017-2022, un peu moins de la moitié de la production de l'unité y est référencée. À partir de 2023, toutes les nouvelles productions de l'unité y seront référencées. Un travail de mise à jour rétrospective de HAL sera mené au second semestre 2023 (le Comité de Direction ayant accepté un recrutement dédié). Des formations seront également mises en place pour les différents membres de l'unité.

La science ouverte passe également par une bonne gestion des données de recherches produites et l'archivage pérenne de ces données. De plus en plus de projets développent des plans de gestion des données (PGD). À titre d'exemple, le PGD du projet ATLAS a été l'un des tout premiers PGD rendus publics sur la plateforme Opidor (<https://dmp.opidor.fr>). En termes d'archivage, une collection Ceped a été créée dès 2019 sur la plateforme publique européenne Zenodo (<https://zenodo.org/communities/cepced/>). Y sont archivées

entre autres des données d'enquêtes quantitatives, mais également des données d'enquêtes qualitatives, ce qui pose des questions spécifiques qui font l'objet de réflexions et d'échanges inter-projets. Plus récemment, des membres de l'Unité ont commencé à travailler avec la plateforme institutionnelle DataSuds de l'IRD ([https://dataverse.ird.fr/dataverse/umr\\_cepced](https://dataverse.ird.fr/dataverse/umr_cepced)). Un premier jeu de données y a été déposé et plusieurs autres projets anticipent l'archivage de leurs données sur cette plateforme.

Enfin, plusieurs membres de l'unité (notamment J. Larmarange) participent activement au développement de ressources logicielles et informatiques scientifiques (voir la section logiciel de la bibliographie de l'unité), en particulier pour le logiciel statistique R. L'ensemble de ces contributions sont rendues publiques sous licence libre.

Référence 3. Les pratiques de l'unité sont conformes aux règles et aux directives définies par ses tutelles en matière de gestion des ressources humaines, de sécurité, d'environnement, de protocoles éthiques et de protection des données ainsi que du patrimoine scientifique.

Le personnel du Ceped a augmenté depuis 2018 dans toutes les catégories, titulaires ou temporaires (postdoctorants, CDD en fonction d'IE et stagiaires). Quatre départs à la retraite ont eu lieu dans les 4 dernières années : trois chercheurs (un démographe, une sociologue et une anthropologue) et un enseignant-chercheur (anthropologue). Tous les quatre sont en éméritat et très actifs.

### **Chercheurs et enseignants-chercheurs titulaires**

Les recrutements des chercheurs et enseignants-chercheurs au Ceped dépendent avant tout des concours mis en place par les tutelles de l'UMR. Depuis 2017 et à ce jour, avril 2023, c'est-à-dire avant les concours 2023, l'UMR a ainsi intégré deux chargées de recherche IRD (Clémence Schantz et Laura Ruiz de Elvira) et un directeur de recherche (Valéry Ridde).

Nous pouvons recruter également des enseignants-chercheurs ou des chercheurs en provenance d'autres UMR. C'est le cas récemment de Isabel Georges, sociologue et DR de l'IRD qui a intégré le Ceped en Mars 2023<sup>4</sup>. À l'inverse, Lama Kabbanji, démographe, a quitté le Ceped pour rejoindre le LPED à Marseille à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

En ce qui concerne les intégrations de chercheurs, recrutés par concours ou provenant d'autres unités, la direction de l'UMR demande l'avis du Conseil d'Unité.

### **Une croissance importante des emplois temporaires, chercheur es en post-doctorats et CDD**

Conséquence directe du nombre de contrats, la croissance la plus importante concerne les emplois temporaires : postdoctorants (au total 38 personnes entre 2017 et 2022) et personnels recrutés dans le cadre d'un projet de recherche avec un financement externe (48 personnes pour des fonctions de recherche et en appui aux projets). Ces chiffres d'emplois cumulés sur toute la période ne rendent pas compte de la dynamique sur la période. (voir le tableau évolution de ces catégories d'emplois en partie 1, page 7).

Les emplois de jeunes chercheurs et post-doctorants représentent aujourd'hui une trentaine de personnes. Dix personnes sont attachées au projet ISOPOLIS sur l'île de la Réunion. Certains projets emploient 4 à 5 contractuels, d'autres se limitent à une coordinatrice ou un coordinateur.

La coordination et la gestion de projets deviennent des fonctions essentielles dans la vie des projets, notamment pour les projets qui se situent systématiquement à l'étranger comme c'est le cas du Ceped. Les porteurs de projets (ou PI selon l'acronyme anglais) sont confrontés à cette question dès la conception du projet. Les financements ANR ou ANRS sont insuffisants pour couvrir ces besoins et seuls les gros projets européens<sup>5</sup>, ou ceux ayant obtenu un appui extraordinaire comme l'AFD en Afrique, permettent de couvrir les activités de management à 100%. Il est donc devenu crucial de repenser cette question au niveau des tutelles. Pour l'instant, nous fonctionnons avec des bricolages plus ou moins heureux en embauchant des jeunes qui nous permettent d'assurer la gestion ou la coordination, en lien étroit avec le pôle Gestion du Ceped. Il manque aujourd'hui un mécanisme permettant de charger des frais d'environnement sur les projets de plus petite ampleur et permettant ainsi de mutualiser des postes.

Parallèlement, les projets financés nous permettent de recruter des post-doctorants de haut niveau (leur nombre est passé de 5 en 2016 à 13 en 2023). Sans ces personnels nos projets seraient lettre morte.

Durant la crise Covid-19, nous avons pu constater que ces jeunes personnes sont non seulement très engagées dans les projets qui les emploient mais aussi dans l'animation des activités de recherche au sein de l'UMR. La création d'un groupe de travail des personnels précaires au sein de l'Unité provient de leur volonté d'améliorer leur situation et de faire profiter de leur expérience à l'ensemble des jeunes.

---

<sup>4</sup> L'intégration d'Isabel Georges ayant eu lieu en 2023, son nom ne figure pas dans le fichier des données du Ceped.

<sup>5</sup> Nous pouvons également mentionner Unitaid comme bailleur dont le montant des financements permet de couvrir ce type de dépenses (voir par exemple le projet ATLAS qui avait un budget de 15 millions USD, 2 millions pour les activités de recherche dont 1 million en gestion Ceped).

## Stagiaires

L'Unité favorise les formations et les stages - y compris de stagiaires étrangers - en particulier si leur sujet de travail permet de les rémunérer sur nos projets. Leur apport au laboratoire peut parfois être aussi important pour notre unité, au même titre que leur apprentissage de la pratique de la recherche en sciences sociales.

La variété des stages est très grande et il est impossible de faire une synthèse de cet apport. Signalons cependant que parfois leur travail peut être essentiel pour l'ensemble de l'UMR. C'est le cas par exemple de celui qu'a effectué Deborah Bakouatela, durant son stage de six mois, sur le Bilan Carbone de l'UMR. Elle a enquêté auprès de tous les membres du laboratoire Ceped et a collecté tout un ensemble de données sur les émissions GES liées aux activités de ses personnels. Elle a rédigé un rapport pour son Master qui nous a permis de mesurer le bilan carbone de l'unité et elle a formé plusieurs volontaires pour diffuser la pratique de cette évaluation des émissions GES. Le relais a été passé à un ingénieur de l'unité afin que ce bilan soit établi chaque année dorénavant.

## Chercheurs associés

Nous accueillons un nombre important de chercheurs associés qui développent une activité de recherche en collaboration avec le Ceped. Leur candidature peut être acceptée selon les trois cas suivants :

- Pour les personnes ayant effectué leurs recherches doctorales au Ceped ou ayant effectué un post-doctorat d'au moins six mois au Ceped, à moins d'une objection, l'association est immédiate sur simple demande de leur part et après accord des responsables de l'axe auxquels ils ou elles seront rattaché-es.
- Pour toute personne ou jeune chercheur-e qui n'est pas titulaire d'un poste dans une université ou centre de recherche, en France ou à l'étranger, la candidature doit être approuvée par les responsables de l'Axe thématique de rattachement et approbation par le Comité de direction.
- Pour toute demande de rattachement comme associé d'une personne qui est titulaire d'un poste dans une université ou centre de recherche, en France ou à l'étranger, il est nécessaire que cette personne participe effectivement à des travaux de recherche menés en collaboration avec les équipes du Ceped. Les demandes sont examinées et acceptées (ou refusées) par le Comité de direction.

Les chercheurs associés ont obligation de mentionner leur rattachement au Ceped dans leurs publications et doivent fournir les informations nécessaires pour l'affichage sur le site du Ceped.

## Un pôle de gestion en reconstruction

Outre la croissance des emplois liés aux projets, on constate la faiblesse du personnel de gestion. L'année 2021, l'unité s'est retrouvée pratiquement sans personnel de gestion pendant cinq mois. Entre la mi-2021 et avril 2022, nous avons eu successivement :

- Décembre 2022, la démission de l'administratrice recrutée en fin 2020 ; son passage de moins d'un an (octobre 2020-décembre 2021) a été catastrophique.
- Entre mi-2021 et juin 2022, arrêts maladie à répétition puis départ de notre gestionnaire titulaire la plus expérimentée.
- Entre septembre 2021 et mars 2022, arrêt maladie, troubles psychologiques et fin de contrat non renouvelé d'une gestionnaire embauchée en février 2022 qui avait pourtant bien travaillé malgré la pression. Son départ coïncidait avec une grossesse difficile. Malheureusement, après son départ nous avons découvert de graves manquements sur de nombreux dossiers que nous sommes encore en train d'essayer d'éponger un an après son départ.
- Nous sommes restés avec uniquement une très jeune gestionnaire, sans aucune expérience préalable, embauchée en novembre 2021, qui évidemment a eu beaucoup de mal dans ces conditions.
- En 2022, après la fin de contrat de la gestionnaire, Julie Rust, administratrice recrutée par l'UPC en CDD en mars 2022, s'est trouvée seule avec notre plus jeune gestionnaire à devoir redresser la situation catastrophique de l'administration de l'Unité en même temps qu'elle prenait connaissance des personnels de l'Unité et des modes de fonctionnement de nos deux tutelles.
- À la demande de Julie Rust et du DU, l'IRD a autorisé un emploi en intérim en décembre 2022 qui a finalement été recrutée comme gestionnaire en CDD depuis février 2023.

Il faut aussi mentionner que le pôle de gestion doit aussi assurer les actes administratifs des Instituts interdisciplinaires financés par l'Idex UPC. En effet, l'Université, après avoir accordé la création du GRIP et de l'ICAM, a demandé au Ceped de porter leur gestion temporairement. Le Ceped était désigné car les porteurs

principaux de ces deux instituts sont membres du Ceped. C'est le cas des neuf Instituts créés par l'UPC : tous sont rattachés à l'UMR du porteur principal. Malgré notre réticence devant l'urgence nous avons accepté car nous avons aussi négocié l'embauche d'une gestionnaire supplémentaire pour nous occuper des deux instituts. Malheureusement, la personne sélectionnée n'a pas assuré son poste suite à de graves problèmes de santé. L'UPC est en voie de création d'une plateforme de gestion pour l'ensemble des Instituts interdisciplinaires, indispensable pour alléger le travail de gestion du GRIP et de l'ICAM qui repose aujourd'hui sur le pôle de gestion du Ceped.

La situation actuelle est loin d'être satisfaisante : nous avons deux gestionnaires, et une administratrice, toutes en emplois contractuels ; nous avons perdu les deux postes de titulaires en gestion. La précarité de l'emploi sur ces fonctions induit une précarité dans le fonctionnement de l'ensemble de l'Unité. Avec la croissance des projets de recherche, la situation est toujours tendue, la surcharge de travail réelle et permanente. Tant que nos tutelles ne résolvent pas cette question, nous pouvons dire que l'unité est en danger permanent du point de vue fonctionnel.

## Parité

Le Ceped connaît une distribution paritaire entre femmes et hommes parmi le personnel titulaire du Ceped (24 femmes et 25 hommes), mais à l'inverse la situation est déséquilibrée parmi le personnel temporaire où le nombre des femmes (66 femmes) est trois fois plus élevé que celui des hommes (22 hommes). Parmi les doctorants, nous comptons sur l'ensemble de la période 2017-2022 50 doctorants et 72 doctorantes. 5 femmes et 2 hommes ont été diplômés en 2022.

Le Ceped est très attentif au respect de la parité dans ses procédures et dans la composition des groupes de travail et des postes de responsabilité. L'équipe du prochain quinquennal est composée d'une DU femme, Annabel Desgrées du Loû, et de deux adjointes, Véronique Petit et Joseph Larmarange.

Tableau 3.1.1 Proportions de femmes et d'hommes par type d'emploi

Type d'emploi	Total	Femmes (F)	Hommes (H)	F %	H %
<b>Temporaires</b>	<b>107</b>	<b>77</b>	<b>30</b>	<b>72%</b>	<b>28%</b>
Appui à la recherche	26	19	7	73%	27%
Recherche	62	47	15	76%	24%
Gestion	6	6	0	100%	
Chercheurs invités	13	5	8	38%	62%
<b>Titulaires</b>	<b>55</b>	<b>27</b>	<b>28</b>	<b>49%</b>	<b>51%</b>
Appui à la recherche	4	1	3	25%	75%
Chercheurs IRD et UPC	49	24	25	49%	51%
Gestion IRD	2	2		100%	
<b>Total général</b>	<b>162</b>	<b>104</b>	<b>58</b>	<b>64%</b>	<b>36%</b>

## Questions éthiques et réglementaires

La période 2017-2022 a entre autres été marquée par la mise en œuvre du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) qui s'est accompagnée avec le développement de plans de gestion de données dans les projets de recherche (voir la section précédente sur les enjeux de la science ouverte). La conformité RGPD est un critère systématiquement pris en compte dans le choix de plateforme d'hébergement de données. La plupart des projets du Ceped ont recours à l'instance Nextcloud propre de l'unité, hébergée en France chez <https://cloudeezzy.com/> qui assure une conformité RGPD, ou aux services de la TGIR HUMA-NUM (<https://www.huma-num.fr/>). Selon les projets et les réglementations locales des pays où sont mises en œuvre nos recherches, des solutions adaptées et locales sont également considérées.

Une partie des recherches de l'Unité dans le champ de la santé relèvent des Recherches impliquant la Personne humaine (RIPH) au sens de la loi Jardé. Ces recherches, en lien avec les demandes des bailleurs et du promoteur de chaque projet, suivent les procédures éthiques et réglementaires en vigueur, avec un passage devant une Commission de Protection des Personnes (CPP) en France et/ou devant les comités d'éthiques nationaux des

pays où les recherches sont menées. En 2022, l'IRD a mis en place une cellule RIPH pour accompagner les porteurs de projets à identifier les démarches qui s'appliquent à leur projet, et un des membres du Ceped (J. Larmarange) participe au comité de pilotage de cette cellule RIPH. Il faut néanmoins noter que toutes les recherches de l'unité ne relèvent pas de la loi Jardé et que certains ne nécessitent pas d'autorisations réglementaires spécifiques.

De manière générale, nous avons porté une grande attention aux règles éthiques, comme cela est précisé dans ce rapport (section 1.6, réponses aux remarques de la précédente évaluation). R. Arvanitis, le DU de l'UMR a été nommé en 2023 membre du Comité consultatif éthique pour la recherche en partenariat (CCERP) de l'IRD et A. Desgrées du Loû, future DU de l'unité, est nommée depuis 2021 membre du Comité Consultatif National d'Éthique. Cette question sera un des chantiers que nous allons poursuivre dans les années à venir.

Les recherches menées au Ceped ne relèvent pas du protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques.

Le site du Ceped ([ceped.org](http://ceped.org)) est aujourd'hui une ressource et un outil de travail. Il est actualisé avec des mises à jour en permanence, grâce au travail de la responsable du Pôle d'information (PIAS), permet de suivre les actualités ; les fiches de membres, les terrains, les publications sont répertoriés de manière presque exhaustive (sur les publications, voir Domaine 3), le site gère les mailings listes, donne accès à des outils de gestion (notamment un programme de pilotage budgétaire des contrats —PBC— conçu par J. Larmarange et déposé sous licence libre sur GitHub), accès à un outil d'enquête en ligne puissant (LimeSurvey, disponible à tous les membres du Ceped) ; avec un accès au cloud (certification RGPD, outil NextCloud) où tous les membres titulaires et temporaires peuvent disposer d'un espace privé et un accès à toute l'information interne collective (livret d'accueil du Ceped, information étudiants étrangers, procédures administratives diverses et informations utiles). Le site héberge aussi un blog « Sciences avec et pour la Société » sur les liens de nos projets avec la société. La conception du site est de [erational](http://erational.com) et le webmaster est J. Larmarange.

## Environnement

Un groupe « recherche et environnement », constitué en 2020, a établi le premier bilan GES du laboratoire, avec l'aide d'une stagiaire associée au laboratoire grenoblois pionnier du collectif « Labo 1.5 ». Il a nourri des réflexions des personnels du laboratoire sur notre engagement vis-à-vis de la durabilité. Cela s'est traduit par la participation de plusieurs chercheuses et chercheurs à des réunions au sein et en dehors de l'université sur ces questions. Un autre apport du groupe a été la contribution du Ceped au développement des sciences de la durabilité à l'IRD, avec deux fiches de synthèse sur le rôle de l'enseignement supérieur dans le monde en la matière.

Nous envisageons d'adhérer au collectif Labo 1.5, afin de ne pas perdre nos contacts avec ce monde. Notre ingénieur statisticien (Andrainolo Ravalihasy) serait notre correspondant et animateur du groupe « recherche & environnement » au sein de l'UMR.



## Synthèse de l'autoévaluation

Le Ceped a fait preuve d'un grand dynamisme à la fois dans la redéfinition de ses thématiques de recherche et dans la recherche et l'obtention des ressources nécessaires pour mener à bien ses travaux. À ce jour, l'organisation de l'Unité en axes de recherche s'est révélée suffisante et en adéquation avec nos orientations thématiques. Malgré la pandémie de Covid-19, le Ceped a pu mettre en route de nombreux projets et des réflexions novatrices sur les réponses à la crise sanitaire.

Tant la croissance du personnel temporaire que l'augmentation des ressources ont induit une très forte augmentation des besoins de gestion. Le Ceped a eu à faire face à une très grave crise de croissance face aux défaillances et aux absences des personnels de gestion. Les solutions proposées par nos tutelles ne sont pas satisfaisantes et le Ceped a perdu des postes de titulaires en gestion au moment où il en avait le plus besoin. De plus, les locaux que nous occupons au Campus Saint-Germain sont inadéquats et insuffisants.

Nous avons proposé des solutions à nos tutelles à la fois pour le pôle de gestion comme pour la question des locaux. Pour l'instant rien n'est résolu mais nous espérons que la situation s'améliore, ce qui est indispensable pour ne pas stopper la dynamique scientifique du Ceped.

## Domaine 2. Attractivité

### Référence 1. L'unité est attractive par son rayonnement scientifique et s'insère dans l'espace européen de la recherche.

Le Ceped est devenu une unité de référence dans plusieurs domaines, très variés : le suivi et les politiques de l'épidémie de VIH, la santé de la mère et de l'enfant dans les pays du Sud, les pratiques gynécologiques, les migrations, la sécurité dans les pays de l'Ouest africain, le droit islamique des familles, les politiques sociales dans le monde arabe, l'organisation des systèmes de recherche dans les pays du Sud, les politiques d'éducation dans les pays du Sud, l'éducation islamique dans les pays du Sud, la mondialisation des pratiques culturelles des jeunes avec l'exemple de la K-pop...

L'UMR a développé des partenariats autour de centres de recherche, d'universités, d'ONG, sur tous les continents. Un rapide pointage non exhaustif nous permettrait d'identifier sans peine plus de 200 institutions avec lesquelles nous avons des projets communs. Il ne s'agit pas de conventions vides de contenu dont nous parlons ici mais bien d'accords et d'échanges effectifs : accords de consortium, financements de missions et de séjours, participations à des colloques organisés par nos partenaires ou par nous-mêmes, invitations réciproques, analyses en commun de matériaux rédaction d'ouvrages communs ...

L'information concernant ces activités qui forment le cœur de l'attractivité du Ceped n'est présente que dans les CV, matériau difficile à exploiter. Nous avons donc choisi de demander ces informations à nos membres titulaires. 35 chercheurs nous ont répondu, en voici un aperçu.

#### Invitations des membres de l'unité dans des congrès et colloques

Les chercheurs du Ceped sont invités à de nombreux colloques afin d'animer des séances plénières, ou encore pour participer à des sessions spéciales de colloques et congrès. Ils sont aussi invités pour donner des conférences et de plus en plus souvent des Webinaires. Nous avons recensé, sans être exhaustifs, **215 invitations en France ou à l'étranger**, dans des colloques, des congrès ou des conférences invitées. De nombreux cas concerne le rôle de discutant, ou de participation à des tables rondes. Il serait trop fastidieux de les répertorier dans ce rapport. Nous devons aussi rendre justice à nos collègues les plus prolixes, Valéry Ridde (avec 55 mentions d'invitations), Christophe Z. Guilmoto (38 mentions), Marc-Antoine Pérouse de Montclos (20 mentions). Il faut aussi signaler que ces colloques ont plus souvent lieu à l'étranger qu'en France, dans des lieux aussi différents que : Athènes, Stockholm, Lucknow, New Delhi, Tbilissi, Singapour, Bangkok, Istanbul, Hyderabad, Pékin ou Aix-en-Provence...

Quelques exemples :

- Bernard-Maugiron N. Conférence invitée à l'OCDE « L'égalité hommes/femmes dans les constitutions du monde arabe après 2011 », in *Consultation technique sur la performance de la mise en œuvre des lois et des réformes en faveur de l'égalité et l'accès des femmes à la justice : Égypte, Jordanie, Maroc et Tunisie*, 26 novembre 2020.
- Cicchelli V. Invitation de l'Academy of Korean Studies pour une intervention: "Reflections from the West on Hallyu: pop cosmopolitanism as a path toward an alternative globalization" (26 août 2022, Séoul).
- Gérard E. invitation à la Conférence inaugurale au VI<sup>ème</sup> Congrès international d'études sur l'éducation. Université de Pachuca, Mexique – octobre 2019 (invitation alors que E. Gérard est en affectation au Mexique).
- Dumont A. Conférence au 27<sup>th</sup> Asian and Oceania Federation of Obstetrics and Gynecology (AFOG) congress. 25-26 May 2022. Bali, Indonesia: "Implementing non-clinical interventions to reduce unnecessary caesarean section". Nous citons cette présentation qui est en lien avec le projet Quali-dec.
- Meyer JB. Audition à la CNCDH, Commission consultative des droits de l'homme sur « Numérique et inégalités dans l'enseignement supérieur ».
- Robin N. 2018, Réunion thématique de Haut-Niveau. Les causes profondes de la migration dans la région du Processus de Rabat, 22-24 octobre 2018, Paris, France Commission Européenne-ICMPD.
- Ridde V. Roundtable on advancing health policy process research. Special Session. Advancing Health Policy Process Research. 5th Global Symposium on Health Systems Research 2018. October 8 / 2018, Liverpool UK.
- Ridde V. Global Health Promotion journal invites you to watch the Webinar, Health Promotion Perspectives on the COVID-19 pandemic. July, 21th 2021.
- [https://www.youtube.com/live/tyurY5yl\\_qc?feature=share](https://www.youtube.com/live/tyurY5yl_qc?feature=share)
- V. Petit. Invitation à des sessions sur le Sénégal dans un séminaire en ligne (Mai 2022-2023, en cours) : Series on Models of Environmental Migration, Disentangling Environmental Change and Social Factors as Drivers of Migration in West Africa (projet NSF de collègues aux États-Unis (Alex de Sherbinin (Columbia), Andrew Bell (Boston University) et Nicolas Choquette-Levy (Princeton)).
- Pérouse de Montclos M.-A. « Le Maghreb en danger de déstabilisation : un point de vue sahélien », Sénat, Palais du Luxembourg, 1er décembre 2018 (Invité).

- Pourette D., « Les défis du transfert de connaissances scientifiques. Réflexions à partir d'un projet en cours (Madagascar, Maurice) », présenté à *Conférence internationale de la Fondation Croix rouge française : Transition humanitaire dans l'océan Indien : enjeux, acteurs et dynamiques*, Saint-Denis, La Réunion, juillet 2021. <https://www.fondation-croix-rouge.fr/conference-internationale-fondation/>. Conférencière invitée
- Franck Temporal lors d'une *Special session "Social ties, family reunification, and housing conditions among international migrants" at the 2021 IUSSP International Population Conference*.

La présence des chercheurs du Ceped à l'AFRAVIH 2022 (Conférence française sur l'épidémie de VIH) a été très visible<sup>6</sup>. Plusieurs chercheurs du Ceped y ont présenté les travaux dans le cadre du projet ATLAS et du projet MAKASI. Joseph Larmarange a été invité en séance plénière : « Santé sexuelle : un enjeu au-delà des infections ». Il a aussi été élu en 2020 membre du conseil d'administration de l'association AFRAVIH qui porte cette conférence et a fait partie du comité de pilotage de l'édition 2022 de la conférence à Marseille.

Citons enfin une récente invitation qui a été faite au DU du Ceped à une table ronde<sup>7</sup> dans une journée très politique organisée par le CNRS et l'IRD sur les enjeux de la coopération entre la France et l'Afrique dans le cadre de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne par le CNRS et l'IRD, pour les représentants de l'enseignement supérieur et de la recherche africains et européens (29 juin 2022).

### Organisation de manifestations scientifiques

Plusieurs chercheurs du Ceped ont été impliqués dans l'organisation du Colloque international de 3 jours *Globalisations plurielles et circulations des idées, des savoirs et des normes*. Organisé par la Fédération Sciences sociales aux Suds (F3S) 11-13 septembre 2019 à Paris. Labellisé 75 ans de l'IRD. Membres du comité d'organisation et/ou du comité scientifique : Pierre Guidi, Mina Kleiche-Dray Pénélope Larzillière, Étienne Gérard. De plus, Mathieu Quet et Hamidou Dia et Véronique Duchesne en présentateur de communications. Ce colloque était essentiel pour le Ceped puisque sa thématique est la principale thématique de ce quinquennal. Il a réuni à Paris plus d'une centaine de participants et 45 communications orales en provenance de plusieurs pays.

Autre colloque avec une forte participation collective du Ceped : en 2018, Annabel Desgrées du Loû, Anne Gosselin, Pierre de Beaudrap et Joseph Larmarange ont organisé un colloque de deux jours intitulé *Parcours de vie et santé : apport des méthodes biographiques en santé publique* qui a réuni une centaine de chercheurs.

Au total sur la période 2017-2022, nous avons relevé 109 colloques et séminaires internationaux organisés par trente (30) chercheurs. Huit d'entre eux ont organisé 5 ou plus colloques. Nous signalons quelques exemples des colloques, sessions ou séminaires internationaux organisés par nos chercheurs, qui ont été réalisés en lien avec des sollicitations de la part du monde politique.

- V. Cicchelli a organisé le colloque « Alternative Cultural Globalization : From East Asia to Europe » (GRIP/MCC) (Paris, 14-16 décembre 2022). Le colloque a obtenu le soutien du ministère de la Culture.
- Hamidou Dia : Membre du comité scientifique du colloque international « Générations diasporas » organisé par le ministère français des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI), l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et le Forum des associations issues de l'immigration (FORIM) organisé le 31 mars 2017 au Musée de l'histoire de l'immigration à Paris.
- Nathalie Bernard-Maugiron à Paris, 6 octobre 2017, co-organisatrice d'un colloque sur La justice administrative dans le monde arabe, avec le Centre Maurice Hauriou pour la recherche en droit public de la Faculté de droit de l'Université Paris Descartes, le Conseil d'État français, en partenariat avec les juridictions administratives d'Algérie, d'Égypte, du Liban, du Maroc et de Tunisie (financé par la Direction du département Société de l'IRD, le Ceped, le Centre Maurice Hauriou pour la recherche en droit public et l'Université Paris Descartes).
- Michelle Auzanneau : Plurilinguismes en migration et en internationalisation : conversations sur les liens entre la recherche et l'action publique, Pré-colloque, le 3 mai 2022, 14h – 17h (événement bilingue et bimodal), en collaboration avec Lia Varela, (université Tres de Febrero) et Monika Jezak (Université d'Ottawa (dans le cadre du projet Pilap).

Les personnels en affectation à l'étranger peuvent aussi avoir l'occasion d'organiser des colloques et séminaires avec des partenaires.

- Pierre Guidi est co-organisateur avec Rahwa Mussie (Univ Addis Abeba) du panel « Gender and social justice », International Conference of Ethiopian Studies, Université de Mekele, Éthiopie, 2-5 octobre 2018.

<sup>6</sup> Site de l'IRD <https://www.ird.fr/afraviv-2022-faire-reculer-les-epidemies-de-vih-dhepatites-et-de-virus-emergents>. Sur YouTube : <https://www.youtube.com/playlist?list=PLFETrGic8SII1OsVmGi2OzGBIIDQTYWmi>

<sup>7</sup> <https://youtu.be/XqZSr8FEWl4>

## Responsabilités éditoriales

Tous les membres titulaires du Ceped occupent des responsabilités éditoriales dans des revues ou des collections d'ouvrages.

Plusieurs membres du Ceped appartiennent au comité de rédaction de la **REMI** (*Revue Européenne des Migrations Internationales*) (Temporal, Petit, Charbit...), dont Véronique Petit a été rédactrice en chef (2014-2019). Marc-Antoine Pérouse de Montclos a été rédacteur en chef de la revue **Afrique contemporaine** (2018-2019). Laëtitia Atlani-Duault est fondatrice et co-rédactrice en chef de la revue **Socio** (Fondation Maison des Sciences de l'Homme) dont plusieurs membres du Ceped font également partie du Comité de rédaction. Vincenzo Cicchelli est rédacteur en chef de la revue **Youth and Globalisation**. Valéry Ridde est rédacteur adjoint de **BMJ Global Health**. Depuis 2017, S. Boulay est rédacteur en chef des **Cahiers L'Ouest saharien**.

Trois revues sont proches du Ceped par leur histoire :

- Les **Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs** dont Étienne Gérard et Pierre Guidi sont rédacteurs en chef ; Hamidou Dia en avait été rédacteur en chef (2014-2022). Mais les CRES n'auraient sans doute pas existé sans l'initiative de Bernard Schlemmer et d'Étienne Gérard qui appartenaient alors à la même équipe « [Savoirs et développement](#) » de l'IRD qui regroupait des chercheurs sur l'éducation et sur les politiques de recherche et les savoirs, tous intégrés au Ceped entre 2010 et 2012.
- La **Revue d'anthropologie des connaissances**. R. Arvanitis est membre fondateur du comité de rédaction et a été son rédacteur en chef (2007-2013). Mathieu Quet a récemment rejoint le comité de rédaction de la Revue, dont fait aussi partie Mina Kleiche-Dray.
- La revue **Autrepart**. Dans les dernières années de son existence jusqu'à sa disparition, Nolwen Henaff a été la rédactrice en chef de la revue *Autrepart*, revue multidisciplinaire de sciences sociales sur les pays du Sud qui était l'héritière des Cahiers de Sciences Humaines de l'ORSTOM créés en 1963. La revue *Autrepart* lui a succédé en 1985. Elle était hébergée au Ceped depuis longtemps.

Tous les chercheurs du Ceped sont membres des comités de rédaction ou conseils scientifiques de revues dans leur domaine d'expertise :

- **Santé** : *BMJ Global Health* (revue de référence), *La Revue d'épidémiologie et de santé publique (revue de référence en France)*, *Anthropologie & Santé* (revue importante pour les travaux du Ceped), *Revista Gerencia y Políticas de Salud* (Colombie), *AIDS* (Une importante revue multidisciplinaire dédiées au VIH),
- **Migrations** : *Revue Européenne des Migrations Internationales*, *Hommes et Migrations (Musée National de l'Histoire de l'immigration)*, *Migrating Minds : Journal of Cultural Cosmopolitanism* (Georgetown University).
- **Démographie** : *Population* (revue française de référence dans le champ de la démographie), *Chinese Population and Development review*, *Demography India*.
- **Monde arabe, Monde africain** : *Afrique contemporaine*, *Politique africaine*, *Cahiers d'études africaines*, *Arab Law Quarterly*, *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, *L'Ouest Saharien*, *Annales d'Ethiopie*, *Revue Tsingy (océan Indien)*.
- **Sociologie et anthropologie** : *Comparative Sociology*, *Lectures Anthropologiques*, *Socio* (Fondation Maison des Sciences de l'Homme) dont plusieurs membres du Ceped font également partie du Comité de rédaction, *Monde Commun* (revue d'anthropologie destinée au grand public) compte également plusieurs membres du Ceped dans son comité scientifique,
- **Culture et jeunesse** : *Jeunes et Mineurs en Mobilité/Young people and children on the move* (MIGRINTER Poitiers), *Youth and Globalisation*.
- **Multidisciplinaires** : *Revue Canadienne d'Évaluation de Programme*, *International Journal of Research Without Boundaries* (University of Maiduguri, Nigeria), *Afkar Wa Affak* (Université d'Alger), *Wolaita Sodd University Journal of Social Sciences* (Éthiopie), *Paedagogica Historica*.
- **Sciences politiques** : *Politique Africaine*, *Small Wars & Insurgencies*, *Questions internationales* (La Documentation française), *Populism* (Brill)
- **Linguistique** : *Langue et discours* (Tlemcen, Algérie), *Glottopol* (Rouen), *Langage et société* (MSH), *Le français en Afrique - Revue du Réseau des observatoires du français contemporain en Afrique*, *Cuadernos de literatura - revista de estudios lingüísticos y literarios* (Argentine)
- **Gestion** : *Recherches en Sciences de Gestion-Management* (revue classée FNEGE et AERES rang 3), *Revue de l'Entrepreneuriat*.

Certains chercheurs sont directeurs ou directrices de collections d'ouvrages :

- V. Cicchelli de la collection *Youth in a Globalizing World* et des Short monographs: BRILL Research on Global Youth. Il appartient au comité scientifique de deux collections en Italie : Membre du comité *Motus* (Meltemi Editore, Milan) et *Globus* (Mimesis Editore, Milan, Italie).
- O. Leservoisier de la collection anthropologique "Connaissance des hommes", L'Harmattan.
- Laëtitia Atlani-Duault a créé et co-dirige la collection « Le (bien) commun » aux Editions de la MSH.
- Marc-Antoine Pérouse de Montclos est responsable scientifique de la collection *Afrique(s)* aux éditions de la FMSH depuis 2021 <https://www.fmsch.fr/fr/actualites?programmes=31832>

- Yves Charbit a créé et codirige les collections *Populations*, L'Harmattan, et *Demographic transformations and Socio-economic Development*, Springer.

Il faut mentionner la collection des *Working Papers* du Ceped (<https://www.cped.org/wp>), initiée en 2009 qui a pris progressivement une place importante par la possibilité qu'elle offre de pré-publication ou de publication de rapports (remaniés). Nous en sommes au n° 54 publié en 2023. Depuis 2009, Joseph Larmarange est coordonnateur de la collection ; les membres du comité de rédaction reflètent les trois axes du Ceped. Les titres de la collection donnent une bonne idée de la dynamique thématique de l'UMR.

- 2023 #54 Le déclassement professionnel parmi les immigrés en France : une approche par méthodes mixtes - I. Malroux, É. Auriol-Desmulier et Anne Gosselin pour le groupe COTIDIES
- 2022 #53 Défis de la distribution des autotests VIH pour le dépistage des cas index lorsque le partage du statut VIH est faible : résultats préliminaires d'une étude qualitative à Bamako (Mali) dans le cadre du projet ATLAS - S. Boye, S. Bouaré, O. Ky-Zerbo, N. Rouveau, A. Simo Fotso, M. d'Elbée, (...)
- 2022 #52 Décrire, analyser et comprendre les effets de l'introduction de l'autodépistage du VIH en Afrique de l'Ouest à travers l'exemple du programme ATLAS en Côte d'Ivoire, au Mali et au Sénégal - N. Rouveau, O. Ky-Zerbo, S. Boye, A. Simo Fotso, M. d'Elbée, M. (...)
- 2022 #51 Les enjeux politiques de la démographie des religions au Nigeria - M. Pérouse de Montclos
- 2021 #50 La riposte nationale contre la COVID-19 au Sénégal : de la formulation à sa mise en œuvre - V. Ridde & A. Faye
- 2020 #49 La population et le pouvoir de Platon à Marx - Y. Charbit
- 2020 #48 Les Effectifs étudiants en Afrique au XXIe siècle : évolution passée et exercice de prospective - J. Meyer, M. Pilon & A. Ravalihasy
- 2020 #47 Vieillesse de la population mondiale et développement - F. Sandron
- 2020 #46 L'enseignement supérieur au Maroc : état des lieux et comparaison public/privé - C. Pellegrini, M. Alazali & JB Meyer
- 2020 #45 La médiation en santé : contours et enjeux d'un métier interstitiel. L'exemple des immigrés vivant avec le VIH en France - M. Gerbier-Aubanc
- 2020 #44 Une cartographie de quelques méthodes de revues systématiques - L. Belaid & V. Ridde
- 2019 #43 Observing and Funding African Research - R. Arvanitis & J. Mouton
- 2019 #42 « La ruée vers l'Europe » : la démographie africaine, bouc émissaire du populisme xénophobe et raciste - Y. Charbit
- 2019 #41 Worksite HIV testing in Côte d'Ivoire: from medical power to social control - A. Bekelynyck
- 2018 #40 La Couverture universelle en santé au Sahel : la situation au Mali et au Sénégal en 2018 - C. Deville, F. Hane, V. Ridde, L. Touré
- 2018 #39 Étudier la structure des ménages en Inde à partir de l'enquête DLHS-3 - T. Licart
- 2018 #38 Prendre la mesure d'un tournant biographique : l'impact du VIH/sida sur les trajectoires de vie des immigrés subsahariens - A. Gosselin, A. Desgrées du Loû et Eva Lelièvre pour le Groupe Parcours
- 2018 #37 Une Mobilité d'une remarquable singularité : les mineur(e)s de l'Afrique subsaharienne aux rives sud de la Méditerranée - N. Robin et P.Y. Louis
- 2017 #36 Étudier les migrations de Syrie au Liban : propositions méthodologiques - L. Kabbanji et L. Drapeau

### **Participations à des instances de pilotage de la recherche, d'évaluation pour les recrutements et membre de comité type comité national CNRS, CSS4 de l'IRD, CNU, etc.**

Vingt-neuf de nos chercheurs nous ont répondu et sans être exhaustifs nous avons relevé 94 participations à des instances de pilotage de la recherche, et d'évaluation en vue du recrutement de chercheurs, spécialistes, enseignants. Nous avons effectué ce décompte en éliminant les nominations à des comités ad-hoc pour des évaluations de projets pour un appel à projets particulier. Nous avons aussi omis les participations à des conseils scientifiques de projets (parfois d'envergure). Nous ne mentionnerons de noms que pour les positions de direction.

**IRD :** Notre collègue Mina Kleiche-Dray est directrice adjointe au département Société et Mondialisation de l'IRD. Deux chercheurs sont membres du Conseil scientifique de l'IRD. Dans la période 2017-2022 deux Commissions sectorielles différentes de SHS (CSS4) ont été élues/nommées ; toutes les CSS4 ont compté sur plusieurs membres du Ceped. L'actuelle CSS4 compte 3 membres élus, dont la Présidente jusqu'en 2022, Myriam de Loenzien. La précédente a eu également deux membres élus du Ceped. Notre collègue Véronique Petit a été nommée représentante de l'IRD dans le comité de pilotage Observatoire National du Dividende Démographique du ministère de l'Économie, du plan et de la coopération (Sénégal, depuis 2021-). L'IRD a créé des Communautés de savoirs thématiques (COSAV) ; celle sur les migrations était dirigée par A. Desgrées du Loû jusqu'en mars 2023. Un membre du Ceped est aussi membre du Comité opérationnel de formation à distance de l'IRD.

**Université Paris Cité :** Membres de diverses instances de l'Université : 2 membres au Conseil académique de la faculté des Sciences humaines et sociales de l'Université Paris Cité ; 2 membres au Conseil Scientifique Local de la même faculté ; Conseil scientifique de l'UFR LCAO (Langues et civilisations d'Asie Orientale). Global Research

Institute of Paris (UPC) : R. Arvanitis est Président du GRIP; deux chercheurs du Ceped sont membres du Comité de direction. Laëtitiya Atlani-Duault est Présidente de l'Institut ICAM.

Nous listons ci dessous une série de participation à d'autres instances :

- **CNU** : trois membres dans des sections différentes.
- **ANRS** : Président de la CSS14 « Recherches en santé publique et en sciences de l'homme et de la société » (J. Larmarange) - membres des commissions d'évaluations (5 membres, y compris une participation dans la CSS exceptionnelle pour l'évaluation d'appel à projets ANRS dédié à la Covid-19 dans les Suds »
- **Comité consultatif national d'Éthique (CCNE)**
- **Santé publique France** : membre du comité d'orientation et de lien avec la Société (COS)
- **Conseil scientifique Covid19**
- **Comité de veille et d'Évaluation des risques sanitaires (COVARIS)**
- **Think tank santé mondiale 2030.**
- **Inserm** : membre de la CSS 6 « Santé publique, santé des populations ».
- **Consortium Inserm-Reacting** : Membre du comité exécutif
- **IRESP** : membre, nommée par l'IRD au Conseil d'Orientation Scientifique de l'Institut pour la Recherche en Santé publique (IRESP, Paris)
- **SIDACTION** : membres du Conseil d'administration et du Comité Médical et Scientifique
- **Haut Conseil de la Santé publique** : Laëtitiya Atlani-Duault est Vice-Présidente.
- **Mission pour la refondation de la santé publique française**, ministère de la Santé
- **Comité CARE Covid19** du ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur.
- **Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme** : participant aux consultations sur « Equity, Human Rights and Gender Equality ».
- **Initiative – Sida, tuberculose, paludisme / Expertise France** : membre du comité de pilotage
- **CNSF (Collège National des Sages-Femmes)** : membre de la Commission Scientifique
- **Chaire ReAAC** (Burkina Faso) « Research and Action Against Cancer » Membre consultatif scientifique.
- **Réseau français de recherche interventionnelle en santé publique (réseau SO-RISP)** : membre du Comité consultatif scientifique international
- **Institut Sciences de la Santé publique d'Aix-Marseille** : Membre conseil consultatif scientifique
- **Collège d'études mondiales**, Fondation Maison des sciences de l'homme, direct. Laëtitiya Atlani-Duault
- **HCERES** : Conseillère scientifique en anthropologie pour le HCERES; trois chercheurs ont été membre de trois comités d'experts de l'HCERES chargé de l'évaluation de trois unités (Grenoble, Bordeaux, Bretagne).
- **Institut Convergence Migrations (ICM)** : A. Desgrées du Loû a été directrice adjointe de l'ICM. Plusieurs chercheur-es sont « fellow » de l'ICM.
- **HED École des Hautes Études en Démographie** : membre du comité de sélection des étudiants.
- **IUSSP** : participant au CODATA FAIR vocabularies working group
- **CNAV** : Membre du Comité d'évaluation du programme Éclat de la CNAV
- **Agrégation Economie/gestion** : membre de la Commission Management
- **Cinq participations à des GIS (Groupement d'intérêt scientifique)** Études africaines, GS Asie, GIS IFRIS (le DU du Ceped était directeur du GIS IFRIS et du Labex SITES jusqu'à sa prise de fonction au Ceped)
- **Institut d'études de l'Islam et des Sociétés du Monde Musulman (IISMM-EHESS)** : deux membres du Comité de pilotage et un membre du Conseil scientifique.
- **Cercle des Chercheurs sur le Moyen-Orient (CCMO)** : Membre du conseil d'administration
- **Institut de recherche et d'études Méditerranée Moyen-Orient (IREMMO)** : Membre du conseil scientifique
- **Ministère des affaires étrangères (section Afrique)** : Membre et président Membre du bureau du Conseil scientifique.
- **Académie africaine de la pratique du droit international** : Membre experte.
- **MIGRINTER** : Membre nommée du Conseil de laboratoire.

### Lauréats de prix et distinctions

- Nelly Robin (2019) et Laëtitiya Atlani-Duault (2022) ont été nommées Chevalières de la Légion d'honneur. Laëtitiya a aussi été nommée Chevalier de l'Ordre des palmes académiques (2018).
- Alexandre Dumont a été Lauréat du « Birth Day Prize » décerné par la Commission Européenne en 2018, dans le cadre du programme QUARITE. Ce prix de 1 million d'Euros a été utilisé dans la recherche et la mise en route du projet européen Quali-Dec.
- Valéry Ridde a été finaliste au prix MEDEA Awards 2021 pour le MOOC « Transfert des connaissances 1 – Introduction » (voir Portfolio élément 9).
- 2021 N. Robin : Experte scientifique de l'année du Réseau Expertes Sénégal.
- 2019 V. Ridde : Collaborateur du Premio de la Academia de Ciencias de Cuba 2018, pour la collaboration avec IPK sur la science de la mise en oeuvre
- 2018 H. Dia : « Distinguished Professor » par la Beijing Foreign Studies University, juillet 2018.

### Séjours et invitations dans des laboratoires étrangers

Les chercheurs de l'IRD ainsi que les enseignants-chercheurs en délégation à l'IRD peuvent obtenir des missions de longue durée (de 2 mois à un an) ou des affectations à l'étranger (deux à trois ans).

Dans la période 2017-2022, nous avons eu dix missions de longue durée (MLD) (Bénin, Côte d'Ivoire, Maurice, Nigeria (2), Mauritanie, Algérie, Colombie) dont 7 ont été effectuées par des chercheurs IRD et 3 par des enseignants chercheurs.

Nous avons obtenu neuf affectations (Afrique du Sud Côte d'Ivoire, Sénégal (3), Madagascar, La Réunion, Éthiopie, Mexique, Pérou, Inde) dont deux affectations obtenues par des enseignantes-chercheuses (4 ans au Pérou et 3 ans au Sénégal).

Il est important de signaler que la pression est assez forte sur les demandes d'expatriation à l'IRD et qu'au sein de l'UMR nous sommes obligés de classer nos demandes (de 10 à 15 demandes chaque année). De la sorte, l'obtention des séjours, que ce soit court (en MLD) ou long (en Affectation), est à la fois le résultat du choix de l'Institut mais aussi de notre propre Unité. Au Ceped, ce classement des demandes se fait en Conseil d'Unité. À ce jour, contrairement à notre crainte, il n'a pas été l'occasion de déchirements et de conflits, bien que ce soit un exercice difficile dont l'enjeu est fort à la fois pour les candidats aux expatriations que pour l'Unité dans son ensemble.

Les séjours longs à l'étranger représentent aussi l'occasion de construire des partenariats solides. Le fait de rester longtemps « sur place » est aussi l'expression d'un choix à la fois sur les chantiers que nous estimons les plus importants comme pour les thématiques que ces missions et séjours en affectation représentent.

À ces départs à l'étranger financés par l'IRD il est intéressant de signaler que nos chercheurs ont aussi obtenu, de manière plus classique, des positions de « Visiting professor » : Université américaine de Beyrouth, Beijing University of Foreign Languages, Columbia University, Département of Political science de Grinnell College (Iowa, USA), Université de Rome 3, Université de Salerne, Université de Santander, Université de Thessalonique, Seoul National University. Comme on peut le constater, les invitations de ce type ne sont pas, dans le Ceped, toutes vers l'Amérique du Nord. Bien au contraire, on remarquera l'extrême variété des destinations. Cela tient pour beaucoup aux terrains effectués ou à l'existence d'un intérêt particulier de l'université invitante.

## Référence 2. L'unité est attractive par la qualité de sa politique d'accompagnement des personnels.

### Nouveaux arrivants : étudiant es, post-doctorant es, jeunes chercheur es, chargé es de projets...

Les doctorants sont intégrés dans nos projets de recherche en particulier ceux financés. De plus, tous les doctorants ont accès à des financements du labo pour effectuer des travaux de terrain ou bien pour présenter leurs recherches dans des communications à des colloques internationaux.

Étant donné l'ampleur et le nombre important de projets de recherche sur financement extérieur, le Ceped a eu besoin de recruter de nombreux postes doctorants ainsi que des jeunes chercheurs de niveau Master pour coordonner des projets ou participer en tant que chercheurs.

Pendant la période Covid 19 un groupe de travail s'est constitué autour de la question de la précarité des emplois. Il a été animé par de jeunes chercheurs (post-doctorants et chargés de projets).

Les doctorants disposent de leur espace de travail, peuvent obtenir des financements de terrain dans la limite actuellement de 1500 euros (un montant souvent dépassé avec l'accord de la direction de l'Unité), ou pour exposer leurs travaux dans un colloque ou séminaire. Ces aides sont accordées après examen par un comité d'appui aux doctorants. Par ailleurs, les nouveaux venus peuvent demander l'achat d'un équipement informatique.

### Chercheurs invités

Douze chercheurs étrangers ont été invités au Ceped dans la période 2017-2022, pour des séjours de deux à 5 mois (Enseignants chercheurs Allemagne, Pays bas, Argentine, Mexique, Pérou, Venezuela, Afrique du Sud, Sénégal, Liban et Viet Nam). Ces séjours sont souvent liés à des projets spécifiques ou peuvent être, au contraire, l'occasion du lancement d'un projet. Ce sont aussi des moments d'échanges avec des personnes d'exceptions.

Quelques exemples peuvent l'illustrer :

- Une invitation pour travailler sur les ruptures et rébellions dans la mondialisation (avril-juin 2022). [Ari \(Aristide\) Sitas](#), professeur de sociologie à l'Université du Cap (Afrique du Sud), Président du Conseil scientifique des recherches en sciences sociales d'Afrique du Sud, en fin de carrière, très réputé en Afrique du Sud pour son travail en sociologie du travail, avec les syndicats pendant l'apartheid, et qui a eu l'immense honneur de faire partie des quelques personnes ayant accueilli Nelson Mandela à sa sortie de prison. Ari a développé un projet avec notre collègue Wiebke Keim (laquelle est une chercheuse proche du Ceped et qui a soutenu son HDR au Ceped sur les circulations des théories en sociologie) sur les ruptures et rébellions liées à la globalisation dans les pays du groupe de pays BRICS (projet financé comme Chaire Gutenberg de l'Université de Strasbourg et le GRIP). Le Ceped s'est naturellement joint à ce projet en obtenant un appui du GRIP ce qui a permis de faire participer un post-doctorant et un chercheur du Ceped. Plusieurs ateliers se sont déroulés à Strasbourg. Un grand colloque a été annulé pour cause de Covid19 mais a donné lieu à une série d'interviews enregistrés, en ligne, et un ouvrage collectif sera publié à la suite de ce séjour et de missions en Afrique du Sud.
- Un professeur impliqué dans un projet du Ceped (3 mois en 2019 et 3 mois en 2022). [Martin Benavides](#), professeur de sociologie, très connu à Lima (Pérou) au sein d'un institut de recherche connu dans toute l'Amérique latine (GRADE), sociologue spécialiste des questions de formation et d'enseignement supérieur est venu travailler dans deux séjours dans le cadre du projet ESPI sur la privatisation de l'enseignement supérieur dirigé par Étienne Gérard. M. Benavides a été, entre ses visites en France, Superintendant des universités (autorité de contrôle de l'enseignement supérieur du Pérou) et ministre de l'Éducation au Pérou quelques mois après son dernier séjour au Ceped, pour une très brève période. En effet, le gouvernement qui l'avait nommé fut renversé et depuis le Pérou vit une crise constitutionnelle grave. Notre collègue a rejoint un poste d'enseignant à l'Université catholique du Pérou, peut-être la meilleure université du pays.
- Deux invitations, celle de Sarah Dornhof de l'Université Humboldt de Berlin et Kirsten Scheid de l'Université Américaine de Beyrouth ont été réalisées grâce à Pénélope Larzillière qui coordonne un projet multi-situé au Proche Orient sur les circulations globales artistiques. Ces deux invitations ont permis de faire avancer l'ouvrage collectif sur l'art et les protestations, aujourd'hui publié : P. Larzillière (2023). : « [The Global Politics of Artistic Engagement Beyond the Arab Uprisings](#) ». Plusieurs auteurs de l'ouvrage sont aussi des doctorants au Ceped.
- Nous avons accueilli, grâce au programme PAUSE, un Professeur vénézuélien ([Arnoldo Pirela](#)) en danger dans son pays, partenaire de longue date de l'IRD, qui s'est réfugié en France, qui a rédigé au Ceped un ouvrage sur l'histoire économique du Venezuela (un [article](#) a été rédigé avec lui à ce sujet). Nous recherchons un éditeur pour publier ce bel ouvrage d'une exceptionnelle qualité. Si nous avons invité Arnoldo, ce fut non seulement pour lui offrir le refuge dont il avait alors besoin mais aussi pour tenter de faire avancer cette réflexion sur l'interaction complexe entre le pouvoir politique et les opportunités économiques qui se trouvent au cœur de l'exploitation des ressources et du développement technologique.



## Mesures pour l'intégration des différents personnels

Les différentes catégories d'emploi sont très apparentes sur le site du Ceped qui est tenu à jour. Cela nous permet de prendre conscience de la difficulté à gérer un important contingent de CDD. Le groupe de travail sur la précarité créé à l'occasion des manifestations en opposition à la loi LPR s'est consolidé durant les confinements, puis a permis d'aboutir à une plus forte vigilance sur les règles d'embauche et le type de liens qu'entretiennent post-doctorants et chargés de projet avec nos titulaires qui les ont choisis et associés à leurs projets. Nous avons aussi attiré l'attention de nos tutelles, qui ont montré avoir beaucoup de difficultés dans la gestion de la main-d'œuvre additionnelle que représentent les CDD et post-doc, sur la gestion de ces postes. Mais nous constatons encore que les structures de gestion RH ne sont toujours pas au point à ce sujet et notamment au moment des renouvellements des contrats lorsque ceux-ci sont nécessaires. Enfin, nous avons aujourd'hui un livret d'accueil du Ceped, disponible en ligne à tous les membres de l'UMR qui détaille tous les aspects pratiques de l'accueil au Ceped.

De nombreux post-doctorants ont non seulement fait l'apprentissage de la recherche dans nos rangs, mais elles/ils ont pu prétendre se présenter dans les concours de recrutement. Dans la période 2019-2022, trois de nos post-doctorantes ont été recrutées en tant que chercheuses à l'INED : Valentine Becquet, Arlette Simo Fotso et Anne Gosselin. De même, certains post-doctorants ont pu enchaîner sur de beaux post-doctorats dans d'autres UMR (Helena Prado, Koichi Kameda, Jessica Pourraz). Bien que nous n'ayons pas de suivi systématique du devenir des personnes employées temporairement au Ceped, nous maintenons très souvent des liens après leur départ. De plus, pour ceux et celles qui veulent se présenter à des concours IRD ou autres, nous aidons de manière informelle la préparation aux concours.

Nous n'avons pas mis en place de vigilance particulière en matière d'intégrité scientifique, mais nous avons une réflexion sur ce sujet (et même des publications, par exemple, sur la question des conflits d'intérêts). Nous sommes conscients des risques encourus par la course aux publications (revues prédatrices, etc.). Cela dit, nous n'avons pas été confrontés à des dénonciations ou des signalements envers nos chercheurs.

En matière de politique « science ouverte », nous y travaillons pour assurer des accès ouverts à nos publications. Voir le Domaine 3 de cette section d'auto-évaluation.

### Référence 3. L'unité est attractive par la reconnaissance de ses succès à des appels à projets compétitifs.

Comme cela est précisé dans le Domaine 1 de la section d'auto-évaluation de ce rapport, les ressources propres de l'UMR sont presque dix fois supérieures aux dotations récurrentes. L'onglet des ressources financières contient les origines des contrats et subventions qui alimentent nos ressources propres enregistrées par nos tutelles principales (UPC et IRD).

Nous avons obtenu 110 projets financés et la plus grande partie de ces projets ont été obtenus dans les 4 dernières années :

- 26 projets financés par AAP de l'ANRS (dont 3 par l'INSERM)
- 1 projet de l'INCa
- 5 projets financés par SIDACTION
- 9 projets par AAP de l'ANR
- 7 projets par AAP de la Commission européenne (H2020 et Horizon)
- 1 projet ERC
- 14 projets sur appels internationaux d'organismes internationaux : OMS, UNFPA, UNITAID, OIF,...
- 7 projets financés par l'AFD
- 12 projets qui ont été obtenu à l'île de la Réunion sur fonds régionaux FEDER et financements spécifiques de l'océan Indien (Wale Watching project, etc...)
- 9 projets sur les appels de l>IDEX UPC (auxquels il faudrait ajouter le financement des deux Instituts interdisciplinaires GRIP et ICAM.
- 1 subvention du programme PAUSE pour un chercheur en exil
- 17 autres sources de financements comme l'appel Émergence de la Ville de Paris, la fondation sciences po, l'Institut Carnot Migrations (ICM), GIS Asie, GIS Jeux et société, ministère de la Culture, Caisse Nationale d'Assurance Maladie, fondation MUSTELLA.

Les montants cumulés ont peu de sens, car la temporalité des projets est importante pour comprendre la manière dont les projets agissent sur l'activité de notre UMR. Il est important de signaler que tous les chercheurs IRD ont obtenu des financements externes sur appel à projet, ce qui n'était pas le cas il y a 6 ou 7 ans. Presque tous les enseignants-chercheurs également, ce qui est très remarquable étant donné la charge d'enseignement. Il est donc indéniable que le Ceped héberge des chercheurs et EC qui ont développé une grande capacité à obtenir des financements nécessaires pour nourrir les projets qu'ils conçoivent.

Ces contrats ont financé 90 emplois en CDD. En 2022 il y avait 34 contrats en cours en CDD financés par des projets (à noter que le projet ISOPOLIS à La Réunion représente 10 emplois sur l'île).

Nous avons suffisamment expliqué la situation des CDD et Chargé-es de projets qui ont beaucoup augmenté avec la croissance de ces financements. Mais ces financements permettent aussi d'effectuer des enquêtes à l'international et de travailler avec des partenaires. La principale difficulté n'est donc pas d'avoir de nombreux projets et des financements externes mais de les gérer. La plus grande faiblesse que nous avons à affronter concerne la gestion des ressources.

Nous avons aussi déjà mentionné longuement la situation encore précaire de notre pôle de gestion (dans cette partie, Domaine 1 Référence 3). Nous manquons de personnel titulaire en gestion. En absence de toute possibilité d'embauche, nous avons proposé que nos tutelles transforment une partie de nos moyens de fonctionnement en fonds propres en des rémunérations pour un-e chargé-e de projets en CDD. Nous en avons fait l'expérience, c'est donc possible et même bénéfique au-delà de l'aspect purement gestionnaire, car cette personne peut rentrer dans la logique des projets et proposer des améliorations et une rationalisation des modes de gestion.

#### Référence 4. L'unité est attractive par la qualité de ses équipements et de ses compétences techniques.

Le Ceped est connu pour ses compétences dans les domaines qui sont les siens c'est-à-dire les travaux autour de la santé, des migrations et de l'éducation. Au-delà de cette évidence, il est intéressant de réfléchir à ce qui constitue des compétences collectives ou spécifiques du Ceped. Interrogé·es sur ce qui constituerait nos compétences techniques particulières à ce sujet, les chercheurs du Ceped ont une réponse constante revient assez souvent, très bien exprimée par une anthropologue : « Je ne vois pas quelle compétence technique à part considérer les enquêtes de terrain comme compétence technique, ce que je défends personnellement ». Notre marque de fabrique est l'accès au terrain et nous l'enseignons aussi dans le Master POPDEV où les étudiants doivent effectuer deux stages de terrain obligatoires en M1 et M2.

Pour ceux d'entre nous ayant effectué des recherches quantitatives/qualitatives, l'usage de méthodes mixtes est aussi une particularité. Les études pluridisciplinaires multisituées en santé de la reproduction en sont un bel exemple. L'ancrage empirique de nos travaux et la réflexivité sur la pratique de terrain, qui là aussi est pratiquée dans notre Master, découlent de cette expérience du terrain que nous partageons avec des partenaires étrangers. Comme nous l'avons signalé, c'est aussi cet ancrage qui nous assure la pertinence de nos thèmes de recherche.

L'UMR en tant que collectif utilise les compétences techniques que porte l'équipe d'appui à la recherche, équipe aujourd'hui composée de trois personnes : un cartographe, un statisticien et un responsable de la communication. Comme exposé dans la première partie de ce rapport, ces fonctions d'appui à la recherche sont importantes et améliorent la qualité de nos productions. Par exemple, le travail du cartographe nous oblige à réfléchir sur les données. L'analyse statistique proposée par le statisticien permet d'envisager des démarches analytiques plus élaborées.

En ce qui concerne la communication, notre responsable du pôle d'information et d'animation scientifique (PIAS) effectue des activités qui vont bien au-delà de la seule diffusion auprès du grand public. Nous réfléchissons dans le futur à renforcer cette fonction, mais cela suppose un remplacement de Catherine Boutet, notre actuelle responsable du PIAS, après son départ à la retraite. Pendant longtemps, l'IRD et l'UPC nous ont soutenu que ce poste devrait être mutualisé au sein de leurs structures de communication. Nous avons fait la démonstration que la spécificité de nos activités nécessite d'un poste spécifique, qu'il ne s'agit pas de « communication » et que la responsable du PIAS remplit beaucoup d'activités qui allègent le pôle de gestion de l'UMR (mise à jour du site, référentiel de l'Unité, accompagnement des nouveaux arrivants ...) et qu'elle renforce notre présence auprès du public et de nos tutelles. Certaines activités de diffusion comme le *Ceped Page à Page* (présentation des ouvrages) et le *Ceped fait son cinéma* (documentaires et films en lien avec nos travaux ou réalisés par nos propres collègues du Ceped) sont très étroitement effectuées avec les chercheurs mais ne pourraient pas exister sans le travail de la responsable du PIAS au sein de l'UMR.

## Synthèse de l'autoévaluation

Le Ceped est une unité de recherche en croissance qui a accumulé en peu de temps une expérience importante dans la coordination de projets de recherche complexes, sur des terrains variés, avec des équipes importantes. L'Unité est indéniablement attractive et cela est visible dans la grande croissance des projets, la quantité des financements obtenus, la pertinence des sujets abordés. La première conséquence de ces succès a été la croissance du personnel de recherche : post-doctorants, doctorants, personnels d'appui en CDD ont pris leurs marques dans ce nouveau contexte.

Que ce soit avec des doctorants ou avec de jeunes chercheurs, recrutés dans le cadre des projets financés, les questions de gestion du personnel deviennent alors centrales. La crise interne des années 2020-2021, qui a été accentuée par la pandémie de COVID-19, a permis de saisir la situation difficile qu'avait créée cette abondance de projets et la faiblesse de nos moyens en matière de gestion. Lors du séminaire de septembre 2021 au moulin de la Forge, ces questions ont été posées avec acuité et des solutions ont été envisagées collectivement.

L'animation de la recherche en grande partie assurée grâce à un important groupe de jeunes chercheurs permet aussi de faire circuler les idées. Une participation active de certains chercheurs avec les groupes de jeunes a permis de tenir une série d'activités d'animation (séminaire des doctorants, CODOFE) qui ont été organisées grâce aux jeunes chercheurs. Parallèlement, les axes sont le principal lieu d'animation de la recherche : c'est là que l'on peut s'informer du contenu des travaux des autres chercheurs. Enfin, les doctorants comme les autres personnels non-titulaires ont conscience de la volonté de l'UMR d'appuyer les travaux par sa gestion du budget. La pandémie a partiellement désorganisé les multiples autres activités que l'on menait auparavant (Ceped page à page, Le Ceped fait son cinéma...) mais paradoxalement a été un moment d'intenses discussions, d'échanges originaux (comme les séances de Café COVID) et d'obtention de ressources supplémentaires.

Enfin, il est peut-être utile de souligner qu'il existe une culture spécifique au Ceped qui favorise sinon l'entente, du moins la volonté de rester dans la cohésion de l'ensemble de l'Unité, dans sa diversité. Les possibles désaccords n'ont jamais entraîné des guerres intestines ou des conflits larvés. Cette volonté commune est très appréciable en période de crise (comme nous avons pu les vivre). La direction n'a eu que très rarement à intervenir pour gérer des conflits. En réalité, nous sommes chez nous au Ceped.

## Domaine 3. Production scientifique

Référence 1. La production scientifique de l'unité satisfait à des critères de qualité.

Le tableau 3.3.1 ci-dessous reprend les données quantitatives de la bibliographie fournie avec les données de caractérisation de l'Unité.

Tableau 3.3.1. Production totale du Ceped 2017-2022

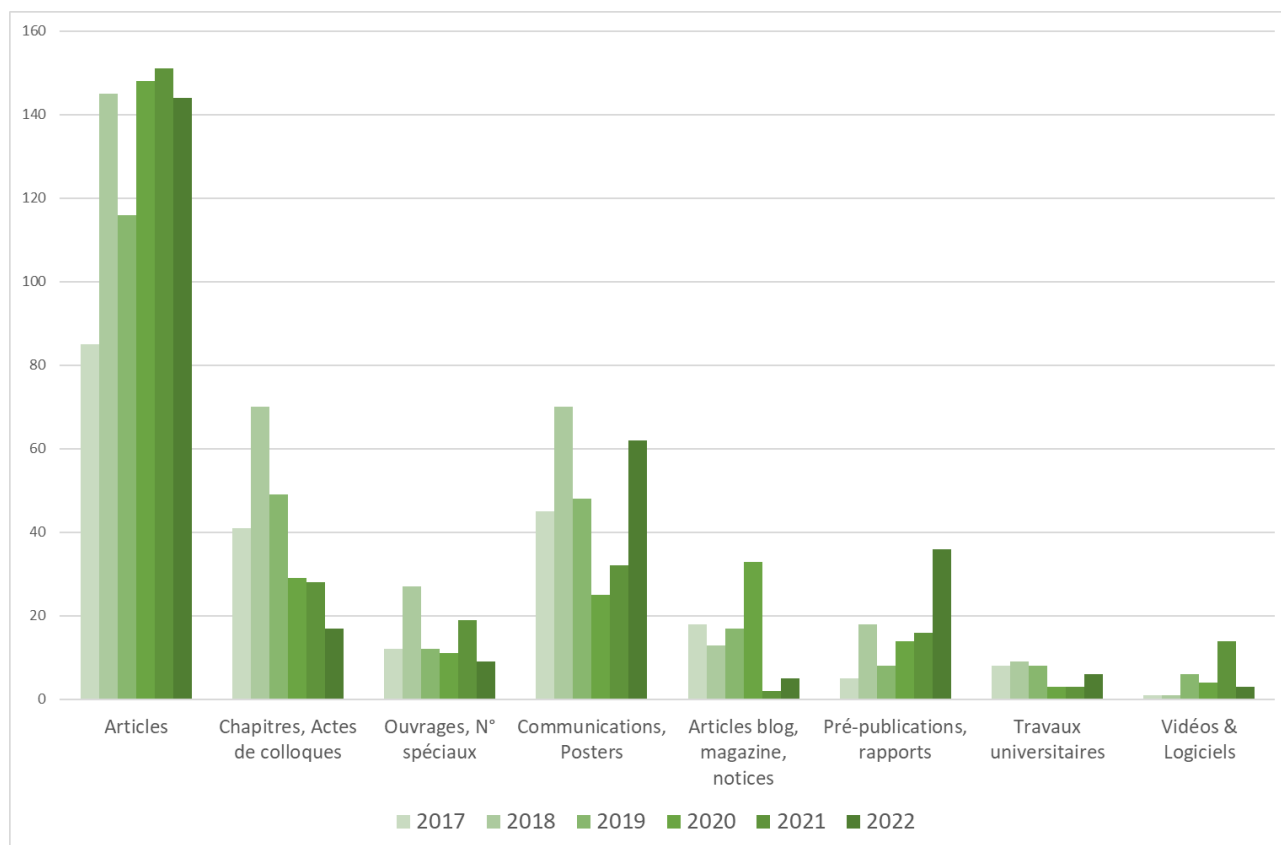
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
<b>Publications</b>	201	325	242	246	232	237	<b>1483</b>
<i>dont articles scientifiques</i>	85	145	116	148	151	144	<b>789</b>
<i>dont chapitres et actes de colloque</i>	41	70	49	29	28	17	<b>234</b>
<i>dont ouvrages et numéros spéciaux de revue</i>	12	27	12	11	19	9	<b>90</b>
<i>dont communications et posters</i>	45	70	48	25	32	62	<b>282</b>
<i>dont articles de blog, de magazine et notices</i>	18	13	17	33	2	5	<b>88</b>
<b>Documents non publiés</b> (pré-publications, rapports)	5	18	8	14	16	36	<b>97</b>
<b>Travaux universitaires</b> (thèses, HDR)	8	9	8	3	3	6	<b>37</b>
<b>Données de recherche</b> (vidéos & logiciels)	1	1	6	4	14	3	<b>29</b>
<b>TOTAL</b>	<b>215</b>	<b>353</b>	<b>264</b>	<b>267</b>	<b>265</b>	<b>282</b>	<b>1646</b>

Après un pic de production observé en 2018 (avec un peu plus de 350 références), la production de l'unité est restée relativement stable autour de 260 à 280 références annuelles (tableau 3.3.1).

En termes de production académique classique (articles scientifiques, chapitres, ouvrages et numéros spéciaux de revue), nous constatons une forte augmentation de la production entre les deux quinquennaux. Le précédent rapport faisait état de 286 articles, 215 chapitres et 79 ouvrages, directions d'ouvrages, directions de numéro spécial pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 30 juin 2017, soit 580 publications sur 5,5 ans, soit une moyenne de 105 publications par an. Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et le 31 décembre 2022, nous comptabilisons 588 articles, 193 chapitres et 78 ouvrages, directions d'ouvrage, directions de numéros spéciaux, soit 859 publications sur 5 ans, soit une moyenne de 172 publications par an. Ce niveau élevé de publication s'est maintenu sur l'ensemble du quinquennat sans interruption (graphique 3.3.1), malgré la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19.

Les données annuelles (graphique 3.3.1) mettent en évidence une croissance des publications sous forme d'articles scientifiques tandis que le nombre annuel de chapitres a décru et que celui du nombre d'ouvrages est resté relativement stable. Parmi les publications académiques classiques (articles, chapitres, ouvrages), les articles représentaient 62% en 2017 contre 85% en 2022. Cette évolution traduit un double phénomène.

Graphique 3.3.1. Production annuelle du Ceped par type de publication 2017-2022



En premier lieu, la production du Ceped a toujours mis en évidence la coexistence de deux régimes de production scientifique au sein de l'unité : d'une part, un mode de production assez classique dans les sciences sociales privilégiant les ouvrages, chapitres d'ouvrage et les numéros thématiques de revue, assez souvent en langue française ; d'autre part, un mode de production plus proche des sciences médicales qui privilégient les articles en langue anglaise dans des revues internationales. Or, la part des articles et des chapitres sur des thématiques liées à la santé a légèrement augmenté depuis 2017 (graphique 3.3.2) : 47% des articles et chapitres sur 2017-2019 contre 53% sur 2020-2022. Cela est notamment lié au fait que l'axe Santé a plus bénéficié de recrutements de post-doctorants et jeunes chercheurs que les autres axes.

Mais surtout, nous constatons une évolution des modes de publications (graphique 3.3.2) tant sur les thématiques liées à la santé (le ratio articles/chapitres a augmenté de 4,3 articles pour un chapitre sur 2017-2019 à 11,7 sur 2020-2022) que sur les autres thématiques de l'unité (de 1,3 article pour un chapitre en 2017-2019 à 3,8 sur 2020-2022). Alors que les publications sous forme d'articles et de chapitres étaient du même ordre de grandeur pour les thématiques en dehors du champ de la santé sur 2017-2019, les articles sont devenus la forme de publication majoritaire sur 2020-2022.

L'hybridation entre SHS et sciences médicales semble donc pousser à ce nouveau régime de production plus internationalisé, avec des articles multi-auteurs, dans des revues anglophones. La part des articles scientifiques en langue anglaise est passée de 48% en 2017 à 65% en 2022 (tableau 3.3.3). Cette augmentation de la langue anglaise s'observe également pour les chapitres d'ouvrage : 5% des chapitres en 2017 contre 53% en 2022 (tableau 3.4). Nous constatons également une augmentation des chapitres publiés dans des langues autres que français et anglais : 3% en 2017 vs 18% en 2022.

Il en est de même pour les articles multi-auteurs (graphique 3.3.3) : 175 articles (soit 22% de la production totale d'articles) ont été publiés avec un seul auteur, 215 articles (28%) avec deux ou trois auteurs et 382 articles (49%) avec 4 auteurs ou plus. Les articles avec un nombre élevé de co-auteurs s'inscrivent le plus souvent dans des projets de recherche avec un financement externe important et un nombre élevé de partenaires (voir à titre illustratif l'élément 1 du Portfolio, un article de langue anglaise avec dix co-auteurs dans le cadre du projet MAKASI).

Graphique 3.3.2. Évolution du nombre d'articles et de chapitres entre 2017-2019 et 2020-2022, par thématique

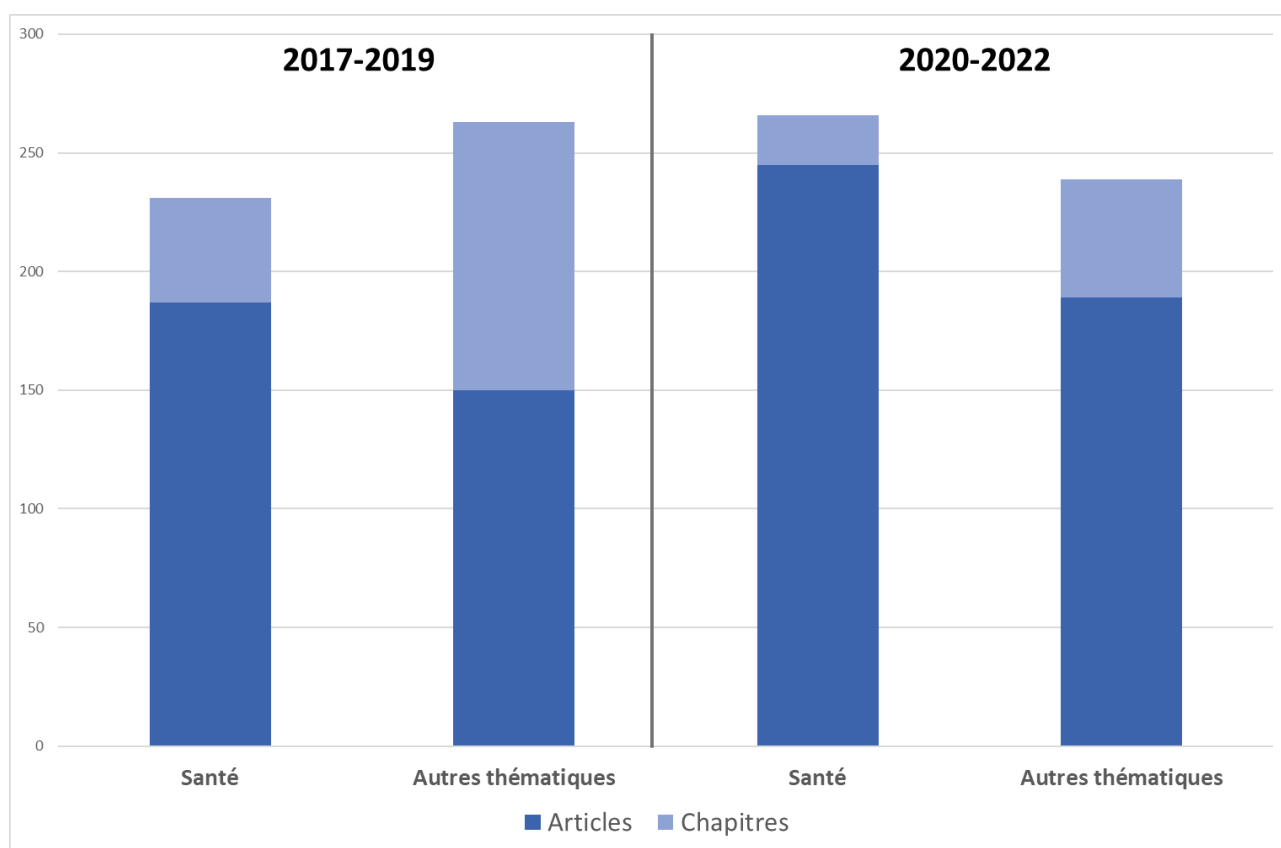


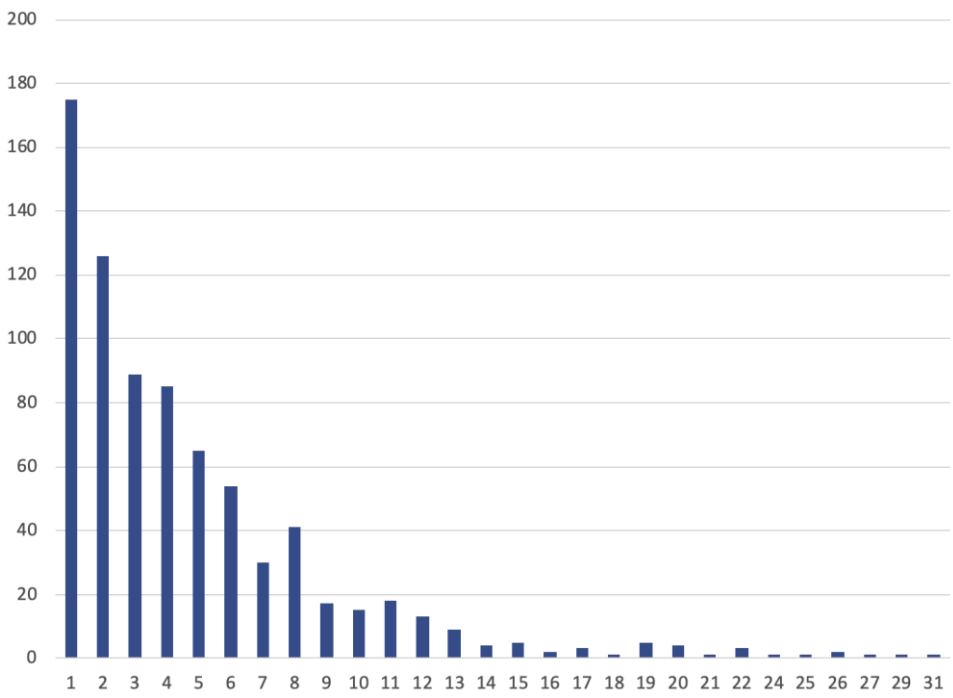
Tableau 3.3.2. Répartition des articles scientifiques par langue Ceped 2017-2022

Langue	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Ensemble
Anglais	48%	62%	60%	63%	56%	65%	60%
Français	50%	36%	39%	34%	42%	34%	38%
Autres	2%	1%	2%	3%	2%	1%	2%

Tableau 3.3.3. Répartition des chapitres d'ouvrages collectifs par langue Ceped 2017-2022

Langue	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Ensemble
Anglais	5%	19%	18%	50%	38%	53%	25%
Français	93%	79%	71%	43%	46%	29%	68%
Autres	3%	1%	10%	7%	15%	18%	7%

Graphique 3.3.3. Nombre d'articles scientifiques selon le nombre d'auteurs





## Référence 2. La production scientifique de l'unité est proportionnée à son potentiel de recherche et correctement répartie entre ses personnels.

De manière cohérente, le nombre moyen de publications par personne dépend fortement du statut des auteurs (tableau 3.3.4). Sur la période 2017-2022 (6 années), les chercheur·es ont publié en moyenne 25 articles, chapitres et/ou ouvrage chacun, soit plus de 4 en moyenne et par an. La production des enseignant·e-chercheur·es, qui ont une charge d'enseignement importante en plus de leurs activités de recherche, est environ moitié moindre : 11,9 publications en moyenne sur 6 ans, soit environ 2 par EC et par an.

Les post-doctorant·es ont également une production élevée, 8,4 publications en moyenne, d'autant plus que la majorité reste moins de 3 ans dans l'unité (les contrats des post-doctorant·es durent le plus souvent entre 12 et 36 mois).

La production scientifique des doctorant·es a fortement évolué par rapports aux précédents quinquennaux. Il était alors fréquent pour les doctorant·es de ne pas publier d'articles scientifiques ou de chapitres pendant la thèse, en privilégiant la publication de la thèse sous forme d'ouvrage après la soutenance. Aujourd'hui, les doctorant·es sont invité·es à publier des articles scientifiques et/ou des chapitres pendant leur thèse. C'est d'ailleurs une nécessité pour les doctorant·es de l'ED 393 qui doivent avoir au moins deux publications pour pouvoir soutenir. Le nombre moyen d'articles et de chapitres publiés par doctorants est, en moyenne, supérieur avec 3,6 publications sur 2017-2022.

Le niveau de publications des personnels d'appui se situe entre celui des post-doctorant·es et des doctorant·es (5,8).

Il est à noter que le fort niveau de publications des chercheur·es et EC est fortement influencé par le fait que nombre d'articles sont co-écrits et donc que les publications des doctorant·es et post-doctorant·es sont le plus souvent co-signés avec un chercheur senior (place de dernier auteur notamment dans le champ de la santé).

Tableau 3.3.4. Publications du Ceped par statuts des auteurs sur la période 2017-2022

Statut	Publications	Individus	Moyenne publications/personne
Enseignant·e-Chercheur·es	190	16	11,9
Chercheur·es	859	34	25,3
Doctorant·es	155	43	3,6
Post-doctorant·es	234	28	8,4
Personnel d'appui (y compris IE et masterants)	64	11	5,8
<b>Total</b>	<b>1118*</b>	<b>132</b>	<b>8,47</b>

Note : concerne uniquement les articles, direction d'ouvrages et dossiers de revues, ouvrages en nom propre et chapitres d'ouvrage collectifs. (\*) Les publications par statut des auteurs ne s'additionnent pas, chaque publication étant comptée autant de fois qu'il y a d'auteurs de statuts différents.

Le tableau 3.3.5 présente les principales revues de publication. On y trouve à peu près deux tiers de revues anglophones pour un tiers de revues francophones.

Les articles du domaine de la santé sont plus concentrés dans quelques revues principales : ainsi, 40% de la production est publiée dans 14 revues, alors que pour l'ensemble des autres domaines du Ceped, 40% de la production est dispersée dans 37 revues différentes. Évidemment, même si ce chiffre s'explique en partie par le fait que nous rassemblons ici de manière un peu artificielle, les divers « autres » domaines en une seule catégorie ; il n'en reste pas moins que les sujets de recherche de la santé dans toutes ses acceptations se situent dans un champ avec beaucoup plus de ressources disponibles pour la recherche, plus de revues et aussi une plus forte compétition.

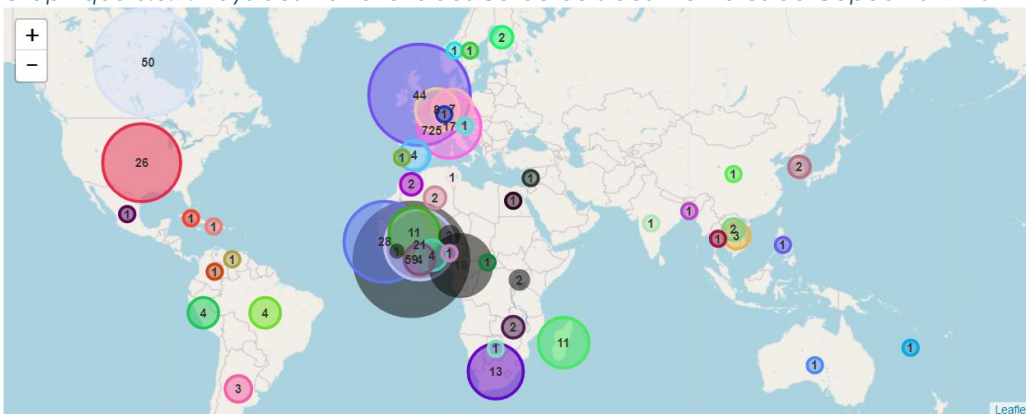
Soulignons toutefois que les revues les plus connues dans tous les domaines se trouvent parmi les 380 revues dans lesquelles les chercheurs du Ceped ont publié.

Le graphique 3.3.7 permet d'illustrer les collaborations internationales de l'Unité à partir du pays des institutions de rattachement des personnes ayant co-publié avec des membres du Ceped : outre des collaborations européennes et nord-américaines, ce graphique montre de fortes collaborations en Afrique subsaharienne mais également en Asie, Amérique latine, Afrique du Nord et Moyen-Orient, reflétant la diversité des terrains de l'Unité.

Tableau 3.3.5. Liste des revues scientifiques avec 3 articles publiés ou plus

REVUE	NB.	REVUE	NB.
Santé publique	20	Population	4
BMJ Global Health	19	Science, Technology and Society	4
PLOS One	19	AIDS Care	4
BMJ Open	17	Canadian Journal of Public Health	4
European Journal of Public Health	14	Frontiers in Public Health	4
Anthropologie et Santé	12	Global Public Health	4
Health Policy and Planning	12	Health Economics Review	4
Infectious Diseases of Poverty	9	International Journal of Infectious Diseases	4
Social Science & Medicine	9	Journal of Global Health Reports	4
Politique africaine	8	Journal of the International AIDS Society	4
BMC Public Health	8	L'Homme	3
Global Health Promotion	8	L'Ouest Saharien	3
International Journal for Equity in Health	8	Langage et société	3
Revue d'Épidémiologie et de Santé publique	8	Migrations Société	3
The Lancet Public Health	8	Plein Droit	3
Autrepart	7	Réseaux : communication, technologie, société	3
Revue Européenne des Migrations Internationales	7	Socio	3
Revue internationale des études du développement	7	AIDS and Behavior	3
The Conversation	7	BMC Medical Research Methodology	3
Afrique contemporaine	6	BMC Women's Health	3
Critique internationale	6	Canadian Journal of Bioethics	3
Revue d'anthropologie des connaissances	6	Face à face. Regards sur la santé	3
De Facto	5	Globalization and Health	3
AIDS	5	International Journal of Environmental Research and Public Health	3
BMC Health Services Research	5	International Journal of Health Planning and Management	3
Gynécologie Obstétrique Fertilité & Sénologie	5	PLOS Global Public Health	3
Health Research Policy and Systems	5	PLOS Neglected Tropical Diseases	3
International Journal of Health Policy and Management	5	Revue francophone de recherche sur le transfert et l'utilisation des connaissances	3
Tropical Medicine & International Health	5	Sciences sociales et santé	3
Cahiers d'études africaines	4	SSM - Population Health	3
Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs	4	The Lancet	3
Études : revue de culture contemporaine	4		

Graphique 3.3.7. Pays des institutions des co-auteurs des membres du Ceped 2017-2022



Source : <https://hal.science/Ceped/>, à partir de 725 références

### Référence 3. La production scientifique de l'unité respecte les principes de l'intégrité scientifique, de l'éthique et de la science ouverte. Elle est conforme aux directives applicables dans ce domaine.

Actuellement, nous n'avons pas de politique intégrale établie en matière de science ouverte, mais nous avons des pratiques qui méritent d'être mieux réfléchies, partagées et qui, dans certains cas, devraient être systématisées.

Ces questions ont déjà été en partie abordées dans la section « Une attention croissante aux enjeux de la science ouverte » du domaine 1 de l'auto-évaluation.

Comme précédemment évoqué, l'Unité développe de plus souvent des plans de gestion de données dans le cadre de ses projets. Une attention est portée au cadre réglementaire (notamment RGPD) et à la question de l'archivage des données, notamment sur les plateformes Zenodo<sup>8</sup> et DataSuds<sup>9</sup>.

Concernant le recensement des publications des membres du Ceped, l'Unité a entamé en 2023 une transition vers la plateforme nationale HAL : <https://hal.science/Ceped>

Pour ce qui est des publications, la question de l'open access (OA) est compliquée. En effet, dans les travaux essentiellement de l'Axe Santé, les grands éditeurs de revues scientifiques ont transformé l'Open access en une source de profits bien plus rentable que la publication et les abonnements papier. Les frais de publication (ou Article Processing Charges, APC) sont devenus systématiquement plus chers pour une publication en ligne « ouverte ». L'Open access Gold est donc devenu la norme au détriment des publications en Open Diamond c'est-à-dire gratuites pour les auteurs et les lecteurs.

La difficulté pour les revues Diamond est qu'elles doivent obtenir des sponsors généreux ou des subventions publiques. En France, en SHS, un mouvement en faveur de l'OA Diamond s'organise autour de la plateforme OpenEdition.org. Mais ce n'est absolument pas le cas des revues en santé publiées par les éditeurs comme Elsevier ou Springer, sans parler des éditeurs nouveaux venus comme Frontiers. De nouveaux systèmes se sont mis en place comme *Peer Community In* (<https://peercommunityin.org/>) qui proposent un système de *preprint* relus, évalués puis publiés en OA Diamond. PCI est notamment appuyé financièrement par l'IRD et l'Inserm. À ce jour, il n'existe pas encore de PCI génériques en sciences sociales, mais la PCI *Infections* créée mi-2022 pourrait accueillir une partie des travaux de l'axe santé.

On remarquera que le Ceped a publié dans des revues de tous les grands éditeurs scientifiques. Le choix de ces revues a été dicté par la cible que les auteurs cherchent à atteindre.

À ce jour, l'Unité accorde au coup par coup des subventions aux auteurs qui demandent à publier dans des revues payantes. La subvention de l'Inserm a été entre autres dirigée à cette fin puisque la plupart de ces revues se situent dans le domaine de la santé. De même, nous utilisons une partie de notre dotation pour appuyer la correction et l'édition (copy editing) des articles pour qu'ils ne soient pas rejetés pour cause de mauvais anglais. Nous le faisons souvent avec une entreprise (American Journal Expert) qui attribue un certificat de qualité linguistique aux articles édités par ses soins. Ce certificat est accepté par la plupart des grands éditeurs scientifiques anglophones dans les revues dans lesquelles nos auteurs cherchent à être publiés.

Il reviendra à la prochaine direction de réfléchir à une politique plus systématique, mais pas nécessairement moins coûteuse. Le CNRS a entrepris une démarche en ce sens. L'UPC et la Faculté SHS également. L'IRD conduit en 2023 une expérience pilote de forfait institutionnel des APC avec PLoS et Elsevier. L'Unité a déjà engagé des pourparlers avec les responsables de ces questions. Enfin, le GRIP a entrepris une grande enquête sur les difficultés actuelles que doivent affronter les communautés scientifiques d'Amérique latine et d'Afrique. L'enquête devrait être réalisée en 2023 et à partir de 2024, l'analyse des résultats devrait se faire en accord avec des chercheurs du Nord, en particulier en France et en Suède et des spécialistes de l'OA. Ces réflexions pourront alimenter une politique en matière de science ouverte.

---

<sup>8</sup> <https://zenodo.org/communities/ceped/>

<sup>9</sup> [https://dataverse.ird.fr/dataverse/umr\\_ceped](https://dataverse.ird.fr/dataverse/umr_ceped)

## Synthèse de l'autoévaluation

Les publications du Ceped sont abondantes et ciblées. Elles concernent nos pairs scientifiques mais un effort a été entrepris pour participer à une plus large diffusion des résultats et participation aux débats publics. L'effort principal a été de consolider la qualité des publications ce qui est absolument nécessaire pour assurer notre crédibilité scientifique, mais également pour que nos résultats puissent être repris par des décideurs publics et transformer en politiques et recommandations.

La production foisonnante du Ceped peut être différenciée selon deux régimes de publication : celui des grandes revues anglophones à large diffusion, très centrales dans les domaines de la santé, et celui des autres domaines de recherche plus en français, avec des articles mais aussi plus de chapitres d'ouvrages collectifs. Cependant, l'évolution de ces dernières années montre que l'augmentation des publications sous forme d'articles en anglais concerne l'ensemble des champs thématiques de l'Unité.

## Domaine 4. Inscription des activités de recherche dans la société

### Référence 1. L'unité se distingue par la qualité et la quantité de ses interactions avec le monde non-académique.

Les recherches du Ceped portant sur des enjeux sociétaux majeurs, santé, migration, éducation, les chercheurs du Ceped ont de longue date travaillé avec les acteurs non académiques de ces différents secteurs. Le dernier quinquennal a vu un essor très important de ces recherches collaboratives, intersectorielles, incluant aux côtés des chercheurs des acteurs de la société civile et divers types de professionnels. La pratique collaborative s'y est largement renforcée, afin que ces recherches soient véritablement co-portées, co-construites, et menées tout au long du projet dans le souci permanent d'échanges équilibrés et respectueux entre l'expertise académique et l'expertise d'action, les savoirs théoriques et les savoirs expérimentiels (appelés aussi « savoirs profanes »).

Même si ce n'est pas toujours nécessairement le cas, beaucoup de ces recherches menées avec d'autres acteurs non académiques ont aujourd'hui une dimension interventionnelle : elles visent à produire un changement, à le documenter, à en analyser les conditions, les effets et la transférabilité dans d'autres contextes ou situations. Ces recherches sont passionnantes et complexes. Elles impliquent le temps du dialogue, en amont et en aval, avec les décideurs internationaux et locaux, avec les opérateurs et surtout avec les bénéficiaires eux-mêmes. L'implication des différentes parties prenantes permet de mobiliser et de confronter savoirs scientifiques, savoirs expérimentiels et expertises de terrain pour mieux définir les interventions à expérimenter. L'appropriation des résultats de la recherche par les populations elles-mêmes, la société civile et les décideurs politiques est un élément clé du plaidoyer.

Sans pouvoir être exhaustif, on peut citer comme exemples les projets suivants, empruntés aux trois axes car ce type de projets se développe particulièrement dans une optique d'amélioration de la santé des populations et du fonctionnement des systèmes de soins, mais aussi pour améliorer la protection et l'accueil des migrants, de jeunes mineurs isolés ou l'accès équitable aux savoirs.

- Le projet PRINCESSE (resp. J Larmarange, financement ANRS) visant à améliorer la santé sexuelle des travailleuses du sexe en Côte d'Ivoire a été élaboré avec différentes ONG communautaires et le programme national ivoirien de lutte contre le sida.
- Le projet ATLAS (resp. recherche J Larmarange, financement UNITAID) est un programme de développement du dépistage du VIH par auto-tests en Afrique de l'Ouest, porté par l'ONG Solthis, impliquant 3 ministères de la santé, 3 programmes nationaux, 30 associations de terrain pour la mise en œuvre. La collaboration avec l'ONG internationale Solthis s'est faite dès la phase de conception et le programme a pu être ainsi coconstruit, en faisant le choix de privilégier les modalités d'action qui semblaient les plus pertinentes pour les bénéficiaires, quitte à complexifier l'évaluation. La participation du service dépistage de l'OMS aux réunions annuelles de l'équipe de recherche a permis que les résultats produits puissent contribuer immédiatement à l'évolution des recommandations internationales, mais également à ce qu'en retour l'équipe de recherche comprenne les enjeux et les besoins à leur niveau.
- Le projet PARACAO (A Dumont et D Pourette, financements Médecins du Monde) sur la prévention du cancer du col de l'utérus a été mené en collaboration avec Médecins du Monde.
- Le projet QUALIDEC (A Dumont, financement Commission européenne - programme H2020), est un programme interventionnel visant à améliorer le recours à la césarienne pour les femmes enceintes dans quatre pays : Viet Nam, Thaïlande, Burkina Faso, Argentine, dans un contexte de recours trop important à la césarienne, avec des risques pour la santé des femmes et des enfants.
- À la Réunion, F Sandron a mené en lien avec les services sociaux une recherche interventionnelle sur la détection de la fragilité des seniors (financement par l'Agence Régionale de Santé et la Sécurité Sociale).
- Le projet MAKASI, (ADesgrées du Loû, financement ARS et ANRS), mené en île de France avec des associations d'immigrés et des acteurs sociaux, vise à améliorer la capacité des immigrés précaires à protéger leur santé et en particulier limiter l'exposition aux risques sexuels et au VIH. C'est un exemple de recherche collaborative qui fait suite à une première recherche, terminée en 2019, la recherche PARCOURS, qui avait mis à jour le lien entre précarité et exposition aux risques sexuels : une première recherche avait dressé les constats, les associations s'étaient largement saisi des résultats, la recherche suivante, portée par les associations et l'équipe de recherche, propose une intervention basée sur ces constats.
- Le projet SENOVIE (C Schantz, financements Institut du Genre, Cité du Genre, Institut Convergence Migrations-ICM, Médecins Sans Frontières – MSF, Institut National du Cancer – INCa) interroge les mobilités thérapeutiques des femmes africaines atteintes de cancer du sein. Cette recherche intersectorielle associe chercheurs, soignants et associations dans quatre pays : France, Bénin, Mali, Cambodge.

- Le projet ERA (N Robin, financement AFD) visant à définir au Sénégal des politiques publiques en matière de justice juvénile et de santé mentale des jeunes est porté par une ONG en partenariat avec le ministère de la Justice du Sénégal.
- Le projet PLUM-A-MNA- 2023 (M Auzanneau, financement École Nationale de la Protection judiciaire de la jeunesse, Administration centrale de la PJJ.) est une recherche participative avec l'unité d'insertion de la protection judiciaire de la jeunesse, autour de la prise en charge des migrants mineurs isolés.
- Dans le domaine de la formation universitaire, deux projets de formation conjointe franco-argentin, (*Langage et citoyenneté, de la recherche à l'action publique*) (resp C Mick, financement université Sorbonne Paris Cité), reposent sur la collaboration avec différents organismes et institutions en Amérique latine (ex : universités, ministère de l'éducation, Subsecretaría de la interculturalidad et del plurilingüismo, Subsecretaría de la calidad y equidad, centres de formations de maîtres et d'enseignants du supérieur en langues autochtones, recteurs de centres de formation, institut de formation, coopérative de formation (SCOP COOFA, etc.).
- Enfin, nous l'avons déjà mentionné au 1.6, mais il est utile de le rappeler ici : C Mick et M Kleiche-Dray ont un projet financé par l'IDEX Université de Paris, dans l'Appel à manifestation d'intérêt (AMI) Action sciences/recherches participatives pour produire une Réflexion critique participative des méthodologies participatives.

Cette expertise des équipes du Ceped pour de la recherche ancrée dans les besoins sociétaux et capables de dialoguer avec les acteurs a eu bien évidemment des répercussions lors de la pandémie de Covid. Nous avons vu auparavant comment les chercheurs de l'unité avaient été très réactifs lors de cette crise et développé de nombreux projets pour en suivre les répercussions sociales et sur les systèmes de santé. Nombre de ces projets ont été menés en collaboration avec les acteurs, nous en citons quelques-uns :

- Le projet HOSPICOVID (V Ridde, financement ANR) sur la résilience des hôpitaux face au Covid en Afrique, au Canada et en Europe a été l'occasion de recherches collaboratives et d'échanges inter-professionnels.
- Le projet MATER-Covid19 (C Schantz, financement ANR) sur les conditions d'accouchement en temps de pandémie en Île-de-France et sur l'île de la Réunion (en collaboration avec l'Hopital Necker, le Centre hospitalier ouest réunionnais – CHOR et la Maison de naissances MaNaO)
- L'institut Covid19 Ad Memoriam (L Atlani, financement UPC) est une initiative originale qui propose d'associer des « mondes » multiples - chercheurs, soignants, artistes, juristes, associations de victimes, autorités spirituelles et culturelles et grands courants de pensée, représentants de la société civile, philosophes, entrepreneurs ... - pour penser ensemble la pandémie de Covid19, rupture anthropologique majeure. Créé sous l'égide du WHO Collaborative Center for Research on Health and Humanitarian Policies and Practices de l'IRD nouvellement labellisé par l'Organisation mondiale de la santé et basé au Ceped, il a aussi le statut d'Institut transversal de l'Université Paris Cité.

Ces différents projets sont presque tous financés ou cofinancés par des subventions qui sortent du champ académique (par exemple financements des agences régionales de santé), qui ne sont pas forcément portés par le Ceped, mais par les acteurs collaborateurs. Ces financements permettent d'engager de nombreux jeunes chercheurs, soit comme chargés de projet, soit comme doctorants (via bourses CIFRE ou CDD).

Dans un autre registre de collaborations, les chercheurs du Ceped développent de nombreux liens avec les sphères culturelles et éducatives, à titre d'exemple citons :

- Nelly Robin a été conseillère scientifique d'un film réalisé par Nils Tavernier pour LCP, 2022 (*De l'escrime à l'estime : une réponse à la récidive ?*) ; Laetitia Atlani est membre du conseil scientifique des « Rencontres Recherche et Création » de l'Agence nationale de la recherche (ANR) et du festival d'Avignon ; Annabel Desgrées du Loû est conseillère scientifique de l'exposition immersive « 24 h de la vie d'une femme » (Ars Anima, Bordeaux 2022, Marseille 2023).
- Philippe Chaudat intervient en Khâgne et Hypokhâgne sur « La recherche et l'enseignement en anthropologie, la question de l'alcool et de la transgression au Maroc ». Sébastien Boulay, dans le cadre de l'observatoire OUISO au Sahara qu'il anime, organise des échanges auprès des acteurs du conflit, avec les grands médias, avec des jeunes du secondaire, des associations.
- Nathalie Bernard-Maugiron intervient à l'École nationale de la magistrature (Paris) dans le cadre de la formation continue des magistrats sur le thème « La place de la charia dans le droit contemporain des pays du Maghreb », dans le cadre d'une formation continue sur Familles originaires du Maghreb, de l'Afrique subsaharienne et de Turquie et pratiques judiciaires.
- Michelle Auzanneau participe au programme d'événements, de rencontres, de spectacles *Banlieues en actes*, visant à faire un lien entre initiatives et à produire de nouveaux imaginaires. Collectif d'artistes, de collectivités locales, de travailleurs sociaux, habitants et chercheurs, il organise ateliers, co-organisation d'événements, mise en commun de ressources. <https://banlieuecapitale2028.fr/>.

## Référence 2. L'unité développe des produits à destination du monde culturel, économique et social.

Les chercheurs de l'unité sont souvent consultés par les acteurs politiques ou les instances de décisions, en particulier sur les terrains de crise ; quelques exemples, non exhaustifs :

- Marc-Antoine Pérouse de Montclos est un expert extrêmement reconnu sur le Nigeria, il a produit des notes entre autres pour le British Council, l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire.
- Nelly Robin a été auditionnée sur l'émigration au Sénégal à Bruxelles.
- Laura Ruiz de Elvira a été consultante sur la situation en Syrie pour le ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères.
- Pénélope Larzillière a été référente scientifique pour le groupe d'Évaluation des actions de la France en faveur de la Jeunesse depuis les Printemps arabes au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, en collaboration avec l'Agence Française de Développement.
- Valéry Ridde a été relecteur du rapport du United Nations Office on Drugs and Crime: Trafficking in Medical Products in the Sahel; Transnational Organized Crime Threat Assessment.
- Christophe Guilmoto a fait de nombreux rapports pour la Banque Mondiale et les Nations unies, Hamidou Dia des rapports pour l'Agence Française de Développement, Jean-Baptiste Meyer intervient auprès de l'UNESCO.
- Alexandre Dumont et Joseph Larmarange ont guidé les recommandations de l'OMS pour respectivement la prise en charge des hémorragies après une césarienne et la distribution des auto-tests du VIH.
- Laurice Alexandre a participé à la task-force mise en place par HEC Stand Up sur l'entrepreneuriat féminin aux Antilles.
- Lors de la crise Covid, Laetitia Atlani-Duault a été membre du conseil scientifique Covid puis Annabel Desgrées du Loû membre du Comité de Veille et d'Anticipation des Risques Sanitaires (COVARIS) depuis 2022.

Au-delà de ces sollicitations individuelles, la politique développée au sein de l'unité pour que les recherches menées soient prises en compte par les acteurs et les décideurs est de favoriser leurs diffusions sous forme de notes de recherche ou notes de politiques, écrites dans un format court, didactiques, accessibles à des non scientifiques. Pour cela, nous avons organisé au sein de l'unité dès 2019 une formation à l'écriture de notes de politique, délivrée par l'équipe Renard de Montréal, dont c'est l'expertise. Le Ceped a ensuite participé avec l'équipe Renard à la mise au point d'un MOOC sur le transfert de connaissances (qui aborde, entre autres, l'écriture d'une note de politique, voir l'élément 9 du Portfolio), qui est aujourd'hui disponible et que nous recommandons à tous nos jeunes chercheurs. La production de notes de politiques (policy brief) ou de notes de recherche, selon le type de résultats, est donc devenue une habitude courante dans nos projets (cf 3.3 production).

Pour donner un exemple de la pluralité des produits de recherche déclinés pour ces interfaces avec les acteurs, on peut citer le projet Quali-Dec, avec Alexandre Dumont et Myriam de Loenzien, qui tout au long de la recherche a produit plusieurs policy briefs et outils de communication pour les soignant.e.s et femmes enceintes, deux jeux sérieux, tout cela nourrissant un atelier de l'OMS sur les attitudes et comportements liés aux accouchements. Le site web du projet Quali-Dec ([www.qualidec.com](http://www.qualidec.com)), en trois langues, cible trois cibles très différentes de lecteurs : (1) les femmes enceintes qui souhaitent prendre une décision, en toute connaissance de cause, sur la meilleure façon d'accoucher ; (2) les cliniciens et organismes de santé, qui cherchent une information plus scientifique, et donc plus documentée ; (3) les chercheurs. Parallèlement a été créée une plateforme numérique sécurisée : <https://qualidec.srhr.org> qui permet de collecter mensuellement les taux de césarienne et de comparer les hôpitaux entre eux. Elle permet notamment aux hôpitaux d'imprimer puis afficher leurs résultats. Enfin, une application smartphone a été créée pour les femmes enceintes : <https://apps.apple.com/bg/app/quali-dec/id1590535948>. Cette application est disponible en 6 langues (français, anglais, espagnol, thaïlandais, vietnamien et birman) pour informer les femmes enceintes sur les avantages et inconvénients de la césarienne comparée à la voie basse.

### Référence 3. L'unité partage ses connaissances avec le grand public et intervient dans des débats de société.

Nous ne pouvons faire ici une liste de toutes les formes que prennent les productions ou prises de parole des membres du Ceped à destination du grand public car elles sont extrêmement nombreuses.

Pour les supports écrits, citons *The Conversation* dans lequel les chercheurs du Ceped écrivent beaucoup (52 articles écrits par 20 auteurs membres du Ceped, dont 3 doctorants), les notes de politiques dont nous avons parlé ci-dessus, dans la collection du Ceped, mais aussi dans d'autres collections (Questions de Développement de l'AFD, ideas4development, Populations et Sociétés de l'INED, magazine *De facto* de l'Institut Convergence Migrations, IRD le Mag, notes de politiques du programme PAC-Cl...), des ouvrages grand public, éventuellement illustrés.

Dans les supports web, il faut noter que chaque gros projet développe un site web d'interface avec le public. Mais c'est le site du Ceped qui est la locomotive de la diffusion de l'information, il est mis à jour chaque semaine et délivre des informations sur les actualités du Ceped, des contenus pour tous les publics, dont le blog destiné à rendre accessible les recherches menées au grand public.

La production de films (ou une participation à la production) reste une des caractéristiques de l'unité, le film étant un outil très puissant pour faire passer des idées à un public non spécialiste. Le rendez-vous « Le Ceped fait son cinéma », bien qu'un peu mis à mal par la crise Covid, permet de partager ces films au sein de la bibliothèque de l'université.

Les membres de l'unité sont extrêmement sollicités par les médias, en particulier pour des émissions de radio (RFI, France Culture en particulier), et bien sûr pour des conférences au grand public, en France et à l'étranger, en particulier dans les villes d'affectation.

En ce qui concerne l'implication auprès des jeunes, nous pouvons mentionner quelques initiatives originales comme celle de Dolorès Pourette qui a proposé à une classe de lycée à Saint-Pierre – La Réunion de réaliser le logo d'un projet, afin d'impliquer les élèves dans la recherche et de partager avec eux les problématiques sociales liées aux inégalités de santé dans l'océan Indien ; ou encore la participation de Michelle Auzanneau à l'organisation de l'exposition « Mer, Navires et Avions ; La traversée de la méditerranée racontée par des jeunes exilés ».

Pour susciter ce type d'engagement dans une diffusion de la recherche pour le grand public, nous avons parlé ci-dessus des formations délivrées au sein du Ceped au transfert de connaissances, de notre engagement dans le Mooc du même nom. Nous nous appuyons aussi largement sur l'offre de formations proposée par nos instances, l'IRD et UPC. L'offre de formations aujourd'hui à la réalisation de vidéos, à la communication au grand public, y compris sur des sujets sensibles, est bien développée à l'IRD en particulier et nous favorisons l'accès à ces formations à nos doctorants et à nos jeunes chercheurs, y compris en les prenant en charge financièrement.



## Synthèse de l'autoévaluation

Le dialogue avec la société est un des points forts de notre unité. Nos recherches portent sur des questions de société qui concernent tout le monde (la santé, les migrations, les mobilisations, l'éducation et les savoirs) et de ce fait nous sommes très sollicités par la société. Nous y répondons activement, nous sommes très conscients que cela fait partie pleinement de notre métier de chercheurs et que cela implique d'y passer du temps et d'y consacrer des moyens. De plus en plus systématiquement, nous prévoyons une ligne budgétaire pour cela dans nos demandes de financements de projets, et le budget central du Ceped est souvent mis à contribution pour favoriser ce type de valorisation.

Ces efforts peuvent être systématisés. Par exemple, il serait utile que chaque projet établisse un plan de transfert de connaissances dès le début du projet, en programmant à quels acteurs doivent être transférées les connaissances produites et sous quel format. C'est encore loin d'être le cas dans nos pratiques et nous devons continuer à nous former et à collectivement prendre ce temps et cette habitude. Penser ce transfert de connaissances invite en effet à aller au-delà de simples restitutions des résultats de recherche et à penser plus globalement les processus et les activités favorisant un partage et une diffusion des connaissances produites. Enfin, la centralisation des productions via le site du Ceped repose complètement sur le poste de responsable de la communication tenu aujourd'hui par Catherine Boutet qui va partir en retraite fin 2024. Si son poste n'est pas maintenu et si elle n'est pas remplacée, cette activité sera sérieusement mise à mal. Cela constitue un point de fragilité et d'attention pour le futur quinquennal.

## 4- TRAJECTOIRE DE L'UNITÉ

### Dynamique scientifique : historique et ambition

Devenu UMR en 2012, le Ceped est issu d'un groupement d'intérêt scientifique (GIS) éponyme qui se consacrait aux questions de population et de développement et qui réunissait essentiellement des démographes. L'UMR aujourd'hui porte des recherches interdisciplinaires auprès des populations dites « des Suds », à la fois dans leurs pays d'origine et, pour les populations migrantes, dans leurs pays de transit et de destination, tant au Nord qu'au Sud. Les travaux du Ceped interrogent les transformations sociétales induites par les différents processus de mondialisation, que ce soit en terme de pratiques sociales, de systèmes normatifs ou de circulations des savoirs. Plus spécifiquement, le Ceped aborde ces questions dans trois grands domaines : l'éducation, les migrations et la santé.

**Le projet 2019-2024** s'inscrivait autour d'une hypothèse centrale : les circulations des individus, des connaissances, des techniques, ainsi que des normes, des pratiques sociales et des politiques publiques qui les accompagnent, renforcent ou confirment de très fortes inégalités dans les sociétés des Suds. En même temps, elles créent des opportunités pour des acteurs et des collectifs sociaux qui tirent leur légitimité de cette circulation internationale.

Ces effets ambivalents des circulations internationales impliquent des questionnements multidisciplinaires, structurés sur le dernier quinquennal en trois grands axes : Santé, vulnérabilités et relations de genre au Sud (Axe 1), Migration, pouvoir, développement (Axe 2) et Éducation, Sciences et Savoirs au Sud (Axe 3). Les axes élaborent les projets, discutent des possibles financements, organisent des activités de recherche et d'animation essentielles à la discussion et au renouvellement des problématiques. Afin de renforcer la cohésion de l'UMR et d'améliorer les collaborations/dynamiques internes, le projet précédent avait proposé cinq priorités thématiques, transversales aux trois axes de l'UMR : (i) la vulnérabilité des personnes et la construction des nouvelles inégalités ; (ii) les espaces transnationaux et les migrations ; (iii) l'accès et l'usage des nouvelles technologies ; (iv) la production, la mise en œuvre et les effets sur les populations des politiques publiques ; et (v) les acteurs locaux et mondiaux du développement.

Depuis sa fondation, le Ceped a adopté une démarche multidisciplinaire, multisituée, multiscale et comparatiste, articulant approches ethnographiques, études aréales, analyses de trajectoires et de discours, observations en profondeur de cas spécifiques, ainsi que des enquêtes menées sur de larges populations. Le projet 2019-2024 prévoyait également un nouvel engagement dans des recherches opérationnelles et interventionnelles combinant une analyse des situations observées sur le terrain et l'usage de méthodes scientifiques pour produire des connaissances sur les interventions des pouvoirs publics et des acteurs privés et sur leurs effets, en particulier dans les domaines de la santé et de l'éducation. Cet engagement méthodologique s'accompagnait d'un regard réflexif et critique.

Le bilan présenté plus haut et le portfolio choisi montrent que ces objectifs ont été réalisés au long de ces 5 ans. Ainsi, deux éléments du portfolio illustrent la mise en œuvre de recherches interventionnelles coconstruites avec des acteurs non-académiques : l'élément 1, une publication issue du projet MAKASI sur le développement de la capacité d'agir en santé des migrants subsahariens en santé porté conjointement par le Ceped et deux ONG franciliennes ; et l'élément 11, des vidéos et notes de politiques issues du projet ATLAS portant sur le déploiement à l'échelle de l'autodépistage du VIH en Afrique de l'Ouest, porté par un consortium ONG Solthis et IRD, et mis en œuvre avec trois ministères de la santé et une trentaine d'ONG ouest-africaines. L'élément 9, une série de 3 MOOC sur le transfert de connaissance, traduit la place croissante de cette thématique dans les activités et les projets de l'unité. Les publications présentées traduisent à la fois la continuité de nos travaux sur nos thématiques historiques (par exemple les enjeux démographiques (élément 3), les migrations internationales (élément 4), ou l'enseignement supérieur (élément 5)), le développement des questions liées à la mondialisation (voir par exemple l'élément 6 autour de la marchandisation du médicament) et l'émergence de nouvelles thématiques (voir par exemple l'élément 2 qui montre comment le Ceped a su réagir face à la crise sanitaire liée à l'épidémie mondiale de Covid-19). Nos travaux de recherche alimentent également nos activités d'enseignement et de formation (éléments 7 et 8).

Pour le prochain quinquennat 2025-2029, nous poursuivons cette ambition d'étudier les processus, conséquences et opportunités de la mondialisation auprès des sociétés des Suds ou des populations qui en sont issues, et cela via des méthodologies comparatistes et plurielles, depuis les approches les plus macro-sociologiques ou populationnelles aux enquêtes à un niveau plus micro.

## Projet scientifique à 5 ans

Le projet pour les cinq prochaines années du Ceped se situe dans le prolongement des travaux actuels et de leur histoire : il interroge les effets de la mondialisation sur les sociétés des Suds en particulier dans les domaines de l'éducation et des savoirs, des migrations et de la santé.

Il en garde les thématiques et les approches, et il en renforce la structure en proposant une répartition en quatre axes, avec la mise en place de groupes transversaux pour assurer la fluidité de la réflexion inter-axes.

Ces quatre axes s'appuient sur des recherches pluridisciplinaires associant démographes, anthropologues, sociologues, géographes, économistes, linguistes, juristes, politistes, ainsi que des épidémiologistes et des chercheurs en santé publique.

Nos travaux s'appuient sur un large corpus alliant bases de données quantitatives, enquêtes qualitatives et multi-situées, ethnographies, biographies, analyses des discours, pratiques et normes véhiculées par les acteurs concernés. Cette richesse des corpus mobilisés permet de mener des recherches approfondies en faisant varier les échelles d'analyse : du niveau micro (individus), méso (famille, communauté, réseaux, organisations citoyennes), à l'approche macro (politiques publiques, institutions).

Nos recherches sont menées dans des aires géographiques diversifiées (Afrique, Amérique latine, Asie, Moyen-Orient, États-Unis, Océan indien, territoires d'outre-mer, Europe, etc.). Pour suivre les effets de la mondialisation et des circulations des personnes, des savoirs et des techniques, elles portent tout autant sur les pays des Suds que ceux de transit ou d'accueil, dans une perspective d'analyse Sud-Sud, Sud-Nord et Nord-Sud.

### Quatre axes thématiques

#### **Axe « Santé mondiale : crises, politiques, interventions »**

Cet axe interrogera les enjeux contemporains de santé mondiale, définie comme un domaine d'étude, de recherche et de pratique dédié à l'amélioration de l'état de santé et la recherche d'une équité en matière de santé, pour toutes les personnes, dans le monde entier.

La santé mondiale est à la fois un domaine de pratiques (de nombreuses ONG s'en réclament) et un domaine d'études et de recherches. Ses objets de recherche sont la gouvernance mondiale de la santé, les politiques nationales et internationales de santé, les financements ou données de la santé mondiale, les déterminants transnationaux de la santé, les réponses internationales aux enjeux de santé. Elle fait ainsi référence aux questions de santé qui transcendent les frontières nationales (crises sanitaires internationales comme l'épidémie de Covid, mais aussi vieillissement des populations et développement des pathologies chroniques) et appellent à une action collective de la communauté internationale sur les facteurs qui les déterminent. Ces actions peuvent d'ailleurs prendre la forme d'initiatives locales adaptées au contexte. Il est essentiel de questionner à nouveau la globalisation dans ses effets locaux, tout comme il importe de voir comment les leçons apprises localement peuvent nourrir des réponses et politiques globales.

Les travaux de cet axe seront fortement interdisciplinaires et feront dialoguer sciences sociales, sciences de la santé et sciences biologiques. Un dialogue, en amont et en aval, avec les décideurs internationaux et locaux, les opérateurs et surtout les bénéficiaires eux-mêmes sera également un élément essentiel : l'implication des différentes parties prenantes permet de mobiliser et de confronter savoirs scientifiques, savoirs expérimentiels et expertises de terrain et l'appropriation des résultats de la recherche par les personnes concernées et les acteurs.

Les projets de recherche développés dans cet axe couvriront une diversité de thématiques : gouvernance et rôle des acteurs ; financement des programmes et des recherches, rôle des bailleurs ; développement et mise en œuvre des politiques publiques en santé ; organisation, fragilités et renforcement des systèmes de santé (système public, système privé, société civile) ; utilisation des services de santé ; contextes environnementaux et sanitaires ; préparation et réponses aux crises sanitaires. L'organisation de la santé en silos sera également questionnée, notamment via le développement d'approches par population plutôt que par pathologie. Les recherches de l'axe incluent à la fois des approches classiques en sciences sociales et des approches plus opérationnelles visant à déployer, mettre en œuvre et évaluer des interventions de santé.

### **Axe « Inégalités de Santé : vulnérabilités et émancipations »**

Ce nouvel axe s'inscrit dans la continuité des recherches conduites au Ceped sur la construction et la reproduction des inégalités de santé dans le Sud global et dans les pays du Nord. Inégalités sociales et vulnérabilités sont des thématiques centrales en sciences sociales de la santé que les chercheurs du Ceped travaillent depuis longtemps. Le caractère novateur justifiant la création de cet axe est d'envisager les facteurs et processus de vulnérabilités dans le même temps que les trajectoires et expériences d'émancipation, c'est-à-dire les multiples ressorts et actions par lesquels les individus et les collectifs tout à la fois énoncent, dénoncent et portent des revendications pour parvenir à une meilleure santé et s'émanciper des rapports de domination dans lesquels ils ou elles sont pris.

Deux sous thèmes principaux permettront de questionner et tenir ces dynamiques multiples : (1) *Santé, inégalités, vulnérabilités* : la construction et la reproduction des inégalités sociales de santé au prisme des rapports sociaux de genre, de race et de classe, d'âge et de génération ; la santé des femmes, la santé sexuelle et reproductive ; les trajectoires de santé et trajectoires de migration ; le gouvernement des corps ; les expositions aux environnements toxiques... (2) *Émancipations individuelles et collectives* : dynamiques collectives et communautaires en santé ; pratiques et théories de l'*empowerment* (ou *capacité d'agir*) ; résistances et émancipations ; gouvernement horizontal de la santé ; recherches en maïeutique ; médecine traditionnelle ; approche holistique de la santé...

Les projets de recherche de cet axe couvriront une diversité de problèmes de santé : maladies infectieuses endémiques (VIH, hépatites virales, tuberculose), infections émergentes et re-émergentes, maladies chroniques (cancers, santé mentale), handicap... Ils s'intéresseront à la manière dont l'exposition au risque, la prévention et l'accès aux traitements sont façonnés par des rapports de domination et des inégalités Nord-Sud, en privilégiant des approches intersectionnelles. Les thématiques de l'âge et des générations, notamment le vieillissement, seront aussi présentes, ainsi que les effets sur les corps et l'accès à la santé induits par les expositions environnementales (toxiques) et le changement climatique.

La plupart des projets seront conduits dans le cadre de collaborations pluridisciplinaires et intersectorielles (avec des soignants, médecins, sages-femmes) et avec la société civile et les communautés (associations de patients par exemple).

### **Axe « Migrations, Pouvoirs, Actions collectives »**

Cet axe s'intéresse aux différents acteurs des migrations, des mobilisations et des actions collectives : les migrants, leur famille, leurs groupes d'appartenance, les réseaux, les États, les institutions et les organisations impliquées dans le processus de négociation des normes. Il analyse les pratiques (sociales, culturelles, langagières, démographiques, économiques, politiques, juridiques, éducatives) de ces acteurs, en accordant une attention particulière aux relations de pouvoirs et/ou d'inégalités entre les acteurs, à l'étude de la production des normes et valeurs impliquant différents domaines de la société (santé, éducation, religion, économie, gestion des ressources, politique, environnement juridique) et aux compétences et stratégies développées par les acteurs de la migration. Il analyse aussi comment les acteurs de la migration mobilisent les ressources matérielles et symboliques de leur capital social, ainsi que de leurs territoires d'origine, de transit et d'accueil, et étudie la manière dont les migrations peuvent transcender les frontières, les discontinuités physiques, socio-spatiales, juridiques et idéologiques, en construisant de nouveaux espaces réels, virtuels, culturels.

Cette analyse des pratiques migratoires doit être replacée dans le contexte actuel d'un monde globalisé où la mobilité humaine est un enjeu, une compétence et une ressource. Dans un monde interconnecté, les personnes, les informations et les normes circulent plus vite et de façon plus diversifiée. Elles sont vectrices de changements au Sud comme au Nord. La circulation des migrants est soumise à des contrôles, entre autres administratifs et sanitaires qui imposent de prendre en compte la dimension juridique et politique, et pas seulement sociale et économique des phénomènes étudiés. L'influence des migrants, variable selon les lieux, produit par ailleurs des effets contrastés sur les relations de pouvoir entre et à l'intérieur des pays d'accueil, de transit et d'origine. Cette influence est examinée en étudiant le fonctionnement des associations de développement, des réseaux diasporiques, des mobilités sociales, des engagements politiques et des investissements économiques.

Les travaux menés au sein de cet axe couvrent principalement deux champs : (1) les *différents types de circulations et de migrations* ; (2) les *mobilisations* et les *actions collectives*. Sont étudiées les impacts des migrations sur la démographie et le développement, sur l'économie, sur les modes de consommation, sur les pratiques culturelles et langagières, sur les dynamiques familiales et sociales des migrants, sur l'accès au droit, sur les rapports de pouvoir. La question des mobilisations et actions collectives, en lien ou non avec les migrations, vient enrichir les problématiques pour inclure l'étude des crises, des inégalités, des parcours militants et / ou des dynamiques transgressives, insurrectionnelles et émeutières.

### **Axe « Savoirs et Marchés au Sud : éducation, technosciences et culture »**

Une manifestation essentielle de la mondialisation économique depuis les années 1980 a été la marchandisation d'un nombre toujours croissant de secteurs d'activité et de domaines de la vie. De la privatisation de l'éducation à celle du génome, en passant par les stratégies de monopole sur les semences ou les logiciels, la raison marchande s'est appliquée de plus en plus systématiquement au monde social. Les savoirs ont été particulièrement concernés par ce processus, aussi bien à travers la privatisation de secteurs comme l'éducation ou la recherche, qu'à travers la redéfinition des règles encadrant la production, la transmission et l'appropriation des connaissances. Les travaux de cet axe visent à analyser les manifestations et les conséquences multiples de ce phénomène d'enrôlement marchand des savoirs au niveau international et en particulier dans les pays dits du Sud.

L'axe envisage les notions de marché et de marchandisation dans une perspective multidisciplinaire, afin de mieux caractériser la géopolitique contemporaine des savoirs. Il interroge d'abord les processus en cours dans les secteurs de l'éducation, de la production scientifique et technologique ainsi que de la construction des savoirs et de la culture. Les dynamiques de privatisation, les nouvelles formes d'extraction ou d'exploitation, la fabrique continue de solutions technologiques et leurs conséquences environnementales, la disparition ou au contraire la montée en puissance de nouveaux acteurs dans l'économie de la connaissance en sont des éléments clés. De même, les instruments qui s'y déploient attirent notre attention : les régulations des politiques publiques, les régimes de propriété intellectuelle, les standards d'évaluation, les outils de mesure, les plateformes technologiques et numériques, les médias, les modèles d'organisation et de gestion, les dispositifs ou technologies sociales qui organisent la circulation des personnes, des modèles et des connaissances sont au cœur de nos analyses. Nos travaux portent enfin sur l'émergence d'alternatives face à ce phénomène (savoirs « autochtones », pratiques alimentaires alternatives...), sur les formes d'engagement des acteurs ainsi que sur les enjeux que dévoilent leurs oppositions à la logique de la marchandisation.

Les objets d'enquête de cet axe sont (1) *l'éducation* : dimensions scolaires et supérieures mais aussi religieuses et professionnelles ainsi que lien entre éducation et monde du travail, éducation et autres instances de socialisation de la jeunesse ; (2) *les sciences et les techniques* : politiques de l'ESR, circulations transnationales et notamment Sud-Sud d'innovations et de technologies, systèmes locaux de savoirs ; (3) *les pratiques culturelles et marchandes* : transferts et transformations de modèles et pratiques culturelles en relation avec les dynamiques géopolitiques, rôle de l'entrepreneuriat.

### **Groupes transversaux**

Les quatre axes thématiques permettent de structurer la façon dont la recherche s'organise et est animée dans l'unité, mais ils ne sont pas étanches, et des groupes transversaux aux quatre axes permettent de questionner de façon commune certaines thématiques. Deux groupes transversaux sont déjà pré-identifiés pour le début du prochain quinquennal et commenceront d'ailleurs leurs travaux dès 2023. Mais d'autres groupes transversaux seront appelés à naître (puis à se terminer) pour répondre de façon réactive aux enjeux de la recherche dans les années à venir.

### **Groupe « Risques et crises »**

La gestion des risques et des crises est une question qui traverse les quatre axes, et elle fera l'objet d'un groupe de travail spécifique et transversal, dans une quadruple dimension interdisciplinaire, heuristique, multiscalaire et comparatiste. Ce groupe entend, tout à la fois, favoriser le dialogue avec les sciences de la nature et poursuivre

les dynamiques déjà engagées au Ceped, notamment (mais pas seulement) au croisement de la médecine et des sciences sociales, en particulier autour des crises du VIH et de la Covid-19. Sur le plan heuristique et méthodologique, l'objectif sera également de questionner des notions qui, au-delà des débats sur leur temporalité et leur durabilité, permettront d'interroger utilement d'autres réalités sociales, quitte à dépasser les oppositions binaires entre crises structurelles et chocs conjoncturels, et interroger la catégorie de « crise » et ses usages.

Ainsi, la réflexion portera, entre autres, sur la prévention et la gestion des risques, des incertitudes, des aléas, des contraintes, des menaces et des catastrophes naturelles ou non. Partant, il s'agira aussi d'étudier ex-post des politiques de reconstruction, de réhabilitation et de soins qui mettent en évidence des problématiques liées à la résilience, à la sécurité humaine, à la vulnérabilité, aux inégalités, à la compétition pour les ressources, à la mesure de l'instabilité, à la prospective et, d'une manière générale, aux « opportunités de changements » et de transformations sociales que présentent les crises.

Le groupe travaillera également sur la dimension immatérielle et symbolique des phénomènes étudiés : crises « morales », mémorialisation d'événements traumatiques, perceptions des risques et du danger, ainsi que sur les formes de mobilisation sociale et de circulation des normes qui visent à réduire l'impact des chocs d'origine accidentelle ou humaine. On s'interrogera en particulier sur la superposition et l'imbrication de crises de différentes natures qui peuvent parfois finir par faire système alors que la mondialisation des échanges tend à amplifier les répercussions des chocs de toute nature.

### **Groupe « Mondialisations alternatives, décolonisation des savoirs et justice épistémique »**

La mondialisation actuelle, largement impulsée par des pays dits du Nord, entraîne aussi un renouvellement du regard porté sur les initiatives venant des pays dits des Suds et en particulier celles des populations minorées en réponse aux grands défis globaux environnementaux et sociétaux – comme avec la reconnaissance des femmes dans l'entrepreneuriat et l'innovation sociale. Des pédagogies et des pratiques alimentaires ou de bien-être alternatives, des biens culturels « globaux » s'imposent ainsi depuis des pôles de pouvoir non euro/américano-centrés. La reconnaissance institutionnelle de l'éthnoéducation, des savoirs locaux et des productions intellectuelles en Amérique latine, de même que la K-pop, le cinéma de Bollywood ou les médicaments génériques indiens fournissent des illustrations importantes de la multipolarité de la mondialisation actuelle. La valorisation de ces propositions alternatives ainsi que des groupes qui les portent – que ce soit les scientifiques et intellectuelles des pays dits des Suds, les femmes, les populations autochtones, paysannes ou afrodescendantes – permet de décoloniser les savoirs face au récit dominant de la mondialisation marchande. Cette réflexion, portée depuis plusieurs années dans le laboratoire au sein de l'axe sur les savoirs et l'éducation, rencontre les débats sur la décolonisation de la santé mondiale, en plein essor depuis le tournant des années 2020, et devient de fait une thématique transversale à toute l'unité. Le fait que les chercheurs portent un intérêt particulier à l'impact de ces propositions dans le renouvellement du dialogue science-innovation-société nous amène à renforcer notre démarche réflexive de justice épistémique en tant qu'acteurs et actrices de la recherche avec et pour les Suds, en portant un intérêt à l'émergence des démarches participatives, collaboratives, coconstruites avec des acteurs d'autres secteurs que la recherche et dans des partenariats équitables Nord-Sud et Sud-Nord .

## Stratégie partenariale

Le projet proposé repose sur quatre tutelles : l'Université Paris Cité (UPC), l'IRD, l'Inserm et l'Université Sorbonne Paris Nord (USPN).

Comme dans le quinquennal précédent, l'unité sera portée par l'**Université Paris Cité**, au sein de sa Faculté Sociétés et Humanités. Le Ceped participe activement à UPC via son implication dans deux masters, une intense activité d'accompagnement de doctorants mais aussi via des instituts transversaux : l'Institut Covid Ad memoriam porté par Laetitia Atlani, le GRIP dirigé par Rigas Arvanitis, l'institut Paris Public Health où Annabel Desgrées du Loû participe au comité de pilotage.

Les enseignants-chercheurs du Ceped sont actifs dans l'Université Paris Cité en participant à différents conseils (O. Leservoisier, S. Boulay et P Chaudat siègent au Conseil scientifique de la Faculté SHS transformé en conseil d'UFR depuis 2016-2025, O. Leservoisier a été élu Vice-Président du Conseil Académique en 2018) et en assurant la direction de différents masters. Olivier Leservoisier, à qui succédera Sébastien Boulay, dirige le Master Popdev (Population & développement) qui est adossé au Ceped et dans lequel les chercheurs IRD de l'UMR sont fortement impliqués (cours, encadrement recherches et stages). Franck Temporal est responsable du master EVSAN (Évaluation et études dans le secteur de la santé et du social). Il est également chargé de mission Formation Continue auprès de la Direction de l'UFR. Ces deux parcours de master (POPDEV et EVSAN) sont inscrits dans l'EUR Haute École de Démographie qui réunit les acteurs français les plus importants de la recherche en démographie, et propose aux étudiants l'expertise méthodologique et thématique des partenaires du projet. Franck Temporal et Joseph Larmarange sont membres de la Direction exécutive de l'école. Enfin, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024, Véronique Petit codirigera l'ED 624.

Le Ceped s'inscrit par ailleurs fortement dans l'IRD, au sein de son département *Sociétés et mondialisations* dont il est une des plus grosses unités et avec un rattachement secondaire au département *Santé et sociétés*. Les chercheurs du Ceped sont, de longue date, très actifs dans la vie de l'IRD, avec des participations tant dans la Commission scientifique sectorielle 4 en SHS qu'au département *Sociétés et Mondialisation* dont Mina Kleiche-Dray est directrice adjointe ou au conseil scientifique. Sur l'Île-de-France, le Ceped est un membre actif de la Fédération Sciences sociales au Sud (F3S), et au niveau international, le Ceped est très investi dans les outils de projection au sud de l'IRD (sept chercheurs expatriés sur le dernier quinquennal, dont deux enseignantes-chercheuses de UPC ; une JEAI au Liban, un GDRI (DISAA – Digitization and Society in Asia and Africa)). Ces collaborations structurantes seront poursuivies et renforcées dans les années à venir. Le projet général du Ceped s'inscrit totalement dans l'approche de la science de la durabilité de l'IRD, ce qui se traduit par la participation de ses membres à plusieurs communautés de savoir (Cosav One Health et Cosav Migrations) et l'option forte prise pour renforcer les liens science-société (cf paragraphe 5).

Pour ce nouveau projet, il est proposé à l'**Inserm**, qui était depuis 2017 tutelle uniquement de l'axe « Santé, vulnérabilités et relations de genre au Sud », de devenir tutelle de l'ensemble de l'unité. En effet, la question de la santé est aujourd'hui transversale aux différents axes : elle se déploie bien sûr dans les deux nouveaux axes qui en font un thème central, à savoir celui sur la santé mondiale et celui sur les inégalités de santé, mais elle est aussi présente dans l'axe sur les migrations et mobilisations collectives, avec notamment des recherches sur la santé mentale des migrants, et aussi dans l'axe sur les savoirs, avec des recherches sur les transferts des savoirs de santé et productions pharmaceutiques, ou encore sur la pollution dans les grandes villes du Sud. D'autre part, la richesse de nos recherches réside dans le dialogue entre les différents questionnements. La compréhension des problématiques en santé s'appuie fermement sur celle des autres champs (mobilités, circulations, pouvoirs, savoirs) et ne doit pas en être structurellement séparée. Les chercheurs du Ceped sont d'ores et déjà très impliqués dans les instances de l'Inserm : participation à l'ITMO Santé publique, au CSS 6 Inserm « Santé publique et santé des populations » (Joseph Larmarange), au CSS 14 « santé publique et sciences sociales » de l'ANRS | MIE (Joseph Larmarange co-président, Fanny Chabrol membre) et à divers groupes d'animation de l'ANRS | MIE (Annabel Desgrées du Loû), agence autonome de l'Inserm.

La deuxième innovation structurelle que nous proposons, avec ce nouveau projet, est l'élargissement à la tutelle de l'**Université Sorbonne Paris Nord**, qui s'accompagne d'une bi-localisation sur les sites des Saint-Pères (site historique, UPC) et du campus Condorcet (nouveau site sur lequel nous demandons des locaux, USPN). Le rapprochement avec USPN s'inscrit dans la suite de plusieurs collaborations, depuis une dizaine d'années, sur des recherches portant sur les parcours de vie et de santé des migrants (prévention et prise en charge du VIH, cancers du sein chez la femme), et sur la formation des professionnels de santé aux enjeux de la migration (DU santé des migrants, USPN, dir. Pr Olivier Bouchaud, Dr Nicolas Vignier, Annabel Desgrées du Loû). Les recherches du Ceped qui portent sur des populations issues des Suds et vivant en France concernent, pour la majeure



partie d'entre elles, des populations vivant en Seine-Saint-Denis. L'ancrage dans une université de ce département sera un moteur utile pour développer le lien Sciences-sociétés avec les personnes concernées par nos recherches. Cet ancrage sera concrétisé par la participation de trois enseignants chercheurs de USPN au Ceped, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2025 (Pascale Molinier, PU en psychologue sociale, UTRPP, Olivier Bouchaud, PUPH, LEPS et Claire Tantet, PH Avicenne) et par un séminaire commun dès 2023 avec le LEPS (Laboratoire Éducation Promotion de la Santé, EA USPN).

Par ailleurs, un ancrage sur le campus Condorcet, outre nous ouvrir la possibilité d'étendre nos locaux, ce qui était indispensable vu notre croissance, nous permettra de consolider nos liens historiques avec d'autres structures de recherche qui y sont aujourd'hui localisées : les laboratoires IRIS, CEPN (Centre d'économie Paris Nord), l'INED auquel plusieurs chercheurs du Ceped sont associés, l'EHESS, le CESAH (Centre d'études sud-asiatiques et himalayennes), ainsi que l'Institut Convergence Migrations dont de nombreux chercheurs et doctorants du Ceped sont fellows.

Enfin, les membres du Ceped sont inscrits dans plusieurs activités d'animation de la recherche ou de l'enseignement qui fédèrent plusieurs structures de l'ESR, en particulier sur l'Île-de-France, et poursuivront ces activités collectives : en particulier le séminaire de recherche « Les journées doctorales des Sud », les « Colloques des Doctorantes et doctorants de la F3S » (CoDoFe) ; l'école doctorale internationale d'été « Migrations et mondialisation » créée en partenariat avec les UMR URMIS et MIGRINTER et qui rassemble doctorantes et doctorants du Sud et du Nord. Plusieurs membres du Ceped sont actifs dans les comités d'organisation et scientifique de cette école d'été et participent à son animation lors des éditions passées et futures (programmation bisannuelle 2017, 2019, 2022, 2024).

Les collaborations nationales et internationales dans lesquelles nous sommes engagés vont bien sûr se poursuivre : en dehors des collaborations en Île-de-France déjà mentionnées, en France nous travaillons de longue date et allons continuer à être en partenariat avec le centre Bordeaux Population Health (Inserm-Université de Bordeaux), avec Migrinter à Poitiers, l'Urmis à Nice, l'EHESS, mais aussi avec de nombreuses ONG en France : Epicentre, Médecins du Monde, Médecins sans frontière etc... Au niveau international, nos recherches qui sont menées en Asie, en Afrique, au Moyen-Orient et en Amérique latine sont toutes ancrées dans des partenariats solides avec les universités et centres de recherche des pays où sont menées ces recherches. La liste détaillée en a été donnée dans le bilan (cf « l'univers du Ceped » dans la partie 1), nous ne la reprenons pas ici de façon exhaustive mais, pour mémoire, nous menons des recherches en Afrique avec l'Université Cheikh Anto Diop au Sénégal, l'université de Cape Town en Afrique du Sud, en Inde au Centre de Sciences Humaines de New Delhi, le centre CERMIPA en Côte d'Ivoire (avec des chercheurs du Ceped accueillis dans ces diverses institutions), avec l'université d'Ibadan au Nigeria, l'université de Tunis, celle de Phnom Penh, l'institut de médecine sociale au Brésil, ainsi qu'avec l'université de Montreal au Canada ou la London School of Hygiene and Tropical Medicine. Nos chercheurs participent aussi aux réseaux des institutions des Nations Unies comme l'OMS, l'UNESCO, le FNUAP...

## Organisation du laboratoire

L'organisation d'ensemble de l'UMR, de même que le principe d'une gouvernance participative qui a porté ses fruits, seront globalement reconduites, avec une direction collégiale renforcée : une directrice (Annabel Desgrées du Loû, IRD), une directrice adjointe (Véronique Petit, UPC) particulièrement en charge des axes *Migration et mobilisations* et *Savoirs et éducations*, un directeur adjoint (Joseph Larmarange, IRD) particulièrement en charge des axes *Santé mondiale* et *Inégalités de santé*, une directrice administrative (Julie Rust). Ils formeront tous les quatre un comité de direction qui se réunira chaque semaine pour traiter de la vie courante de l'unité. Les questions d'orientation de la recherche, de gestion des ressources du laboratoire et de ses recrutements seront arbitrées au sein du conseil d'unité (cf. organigramme) qui se réunira deux à trois fois par an au moins<sup>10</sup>.

L'unité sera structurée en quatre axes d'animation de la recherche comme décrite dans la partie scientifique, tout en favorisant la fluidité entre axes. Ainsi un chercheur inscrit dans un axe pourra s'inscrire à titre secondaire dans un autre axe, cette double appartenance facilitant un affichage sur des thématiques transversales. L'animation transversale sera également assurée par l'organisation d'un séminaire annuel de plusieurs jours de l'ensemble de l'unité, séminaire déjà expérimenté régulièrement sur les deux quinquennaux précédents.

Aux côtés des quatre axes de recherche, quatre pôles d'appui seront mis en place : un pôle de *gestion*, un pôle *lien sciences-sociétés*, un pôle *d'appui aux projets*, un pôle *informatique et données scientifiques*. La coordination des personnels et des activités de ces différents pôles est placée sous la responsabilité de l'administratrice générale.

### Pôle de gestion

Le pôle de gestion est en charge, en lien avec les différentes tutelles, de l'exécution budgétaire (commandes, missions...), du suivi des différents contrats et conventions et de la mise en place des recrutements RH. Dirigé par une secrétaire générale – administratrice en CDD (financement UPC), il est aujourd'hui constitué de seulement deux gestionnaires, toutes deux en CDD IRD dont une qui devrait être titularisée au cours de l'année 2024. Sont aussi rattachées au pôle gestion des gestionnaires de projets (Quali-Dec, ICAM, GRIP, ERC LIVE-AR). La charge actuelle de travail est très importante et le secrétariat sous-dimensionné par rapport aux besoins de gestion. Pour le prochain quinquennal, le Ceped demande expressément des postes pérennes sur ce pôle.

### Pôle Lien Science-Sociétés

Le pôle Lien Sciences-Sociétés est une évolution du Pôle d'information et d'animation scientifique (PIAS) mis en place lors du précédent quinquennal. Il s'agit de tenir compte à la fois de l'évolution des recherches menées au sein du Ceped, qui impliquent de plus en plus souvent des acteurs de la société civile et incluent des problématiques autour du transfert de connaissance, et d'une demande sociétale forte pour un renforcement du lien Sciences-Sociétés.

Au cours de la période 2019-2024, le PIAS a été en charge à la fois du développement d'événements scientifiques (conférences, séminaires, journées d'étude...) et grand public (présentations d'ouvrage, diffusions de films scientifiques, rencontres et débats, animation de la chaîne YouTube de l'UMR...), mais également de l'actualisation et la mise à jour des outils de communication de l'unité (site web, référencement des publications, intranet, lettre d'information...). Jusqu'à fin 2024, ces activités seront menées par une ingénieure d'études IRD qui doit partir en retraite fin 2024.

Pour le quinquennal 2025-2029, nous souhaitons un renouvellement de ce poste par l'IRD et demander un second poste auprès de nos tutelles. En effet, au-delà des activités de communications (premier poste), de nouveaux besoins apparaissent notamment dans le champ du transfert de connaissances (second poste) : notes de politiques, vidéos, ateliers de restitution... Cela est notamment illustré via le *blog Science-Sociétés* mis

---

<sup>10</sup> Par rapport au quinquennal précédent, le comité de direction sera donc resserré pour permettre des rencontres plus fréquentes et une gestion plus fluide. Le rôle du conseil d'unité, où sont représentés l'ensemble des axes et des personnels, sera donc élargi.

en place par le Ceped depuis mi-2022 : <https://www.ceppe.org/fr/blog>. Il s'agirait de pouvoir mieux accompagner et former les différentes équipes projets impliquées dans ce type d'activité.

### **Pôle Appui aux projets**

Au cours des dernières années, le Ceped a connu une forte croissance en termes de financements sur conventions extérieures. Cela s'est également traduit par une augmentation croissante du nombre de post-doctorants et surtout de chargés de projets. Cette évolution s'est réalisée dans un contexte de complexification réglementaire et de demande croissante de rapportage de la part des financeurs.

Au-delà des aspects de gestion contractuels et budgétaires, il est apparu un besoin croissant d'accompagnement des porteurs de projets, que ce soit en phase de montage ou de suivi, notamment en termes de pilotage budgétaire<sup>11</sup> et scientifique mais également en termes d'interface entre les porteurs de projet, les financeurs et les services des tutelles, bien au-delà des missions du pôle gestion.

De début 2019 à janvier 2022, nous avons pu mutualiser un poste d'appui aux projets (profil master en gestion de projets européens), financés sur convention extérieure. Cette expérience nous a permis de mettre en évidence la plus-value d'un tel pôle d'appui, qui permet à la fois de soulager les porteurs de projets et de leur donner plus de temps pour le suivi scientifique, mais également le pôle gestion de l'unité et de fluidifier les relations avec les tutelles.

Dans le cadre du nouveau quinquennal, nous souhaitons formaliser la mise en place d'un tel pôle d'appui aux projets. Il nécessite néanmoins soit l'attribution d'un poste RH pérenne de la part des tutelles, soit la mise en place d'un dispositif comptable simplifié permettant de prélever une contribution sur les différentes conventions extérieures afin de financer un poste mutualisé au niveau de l'unité.

### **Pôle Informatique et Données scientifiques**

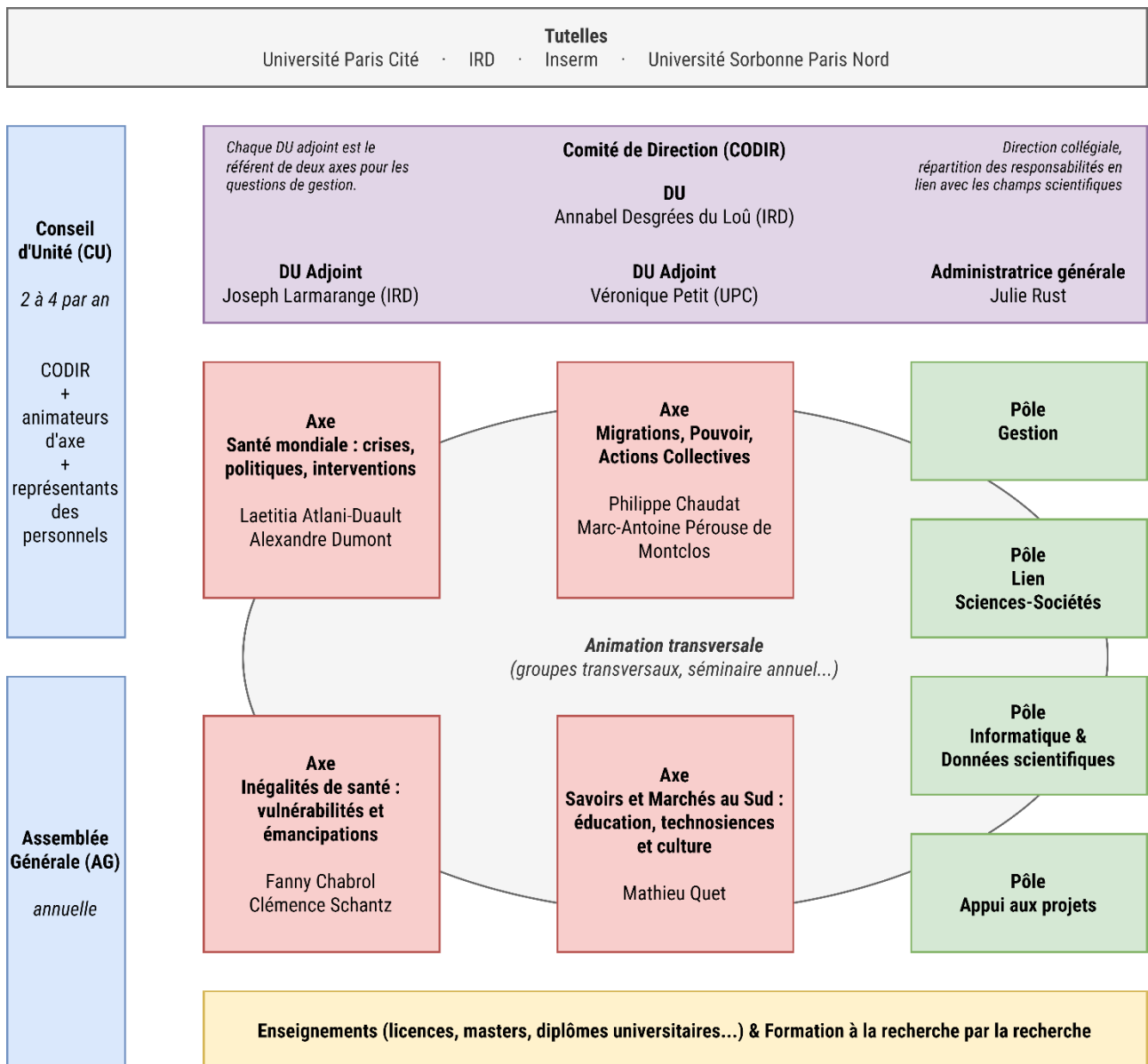
Plusieurs des recherches menées au Ceped nécessitent le recours à des outils avancés demandant des compétences techniques précises (statistiques, cartographie, traitements automatisés de textes ou d'images, fouilles de données hétérogènes...). Le Ceped dispose déjà d'un ingénieur statisticien et d'un cartographe qui constituerait ce pôle Informatique et Données scientifiques.

Les missions de ce pôle seraient élargies pour apporter un conseil aux équipes projet et couvrir les enjeux posés par la protection des données personnelles (notamment avec la mise en place du RGPD, la nécessité de développer des plans de gestion des données, le développement de plateforme de collecte sécurisée comme la plateforme REDCAP à l'IRD) et le développement de la science ouverte (ce qui pose notamment la question de l'anonymisation et de la pseudonymisation des données et de leur archivage, par exemple via le dépôt DataSuds de l'IRD). Le Pôle Informatique et Données scientifiques fera ainsi le lien entre les équipes scientifiques de l'unité et les différents services concernés des tutelles (notamment avec les délégués à la protection des données et les services de collecte et/ou d'archivage).

---

<sup>11</sup> On peut d'ailleurs noter le développement en interne d'un logiciel libre de pilotage budgétaire du point de vue du porteur de projet : <https://github.com/lamarange/pbc/wiki>

### Organigramme du futur Ceped



## Nouveaux enjeux des laboratoires

### **Cepedurable : un groupe transversal de réflexion et de veille sur les enjeux de durabilité**

Le groupe transversal Cepedurable vise à suivre l'engagement du laboratoire dans le développement durable jusqu'à 2030 ainsi qu'à nourrir une réflexion critique sur la crise climatique. Il est un regroupement de trois initiatives qui ont vu le jour durant le dernier quinquennal : un groupe « recherche et environnement », constitué en 2020, qui a établi le premier bilan GES du laboratoire, en lien avec le collectif labo 1.5 ; un groupe « Toxicitea » né fin 2021 de la volonté d'effectuer une veille scientifique sur le thème des nuisances et pollutions, d'en relever des publications et productions originales notables puis de les présenter et partager au sein du Ceped ; le séminaire international « science et société dans l'anthropocène », coorganisé avec le CERMES, mis en place 2022-23, qui a initié un espace collectif de débat et d'analyse des dynamiques de production et d'usage des savoirs scientifiques dans le contexte de la crise environnementale globale.

Ces trois initiatives étant complémentaires, leur rapprochement au sein d'un groupe est conçu comme un moyen de dynamiser le travail thématique dans les trois dimensions : technique, bibliographique, scientifique. La première recouvre les aspects concernant la vie du laboratoire et l'évaluation suivie de son empreinte carbone. Le bilan GES sera effectué tous les ans et l'analyse des mesures à mettre en place pour minimiser les émissions en procèdera. Cet exercice mobilisera l'ensemble du Ceped par un questionnaire sommaire dont les résultats seront diffusés et discutés. Un suivi bibliographique et documentaire sur les enjeux environnementaux autour des nuisances et pollutions servira de base à une information actualisée et partagée. Celle-ci pourra nourrir des travaux des personnels et des doctorants du laboratoire et constituera une référence pour la partie technique comme pour la partie scientifique. Cette dernière consistera en une participation à des travaux collectifs, des animations et des sessions de formation sur le thème de la durabilité, dans nos tutelles et en dehors. Le Ceped entend, ce faisant, contribuer à une production de connaissances sur le sujet. Le laboratoire souhaite ainsi également participer aux débats impliquant l'ESR dans le traitement du changement climatique, en assurant un dialogue qualifié, documenté et prospectif avec les entités qui nous entourent et qui s'intéressent au sujet. Nous souhaitons en particulier participer aux réseaux internationaux tels que CANIE (*Climate Action Network for International Educators*), au collectif national labo 1.5, aux groupes de nos institutions qui se penchent sur ces sujets, tel que les communautés de savoir de l'IRD où SAHA à l'UPC.

### **Sciences et sociétés : un espace de réflexion transversal autour des questions du partage de nos travaux auprès des publics non-académiques/non-spécialistes**

Nous souhaitons ancrer au sein du laboratoire un travail de capitalisation d'expériences et de réflexion sur la portée heuristique de nos expériences de collaboration avec des acteurs non-académiques ou non-spécialistes. Cela passera par un travail d'inventaire de nos expériences de recherche appliquée, d'expertise, de co-construction des savoirs avec les populations (recherche participative, communautaire, interventionnelle...), de restitution, de transfert de connaissances et de médiation scientifique. Mais aussi par une réflexion sur l'usage qui est fait par la société des connaissances que nous produisons et sur les questions éthiques que soulèvent ces collaborations avec les populations concernées/impliquées, les associations et ONG, les professionnels de terrain, les acteurs politiques (élus, gouvernements ...), judiciaires, médiatiques, etc., et sur la façon dont ces questions traversent nos positionnements et nos métiers dans la recherche.

Nous travaillerons aussi sur les modalités concrètes de mise en œuvre du transfert de connaissances et de la médiation scientifique dans nos recherches. Comment renforcer nos capacités collectives de médiation au sein du Ceped ? Quelles collaborations avec des médiateurs ou courtiers de connaissances, des experts en communication ? Comment, en amont de nos projets, mieux définir nos dispositifs/futures activités de transfert de connaissances ? Comment développer les écritures alternatives (audiovisuelles notamment) et être plus attentifs aux enjeux linguistiques de mise en œuvre et de diffusion de nos travaux ? Comment nous positionner face aux défis de la « science ouverte » ? Enfin, comment mieux impliquer dans la vie du Ceped les acteurs des mondes médiatiques, politiques, du développement, de l'enseignement ? Ces réflexions pourront se déployer dans le cadre de rencontres internes et séminaires réguliers, de « cafés » à thèmes, de journées d'étude ponctuelles.

## Parité et équité

La parité de genre est déjà largement atteinte au Ceped, depuis de nombreuses années (cf partie 1 du bilan), mais nous serons attentifs à ce qu'elle soit bien effective à toutes les étapes des carrières, avec la même dynamique et le même accès aux responsabilités, quel que soit le genre. Au-delà des questions de genre, les inégalités selon le statut nous paraissent être un enjeu important des laboratoires de recherche actuellement, car à côté des doctorants nos laboratoires accueillent de plus en plus de jeunes chercheurs, post-doctorants ou chargés de projet. Tous ces jeunes chercheurs font vivre la recherche mais sont employés sur des contrats à durée déterminée et ont peu de visibilité sur leurs perspectives professionnelles. Nous serons attentifs à leur donner toute leur place dans le laboratoire et à les accompagner dans leur construction de carrière. Les doctorants ou jeunes chercheurs étrangers, en particulier, peuvent connaître des difficultés spécifiques. En 2020 a été mis en place au Ceped un groupe qui a produit une charte d'accueil des étudiants étrangers au Ceped. Nous nous inspirerons de cette expérience très positive. Enfin, plus généralement dans les recherches que nous menons avec nos partenaires des Suds, et en cohérence avec la diversité épistémique que nous entendons travailler, nous mettrons en œuvre collectivement des techniques respectant la pluralité des positionnements, et nous développerons des réflexions collectives sur l'éthique de la recherche et sur l'éthique en pratique, les problématiques liées aux recherches conduites sur/avec des terrains déstabilisés, et des terrains de contestation.

## Science ouverte

L'unité est également engagée dans différents chantiers pour améliorer ses pratiques dans le domaine de la science ouverte.

En termes de publications, l'unité a développé depuis une dizaine d'années une base de données publique de l'ensemble des publications de l'unité (<https://www.cepced.org/spip.php?page=biblio>). Un chantier a été lancé en 2023 pour une transition vers la plateforme HAL. Une collection d'unités a été mise en place (<https://hal.science/Ceped>) et plus de 430 publications y sont déjà référencées en texte intégral. Au cours du second semestre 2023, la collection sera mise à jour pour y intégrer l'ensemble des ouvrages, chapitres d'ouvrage et articles de l'unité pour la période 2018-2022. Des formations sont en cours de mise en place auprès des membres de l'unité pour un dépôt systématique des publications à compter de 2023.

En lien avec les politiques des différentes tutelles, il y a une augmentation croissante du nombre de publications en accès libre (*open access*). De même, pour rendre les résultats des recherches plus rapidement accessibles, une augmentation des publications en *preprint* est à noter. Plusieurs chercheurs et enseignants-chercheurs se sont par ailleurs engagés à explorer des pistes de publications en *diamond open access* quand cela est possible.

Une réflexion est menée sur plusieurs projets récents pour améliorer nos politiques d'archivage de données, qu'il s'agisse de jeux de données associés à des publications ou d'un archivage plus pérenne des données produites par nos enquêtes. Une communauté Ceped a été créée sur la plateforme européenne Zenodo (<https://zenodo.org/communities/cepced/>). On y retrouve des documents de travail, des notes de politique et des jeux de données. Plus récemment, avec la mise en place du dépôt *DataSuds* de l'IRD, un espace dédié à l'UMR a été créé : [https://dataverse.ird.fr/dataverse/umr\\_cepced](https://dataverse.ird.fr/dataverse/umr_cepced). Plusieurs projets en cours prévoient d'y déposer leurs données. Le dépôt *DataSuds* est notamment référencé sur <https://recherche.data.gouv.fr/fr>. Le pôle *Informatique et Données scientifiques* (voir organigramme de l'UMR) aura notamment pour mission d'accompagner les équipes projets dans cette démarche.